

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA DÉVOLUTION

DU

PATRIMOINE DES PERSONNES MORALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 21 avril 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Philippe LUSSAN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. BERTHÉLEMY.

*Suffragants : { MM. LEFEBVRE, professeur.
JÈZE, agrégé.*

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA DÉVOLUTION

DU

PATRIMOINE DES PERSONNES MORALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 21 avril 1910, à 1 h. 1/2

PAR



Philippe LUSSAN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants : { MM. LEFEBVRE, professeur.
JÈZE, agrégé.

PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- Vauthier. — *Les personnes morales.*
- Saleilles. — *Etude sur l'histoire des sociétés en commandite. Annales du Droit commercial, 1895 et 1897.*
- Geouffre de Lapradelle. — *Traité théorique et pratique de la fondation.*
- Capitant. — *Introduction à l'étude du Droit civil.*
- Michoud. — *La théorie de la personnalité morale.*
- Guy Coquille. — *Questions et réponses.*
- Josserand. — *Essai sur la propriété collective.*
- Pothier. — *Traité des personnes.*
- Laurent. — *Droit civil, t. I.*
- Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade. — *Des personnes, t. I.*
- Ducrocq. — *Cours de droit administratif, t. IV.*
- Trouillot et Chapsal. — *Le contrat d'association.*
- Van den Heuvel. — *Association sans but lucratif.*
- Vareilles-Sommières (de). — *Les personnes morales.* Note dans le *Bulletin de Droit comparé* de 1900. Article dans la *Réforme sociale* de 1901. *Le contrat d'association.*
- Ferrara. — *La persona giuridiche.*
- Jellinek. — *System der subjectionen öffentlichen Rechte.*
- Ihering. — *L'esprit du droit romain*, trad. Meulenaere.
- Savigny. — *Traité du droit romain*, trad. Guenoux.
- Baudry-Lacantinerie et Wahl. — *De la Société.*
- Saleilles. — *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1908 et 1909. *Projet de loi sur les fondations. De la personnalité juridique.*
- Larnaude. — *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1909.
- Tissier. — *Dons et legs.*
- Aubry et Rau. — § 558.
- Planiol. — *Traité élémentaire de Droit civil.*
- Girard. — *Manuel de Droit romain.*
- Berthélemy. — *Traité de Droit administratif.*

- Grunebaum-Ballin.** — *La séparation des Eglises et de l'Etat.*
Pic. — *Traité de législation industrielle.*
Glotin. — *Syndicats professionnels.*
Gierke. — *Genossenschaftstheorie.*
Barboux. — *Semaine politique et littéraire*, 10 mars 1900.
Saieilles. — *Les personnes juridiques dans le Code civil allemand.*
Revue du droit public, t. XV et XVI.
Barboux. — *Annuaire de la législation étrangère*, 1873.
Gény. — *Méthode d'interprétation.*
Denisard. — *Verb. Gens de mainmorte.*
Duguit. — *L'Etat.*
Hauriou. — *Traité de Droit administratif.*
Negulesco. — *Le problème juridique de la personnalité morale*, thèse Paris, 1900.
Donnedieu de Vabres. — *La condition des biens ecclésiastiques en face de la séparation des Eglises et de l'Etat.*
Adenis. — *Dévolution des biens des associations*, thèse Paris, 1902.
Michoud. — *Année administrative*, 1903.
Hébrard. — *Du sort des biens d'une association en cas de dissolution*, thèse Paris, 1902.
Affre. — *Traité de la propriété des biens ecclésiastiques.*
Meynial. — *Note Sirey*, 92.1.499.
Planiol. — *Note Dalloz*, 93.2.513.
Dalloz. — *Répertoire de jurisprudence.*
Dalloz. — *Recueil périodique.*
Sirey. — *Lois annotées.*
Béquet. — *Répertoire administratif.*
Annales parlementaires, t. IX.
Duvergier. — *Recueil de lois.*
Rondonneau. — *Recueil de lois.*
Journal Le Droit.
Code fédéral suisse.
Code civil allemand.
Documents parlementaires, Journal officiel de 1875, 1895, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1908.
-

LA DÉVOLUTION

DU

Patrimoine des Personnes morales

INTRODUCTION

I. — « La propriété collective subsiste encore, dit M. Planiol (1), en masses considérables dans les Etats modernes et c'est un phénomène fort heureux car on ne pourrait pas s'en passer. Si la constitution de la propriété individuelle a été un progrès social décisif, qui a assuré le développement de la richesse et par là celui de la civilisation tout entière, la propriété individuelle ne peut pourtant pas avoir la prétention de suffire à elle seule aux besoins des hommes. Il est nécessaire que les deux espèces de propriété soient reconnues et conservées à côté l'une de l'autre, et la répartition entre elles des richesses utilisables est une question d'opportunité et de mesure ; leur dualisme existe depuis longtemps et vraisemblablement il existera toujours. »

La propriété individuelle et la propriété collective sont donc deux états de la propriété concourant égale-

(1) Planiol, *Traité de Droit civil*, I, n° 3006.

ment au développement des richesses et à la civilisation des hommes. Elles méritent la même attention du législateur qui doit réglementer aussi bien l'une que l'autre dans son fonctionnement.

Or si la propriété individuelle est étudiée par notre Code, réglée dans son exercice, fixée dans sa dévolution, il n'en est pas de même de la propriété collective. Celle-ci n'est soumise à aucune règle générale ; sa gestion, sa dévolution subissent la diversité de lois spéciales dont les dispositions inégales ne se rapportent à aucun principe commun.

N'est-ce pas une lacune dans notre législation ?

Au lendemain de la liquidation des congrégations, des établissements du culte, au moment où les syndicats professionnels réclament un patrimoine moins limité, nous avons voulu rechercher si ces divers patrimoines n'ont pas des règles communes qui gouvernent leur dévolution comme les patrimoines des particuliers ont dans notre Code le titre des successions et celui des donations par testament.

Quelles sont ces règles ?

Tel est le problème que nous nous proposons de résoudre.

II. — Ce travail comprendra trois parties. Jugeant que pour arriver à la vraie solution il nous faut d'abord connaître le caractère de ces patrimoines collectifs, leur origine, leur but, nous étudierons dans la première partie ce qu'on est convenu d'appeler les *personnes morales*, rechercherons leur nature juridique, les diverses formes sous lesquelles elles se présentent, les conditions de leur formation et de leur dissolution.

Ces *notions préliminaires* acquises, nous examinerons

la dévolution de ces patrimoines dans ses deux modes : la *dévolution volontaire*, ou celle qui émane de la volonté propre des associés, la *dévolution légale*, ou celle que fixe la loi à défaut de dévolution volontaire.

Ce sera l'objet des deuxième et troisième parties de notre étude.

Enfin dans notre conclusion nous esquisserons les dispositions législatives qui pourraient, selon nous, consacrer les solutions proposées.

III. — Cette étude se distingue donc par deux caractères essentiels que nous croyons devoir indiquer dès cette introduction :

1^o C'est un travail d'ensemble. Nous cherchons à dégager les principes qui commandent la dévolution du patrimoine des personnes morales *en général*; nous en suivons l'application dans les diverses catégories de personnes morales, mais, obligés de nous limiter, nous laissons à des études spéciales le soin d'examiner dans chacune d'elles le détail de cette application.

2^o C'est une étude de législation. Notre intention n'est pas de rechercher les règles de la dévolution de ce patrimoine telles qu'elles résultent de notre droit positif, mais telles qu'elles résultent du Droit; nous ne nous contentons pas d'interpréter les textes, nous en proposons la réforme ou le maintien.

PREMIÈRE PARTIE

NOTIONS PRÉLIMINAIRES SUR LES PERSONNES MORALES

CHAPITRE PREMIER

NATURE JURIDIQUE DE LA PERSONNE MORALE

- § 1^{er}. — La personne morale dans l'histoire du droit. — Période romaine. — Ancien régime. — Période révolutionnaire. — Temps modernes.
- § 2. — Systèmes proposés par la doctrine pour déterminer la nature juridique de la personne morale. — Fiction. — Réalité. — Patrimoine affecté. — Propriété collective.
- § 3. — Critique de ces théories. — Conclusion.

§ 1. — La personne morale dans l'histoire du droit.

Le Droit est une science d'observation. Pour étudier un phénomène juridique et en fixer les lois une bonne technique exige de le suivre à travers les législations, de connaître les faits qui lui ont donné naissance et ceux qui ont dirigé son évolution.

Le problème si complexe de la personnalité morale n'échappe pas à cette méthode, qui seule peut lui assurer une solution se rapprochant de la vérité. Pour dé-

terminer la nature juridique de la personne morale nous observerons donc celle-ci à travers les diverses époques du Droit. Ainsi renseignés nous trouverons plus aisément les principes qui la gouvernent et la règle de droit à laquelle elle obéit.

a) *Période romaine.* — « Le droit romain, a-t-on dit, nous a fourni le germe de la personnalité et il revient exclusivement à la science moderne d'avoir érigé en théorie la notion de la personnalité morale » (1).

Les jurisconsultes romains n'ont, en effet, jamais formellement exprimé l'idée de la personnalité morale, mais il n'en est pas moins vrai que ce phénomène juridique leur était familier, car ils en ont maintes fois consacré l'application.

La *cité romaine* nous fournit un premier champ d'observation. Sans doute trouve-t-on dans l'histoire antérieurement à la cité des groupes tels que la *gens*, la *curie*, la *tribu* qui ont l'apparence tout au moins d'une personne morale, mais, comme le dit M. Vauthier dans son traité si intéressant, « il ne faut pas que quelques rapports purement extérieurs nous abusent, il ne faut pas prêter aux faits une importance qu'ils n'ont pas. Dans le développement d'une institution le fait précède le droit. Le droit n'apparaît même qu'après que les faits ont pris assez de consistance pour qu'on puisse tirer une règle générale, qui devient, lorsqu'elle est revêtue de l'autorité nécessaire, une maxime juridique » (2).

Mieux que l'étude de la *gens* ou de la *tribu* sur lesquelles nous avons des renseignements incomplets,

(1) Negulesco, *Le problème juridique de la personnalité morale*, thèse, Paris, 1900, p. 22.

(2) Vauthier, *Les personnes morales*, p. 8 et suiv.

celle de la cité nous révèle une série de rapports juridiques qui nous permet d'établir un régime déterminé. A sa base existe une véritable association, prise dans le sens large de groupement d'individus. Les citoyens en sont les associés qui par leurs efforts communs donnent au groupe les ressources nécessaires pour subsister. « La cité, écrit M. Vauthier, telle qu'elle nous apparaît dans le droit romain est bien une société ; et cette conception si souvent reproduite aujourd'hui prend sous la plume de Gaius et d'Ulpien un sens tangible et concret. Le citoyen est l'*associé* de ses concitoyens. Tous ensemble par leurs efforts personnels, par le sacrifice d'une partie de leur fortune, ils réalisent les œuvres dont la société qui les contient a besoin pour subsister » (1).

Or, il fallait à cette association, pour arriver à ses fins et poursuivre son développement, accomplir des actes du droit privé que les règles existantes n'avaient prévus que pour les individus. Le problème se posait donc en ces termes : comment appliquer à un groupe les principes qui régissent les actes d'un particulier ? « Les jurisconsultes classiques observèrent les faits : toutes les fois qu'il se présenta une difficulté qui pouvait être résolue par l'application d'un principe dont la valeur avait été éprouvée dans un cas différent, ils ne manquaient pas de faire cette application. Grâce à la multitude des questions qui leur étaient soumises ils eurent en peu d'années parcouru tout le champ du droit. Leur observation fut si attentive, leurs conclusions furent tellement sûres qu'un être nouveau ne tarda pas à se dégager de leurs décisions réunies, être si bien constitué que l'avenir devait ajouter peu de choses aux conditions de son existence » (2).

(1) Vauthier, *loc. cit.*

(2) Vauthier, *loc. cit.*

Les règles de succession soulevèrent les premières difficultés. Le droit de recevoir des legs fut d'abord accordé à toutes les cités de l'empire romain. Le sénatus-consulte Apronien permit aux membres d'un municipe de recueillir une hérédité fidéicommissaire. Enfin une loi généralisant cette prescription déclara que « toute cité avait le droit de recueillir des biens à titre gratuit sous quelque forme que ce fût » (1).

Après de nombreuses hésitations, on reconnut aux municipes le droit de prescrire par l'intermédiaire d'un esclave ou d'une personne libre. On admit que le théâtre et le stade appartenaient à la totalité des citoyens, que les municipes pouvaient être titulaires d'un droit d'usufruit, qu'ils avaient la capacité de contracter : enfin Constantin leur accorda une hypothèque légale sur les biens de leurs débiteurs (2).

La cité était considérée comme une personne : elle avait des droits distincts des droits de ses membres : elle pouvait posséder, contracter, agir, accomplir les actes d'un particulier, toute chose enfin nécessaire à sa subsistance et à son développement (3).

A côté d'elle s'étaient formés de nombreux groupements, qui avaient aussi besoin pour leur gestion d'un patrimoine distinct et indépendant de celui de leurs membres. L'organisation de la cité fut pour eux un modèle. Et ainsi apparut dans le droit romain une création juridique qu'on désigna du nom d'*universitas*, *corpus* ou *collegium* ; son caractère était, d'après le jurisconsulte Gaius, déterminé par deux qualités fondamentales « le

(1) Vauthier, *loc. cit.*

(2) *Ibid.*

(3) Voir Saleilles, *De la personnalité juridique*, p. 53.

droit d'avoir un patrimoine commun et le droit d'avoir un représentant par lequel s'accomplissent les actes qui doivent avoir lieu dans l'intérêt de tous » (1). Ce critérium est évidemment insuffisant, ainsi formulé il permettrait d'appliquer la notion d'*universitas* à des groupements, qui lui sont certainement étrangers, tels que la *societas* ou la copropriété. Au droit d'avoir « un patrimoine commun et un représentant » il faut ajouter le droit d'avoir un patrimoine distinct de celui de ses membres et de survivre à ces derniers. Dès lors plus de confusion possible entre l'*universitas* et la *societas* ; celle-ci, en effet, est bien un contrat formé par deux ou plusieurs personnes qui mettent quelque chose en commun pour la réalisation d'un bénéfice, mais *intuitu personae* : la personne même des associés est l'élément essentiel du contrat. « Il y a dans la nature de ce contrat tel qu'il est constitué par le droit romain, dit très justement M. Vauthier, un principe qui répugne à la formation d'un être juridiquement doué d'une existence distincte » (2).

La plus importante des *universitates* était l'Etat, mais la personnalité juridique de ce dernier est restée absolument étrangère au droit romain. « Les Romains, dit

(1) Vauthier, *op. cit.*, p. 20 et suiv. *Universitates quibus permissum est corpus habere : et quarum proprium est, ad exemplum reipublicae habere res communes, arcam communem et actorem sive vindicem.*

(2) Vauthier, *op. cit.*, p. 38 et suiv. Quelques rares sociétés à raison de leur caractère public ont participé du régime de l'*universitas*, on cite notamment la *société vectigaliennne*, qui avait pour objet la perception de l'impôt : « on admit qu'à raison de la permanence de ses opérations elle ne devait pas se dissoudre par la mort de l'un des associés, qu'elle continuait entre les survivants. » A la fin de l'Empire on remarque également la corporation des *navicularii* qui bénéficiaient de prescriptions supposant un être juridique doué d'une vie propre et indépendante ; Vauthier, *loc. cit.*

M. Girard, ne semblent même pas s'être posé la question théorique de la reconnaissance de sa personnalité et paraissent l'avoir considéré comme ayant eu dès l'origine des biens, des créances et des dettes, et comme ayant pu de tout temps par l'organe de ses magistrats procéder à tous les actes de la vie juridique sans même être obligé de suivre les formes qui s'imposent à la vie juridique des autres personnes physiques et morales »(1).

En effet le Trésor recueille des successions, le peuple romain a son domaine, il a ses débiteurs, assure ses créances au moyen de gages, mais dans ces exemples l'Etat apparaît comme souverain et agissant en vertu de son pouvoir administratif, jamais comme exerçant des droits privés (2).

Les associations proprement dites c'est-à-dire les *universitates*, qui n'appartenaient pas au droit public, étaient soumises à un régime spécial. Elles ne pouvaient exister sans autorisation ; sous la République l'autorisation était générale, l'association devait avoir des statuts et se conformer à certaines formes. Plus tard une loi Julia de César ou d'Auguste visant les associations politiques, formées en grand nombre à la suite des guerres civiles, ne laissa subsister ce régime que pour certaines associations, dites privilégiées, et exigea pour les associations ordinaires une autorisation directe et préalable. Mais remarquons que d'après les textes il ne semble pas que l'association autorisée ait eu besoin d'une nouvelle intervention du pouvoir pour acquérir la personnalité (3).

L'*universitas* n'est pas la seule sorte de personne mo-

(1) Girard, *Manuel de droit romain*, 1^{re} éd., p. 225.

(2) Vauthier, *op. cit.*, p. 54.

(3) Girard, *op. cit.*, p. 227.

rale qu'ait connue le droit romain. Le christianisme lui en a révélé une autre.

« Le statut juridique, dit M. Saleilles dans son récent ouvrage sur la personnalité juridique, la forme légale des communautés religieuses étaient toujours empruntés au phénomène de l'association. C'étaient des associations religieuses dont l'évêque était le chef... Lorsque l'Eglise vint au grand jour et lorsqu'elle vit venir à elle non plus de *petits groupes de gens peu nombreux inscrits comme faisant partie de la communauté*, mais des foules immenses susceptibles de comprendre toute la population d'une ville, à partir de ce moment elle cessa de se considérer comme un collège et une association... D'autre part l'Eglise en se catholicisant mettait sur toutes choses la marque de la perpétuité et de l'universalité ; il fallait donc soustraire de plus en plus les biens, qui lui appartenaient, au pouvoir de disposition des masses qui faisaient partie de la collectivité religieuse et même, dans une certaine mesure, à celui des chefs de la collectivité elle-même. Sous cette double influence on en arrivait peu à peu à substituer à l'idée d'association, l'idée d'affectation à un but, donc ce que nous appelons aujourd'hui la *notion de fondation* (1). »

De ces considérations très intéressantes de M. Saleilles nous tirerons deux conclusions, la fondation romaine est née d'une transformation de l'association, elle se distingue de celle-ci par le nombre illimité de ses membres et par le caractère immuable de son affectation.

On a même soutenu qu'à Rome la fondation n'existait pas. « Au lieu d'une œuvre se soutenant par elle-même,

(1) Saleilles, *op. cit.*, p. 137 et suiv.

dit M. Geouffre de Lapradelle, c'est en réalité, une *association de fidèles*, de *prêtres* ou de *clercs* concourant à former de leurs personnes humaines l'œuvre qui, par elle seule, n'étant pas créature de Dieu ne saurait être une personne (1). »

Nous n'avons pas à prendre parti dans une controverse qui soulève exclusivement un point d'histoire.

Nous nous contenterons de constater que les commentateurs du droit romain admettent cette dualité de personnes morales.

Aux *universitates personarum*, ils opposent les *universitates rerum* ou *bonorum*, « masse de biens, dit M. Girard, affectée à des buts déterminés, par exemple à des buts de bienfaisance, de religion, d'instruction et reconnues également comme ayant certaines aptitudes juridiques (2) ».

Le mode de formation des *universitates rerum* est controversé. Savigny a soutenu qu'elles étaient soumises à une autorisation (3).

Ainsi le droit romain a connu les deux types fondamentaux de la personnalité morale, la corporation et la fondation. Nous allons les suivre dans le droit français. Si nous nous sommes étendus assez longuement sur la période romaine, c'est parce que nous y trouvons des faits qui marquent la naissance même du phénomène que nous étudions, précieux documents pour en déterminer la nature.

b) *Ancien régime*. — Sous l'ancien régime, nous pou-

(1) Geouffre de Lapradelle, *Traité théorique et pratique des fondations*, p. 442.

(2) Girard, *Manuel de Droit romain*, 1^{re} édit., p. 226.

(3) Capitant, *Introduction à l'étude du Droit civil*, 2^e édit., p. 150.

vons suivre et étudier la personne morale dans divers groupements.

1° La *commune* était originellement une association formée par les habitants d'une même seigneurie pour protester et lutter contre le pouvoir seigneurial. Son patrimoine était composé de biens mis à l'usage de la communauté par le seigneur, dont le droit de propriété « caché et comme enseveli sous un droit d'usage séculaire finit par être oublié et s'évanouir (1) ».

2° Les *corps de métiers* formaient une personne juridique capable d'aliéner et de posséder, ils avaient leurs syndics, leurs bannières et leurs patrons, ils se composaient de tous les individus appartenant à une même profession (2).

3° Dans l'ancien droit comme dans le droit romain la société se distinguait de l'*universitas*. Suivant à la lettre les enseignements des jurisconsultes romains, les glossateurs considéraient que l'essence de la corporation était le fait « d'une collectivité existant au point de vue des droits et biens, qui lui appartiennent, indépendamment des personnes réelles qui la composent ». Or, dans la société primitive — nous l'avons dit plus haut — la considération des personnes associées était l'élément essentiel du contrat. Le pape Innocent IV ayant à fixer la différence qui existait entre le *corpus* et la *societas* indiquait que « dans les sociétés le nombre des associés est déterminé, que ceux-ci sont pris en considération au point que la mort de l'un d'eux dissout la société, tandis que le *corpus* a une existence indépendante de celle de ses

(1) Vauthier, *op. cit.*, p. 283.

(2) Dall. rép., V° *Industrie et commerce*, n° 6.

membres et subsiste alors que les personnes qui le constituent changent et se renouvellent sans cesse » (1).

Mais si la société pure et simple ne jouit pas des avantages de l'*universitas* au moyen-âge, en est-il de même de la société commerciale qui a pris à cette époque un si grand développement ?

On a soutenu que la société commerciale était considérée dans l'ancien droit comme une personne morale (2). C'est là une opinion fort contestée et qui tout au moins dans sa généralité nous paraît erronée. Suivons au surplus les diverses formes prises par la société commerciale et recherchons si elles étaient compatibles avec l'idée de corporation.

La société collective ou en nom collectif est un contrat *intuitu personæ*, le groupe des associés n'est pas indépendant des associés eux-mêmes. Elle ne peut donc dans l'ancien droit constituer une corporation, et avoir la personnalité civile.

La société en commandite née de la simple *commande*, suppose un apport de capitaux fait à un commerçant qui gère l'exploitation et est seul connu des tiers. Dans ce premier état la commandite n'était une société qu'entre les parties : pour les personnes étrangères au contrat le commanditaire n'était pas un associé (3). D'où conflit entre

(1) Saleilles, *Annales du droit commercial*, 1895, p. 65 et 70.

(2) Negulesco, *op. cit.*, p. 86. L'auteur se fonde pour apporter cette affirmation sur certaines déclarations de Straccha qui ne semblent pas se rapporter qu'à la personne morale. Les observations faites par MM. Vauthier et Saleilles nous paraissent combattre très efficacement cette opinion. Vauthier, *op. cit.*, p. 221 ; Saleilles, *Histoire de la société en commandite (suite)*. *Annales du droit commercial*, 1897, p. 35 et suiv. — Voyez également Meynial, note dans S. 92.1.499.

(3) Les nobles et les prêtres pouvaient être commanditaires. Saleilles, *op. cit.*, *Annales du droit commercial*, 1895, p. 50.

les tiers et les commanditaires, ceux-ci réclamant le titre de créanciers et le droit de concourir avec ces derniers pour le remboursement de leurs apports. Sous l'influence des grandes exploitations commerciales, la commandite se perfectionna. Les relations entre commandité et commanditaires furent révélées aux tiers et ceux-ci puisèrent dans les actions du droit romain les moyens de poursuivre les commanditaires jusqu'à concurrence de leurs apports (1). Ces solutions furent précisées au xviii^e siècle par l'ordonnance de 1673 qui, en prescrivant certaines mesures de publicité pour les commandites entre commerçants, déclara formellement dans son titre V, article 8 : « Les associés en commandite ne seront obligés que jusqu'à la concurrence de leur part. »

Parfois même, le commandité disparaissait, les commanditaires confiant à un tiers ou gérant la gestion de l'affaire. Il y avait là une société de capitaux, une véritable commandite par actions.

Il résulte de ce rapide historique emprunté à l'étude si intéressante de M. Saleilles que la société en commandite aboutissait dans le dernier état du droit à une séparation de patrimoines partielle ou totale, partielle si les commanditaires prenaient des associés commandités responsables sur tous leurs biens, totale si les capitalistes, après avoir réuni leurs fonds et constitué le patrimoine social, le confiaient à un gérant qui agissait en leur nom.

De ces constatations, peut-on conclure que la société

(1) Les tiers prétendaient que le commerçant était le gérant des commanditaires et qu'il fallait lui appliquer les solutions du droit romain sur l'action *de peculio*, laquelle réagit contre le *paterfamilias* dans la mesure du pécule (Saleilles, *loc. cit.*).

en commandite était devenue dans l'ancien droit une corporation, un groupe personnifié ?

Non ! La réponse ne peut soulever aucun doute en cas de séparation de patrimoines partielle, car alors il y a confusion entre le patrimoine de certains associés et celui de la société elle-même. L'un des caractères de la corporation manque. Mais il pourrait en être autrement dans le cas où la séparation des patrimoines est absolue. Cependant, jamais la société en commandite n'a été considérée comme un *corpus* dans l'ancien droit (1). En voici les raisons :

a) Recherchant la nature juridique de la personne morale les juristes de l'ancien droit avaient eu recours à la théorie de la fiction, dont nous étudierons plus loin l'origine et le caractère. Notons que ses conséquences furent d'exagérer et de dénaturer presque la notion romaine de l'*universitas*. La personne morale était désormais une personne, *fictive* sans doute, mais ayant tous les droits de la personne physique à la seule condition qu'ils soient compatibles avec sa nature : elle absorbait les individualités qui la composaient au lieu de se distinguer simplement d'elles. Les membres du groupe n'avaient plus aucun droit sur le patrimoine commun, pas même éventuel.

Or la société en commandite, comme tout groupe ayant pour but l'intérêt privé de ses membres, est incompatible avec cette notion, les associés conservant droit à leur part dans le fonds social en cas de dissolution, et le transmettant à leurs héritiers (2).

b) Entre la simple copropriété, régime de la société primitive et la personnalité civile, régime de la corpora-

(1) Vauthier, *op. cit.*, p. 22.

(2) Comp. Meynial, *loc. cit.*

tion, l'ancien droit connaissait un mode intermédiaire de propriété : c'était la propriété commune, encore connue de nos jours en Allemagne sous le nom de *Gesammte Hand* ou main commune (1). Le trait principal de ce régime peut s'énoncer ainsi : *affectation exclusive du patrimoine commun au but social, affectation rendue publique et par là opposable aux tiers* (2). N'est-ce point là sous une autre formule la corporation ? Ce n'était pas à coup sûr la corporation de l'ancien droit développée par la fiction. La propriété commune restait en effet une copropriété et les membres conservaient tous leurs droits sur le fonds commun au cas de dissolution.

« Ce qui caractérise entre autres choses, dit M. Saleilles, ces groupes de copropriétaires, c'est que sous cette forme de copropriété l'unité de volonté et d'administration n'est pas organiquement constituée. Elle ne résulte pas comme dans le système corporatif d'un vote majoritaire ou de tout autre procédé destiné à lui servir d'organe. L'unité se confond ici avec l'unanimité.... L'immeuble commun, les choses communes ne peuvent être administrées et à plus forte raison aliénées que si

(1) La propriété en main commune provient du droit coutumier et plutôt du droit germanique. Elle a débuté par les communautés de ménages si fréquentes au Moyen-âge : c'était simplement une propriété appartenant à tous en commun mais de telle sorte que les copropriétaires ne pouvaient pendant la durée de la communauté agir que *communi manu*. Tant que persistait l'indivision — et nul ne pouvait la faire cesser à son gré — aucun des membres n'avait le droit de se prévaloir d'une quote-part dans le fonds commun. L'administration était d'abord conférée à certains membres : plus tard elle fut centralisée entre les mains de représentants. Saleilles, *Annales de droit commercial*, 1897, p. 29.

(2) Michoud, *La théorie de la personnalité morale*, t. I, p. 161.

lous y *mettent la main*... Pas de conseil de direction, pas de comité d'administration qui agisse pour l'ensemble. Cette dernière forme qui sera la forme savante et vraiment organique du groupement collectif sera la caractéristique de la corporation (1). »

Cependant la propriété commune se distinguait de la société primitive en ce qu'elle aboutissait à une séparation de patrimoines et qu'elle n'était point dissoute par la mort d'un de ses membres (2).

Ce régime suffisait dès lors à la société en commandite, pourquoi aurait-on recouru à la personnalité civile de la corporation (3) ?

Quant aux grandes compagnies de l'ancien régime, ancêtres de nos sociétés anonymes, telles que la *Compagnie des Indes orientales et occidentales* fondée par un édit de 1664, elles recevaient de l'autorité royale, qui seule pouvait les constituer, certains attributs de la personnalité civile, à titre de privilège. Peut-on en conclure qu'elles avaient la personnalité civile ? M. Vauthier ne le croit pas et avec raison, selon nous, car si elles avaient

(1) Saleilles, *op. cit.*, p. 168.

(2) Guy Coquille, *Questions et réponses*. Quest. 58, t. I, p. 51. « Pour ces causes m'a toujours semblé que c'était fort mal à propos de comparer ces *communautés* des maisons de village aux sociétés dont est parlé au droit civil des Romains. Car èsdites sociétés se dit que l'un était décédé, ores que plusieurs restent vivants, toute la société est dissolue... Mais en ces communautés on fait compte des enfants... on fait compte de ceux qui sont en vigueur d'âge pour ce qu'ils font ; on fait compte des vieux... Et ainsi de tous âges et de toutes façons ils s'entretiennent comme un corps politique qui par subrogation doit durer à toujours. »

(3) Voy. Josserand, *Essai sur la propriété collective*, p. 44 et Saleilles, *loc. cit.*, p. 35.

joui de ce bénéfice il n'eût pas été nécessaire au Roi de leur en octroyer séparément les avantages (1).

En résumé, l'ancien droit n'a jamais accordé la personnalité morale à la société, même commerciale.

4° Les établissements ecclésiastiques étaient au contraire considérés comme des corporations. Tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que dans l'ancien droit la forme corporative couvrait toute personne morale même la fondation. « L'hôpital ne vit pas par lui-même, dit M. Geouffre de Lapradelle, il n'est pas un sujet de droits : c'est au recteur, c'est aux frères de l'hôpital, à la congrégation qui le dessert que tous les droits s'attachent (2) » ; les biens d'église sont regardés par les canonistes comme la propriété du clergé, on va jusqu'à soutenir qu'un directeur d'établissement ou bien une commission d'administrateurs suffit pour constituer une corporation (3).

Observons en terminant cet examen des divers types de personne morale admis par l'ancien régime, que l'Etat n'est pas à cette époque plus que dans la période romaine une entité juridique douée de la personnalité civile. « La Royauté, le pouvoir, l'Etat n'étaient pas autre chose que le Roi... celui-ci n'avait jamais cessé d'être un puissant

(1) Vauthier, *op. cit.*, p. 221 et suiv.

(2) Geouffre de Lapradelle, *op. cit.*, p. 412 et suiv. Le cartulaire de l'hôpital Saint-Jean en l'Estrée d'Arras (p. 7) renferme des actes nombreux établissant que le dit hôpital loin d'être une personne par son but puise dans les frères qui le dirigent « son esprit juridique ».

(3) Saleilles, *Annales de droit commercial*, 1895, p. 76. Cette extension de la notion de corporation est manifestement exagérée ; nous verrons plus loin quels sont les véritables propriétaires des biens d'église ou de fondation.

seigneur foncier et les qualités de propriétaire et de souverain se croisent et se confondent chez lui (1). »

Si Rome n'acceptait pas qu'une *universitas* pût être constituée sans l'autorisation du pouvoir, la France de l'ancien régime avait la même exigence pour la corporation. Elle était plus rigoureuse encore. Tout acte de la vie juridique des « gens de mainmorte » ou « communautés » (2) devait être soumis à l'agrément de l'autorité. Les édits de 1629, 1659, 1666 et 1749 le prescrivaient (3). Enfin, sous l'impulsion de la théorie de la fiction les juristes considéraient que le Roi, créateur des personnes fictives, pouvait les dissoudre à son gré. En un mot, le pouvoir royal était absolu dans la création, la gestion et l'extinction des corporations. Mais remarquons toutefois que dans l'ancien droit comme dans le droit romain l'idée de personnalité civile s'identifiait avec celle de corporation et que si le Roi pouvait empêcher la formation d'une corporation, il était impuissant à lui refuser la personnalité civile si elle était régulièrement fondée.

(1) Vauthier, *op. cit.*, p. 243.

(2) C'étaient les noms sous lesquels dans l'ancien régime on désignait les personnes morales.

(3) L'édit du 16 novembre 1629 défend d'établir « aucun établissement de monastère dans le royaume sans l'expresse permission du roi ».

L'édit du 7 juin 1659 déclare que les communautés religieuses, séminaires et confréries ne peuvent se former qu'autant qu'ils ont été reconnus d'utilité évidente et ont obtenu des lettres patentes du roi. L'édit de 1666 exige pour la formation des établissements de communautés séculières ou régulières une permission expresse du roi accordée par lettres patentes enregistrées aux parlements. Enfin l'édit de 1749 après avoir ajouté aux dispositions qui concernent l'établissement des communautés de nouvelles formalités dispose dans son article 14 que « défense est faite aux gens de mainmorte d'acquérir, recevoir, ni posséder à l'avenir .. si ce n'est après avoir obtenu nos lettres patentes ».

c) *Période révolutionnaire*. — Le pouvoir absolu, que l'ancien régime accordait au Roi sur les corporations, fut transmis à la Nation par la Révolution. Celle-ci, émue des dangers que peut présenter l'association, prévenue contre elle par les abus qui en avaient été faits, poussant à l'extrême l'idée individualiste, marque une époque de réaction contre le développement des personnes morales. Si le droit de s'associer ne fut pas en principe supprimé (1), si les clubs prirent au contraire à cette époque une extension considérable, des lois se succédant du 2 mars 1791 au 18 août 1792, supprimèrent les *corps* de toute nature (communautés de métiers, congrégations régulières et séculières). « Le droit de l'Etat, dit à la Constituante Thouret dans la séance du 23 octobre, de porter cette décision (supprimer) sur tous les corps qu'il a admis dans son sein n'est pas douteux puisqu'il a dans tous les temps et sous tous les rapports une puissance absolue, non seulement sur leur mode d'exister mais encore sur leur existence (2). » Enfin la constitution du 5 fructidor an III limita assez sérieusement le droit de réunion et le droit d'association confondus en un seul (3).

Mais nous devons à cette époque la création d'une nouvelle entité juridique, celle de l'Etat. Les notions de souveraineté et de propriété réunies dans la personne du Roi sous l'ancien régime sont désormais séparées. L'Assemblée Constituante l'a proclamé solennellement dans l'article 8 de la loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790 (4)

(1) Décret des 13-19 novembre 1790.

(2) Voy. Donnedieu de Vabres, *La condition des biens ecclésiastiques en face de la séparation des Eglises et de l'Etat*, thèse Paris, 1905, p. 30.

(3) Constitution du 5 fructidor an III (art. 360-364).

(4) Loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790 (art. 8) Les domaines

en déclarant que la puissance publique et le domaine n'ont rien de commun. De cette scission devait naître la personnalité de l'Etat, car si celui-ci n'administre plus son domaine en vertu de sa souveraineté, il lui faut nécessairement une capacité juridique (1).

d) *Temps modernes*. — Nous ne pouvons sans empiéter sur les chapitres suivants examiner dans le détail les diverses personnes morales admises par le droit moderne. Nous nous contenterons donc de fixer par de simples observations les traits principaux qui les caractérisent.

Notre législation a longtemps hésité à employer le mot « personne civile », on le rencontre pour la première fois dans la loi municipale de 1884. Il n'est pas douteux cependant que l'idée ait été connue de nos législateurs qui en ont fait maintes applications (2). Dans le droit public nous trouvons l'Etat, la commune, le département, l'établissement public : dans le droit privé, l'association proprement dite, la fondation et les sociétés, qui obtiennent la personnalité civile sinon de la loi du moins de la jurisprudence.

Dans cette période un fait est surtout à remarquer, c'est la dissociation de l'idée de personnalité morale et de l'idée de corporation ou association. Sous l'ancien régime comme à l'époque romaine la corporation et la per-

nationaux et les droits qui en dépendent, sont et demeurent inaliénables sans le consentement et le concours de la nation, mais ils peuvent être vendus et aliénés à titre perpétuel et incommutable en vertu d'un décret formel du corps législatif sanctionné par le Roi, en observant les formalités prescrites pour la validité de ces sortes d'aliénation.

(1) Vauthier, *op. cit.*, p. 301 et suiv.

(2) Planiol, *Droit civil*, t. I, p. 987.

sonnalité sont étroitement unies au point que la seconde est la conséquence nécessaire de la première. Le Pouvoir peut empêcher une corporation d'exister, mais s'il l'autorise il lui accorde en même temps la personnalité. Or voilà qu'au ^{xix}^e siècle M. de Savigny interprétant inexactement les textes romains va disjoindre ces deux conceptions. La corporation n'est qu'un fait, c'est une organisation matérielle, qui existe en dehors de toute disposition légale ; il en est de même de l'établissement, qui pour M. de Savigny est essentiellement distinct de la corporation. Au contraire la personnalité civile est une conception juridique, une création de la loi. L'auteur en conclut que l'une peut exister sans l'autre et que la seconde seule, c'est-à-dire la personnalité est à la merci de l'Etat, qui l'accorde ou la refuse selon l'intérêt public (1). Cette théorie née en Allemagne fut apportée en France par Zachariæ. La personnalité est devenue une faveur du Pouvoir.

Le principe est encore en vigueur. L'existence légale d'une association ne lui donne pas nécessairement la personnalité civile si la loi ou la jurisprudence, interprétant la loi, ne lui en octroie pas le bénéfice.

Nous avons ainsi observé la personnalité morale à travers les âges : résumons en quelques propositions les constatations que nous avons faites.

(1) M. de Savigny a prétendu qu'il trouvait dans les textes romains la justification de sa théorie. Donnant au mot *corpus* le sens de *capacité juridique*, il a déclaré trouver dans le Digesta, qu'à Rome, l'Empereur avait le droit de conférer la capacité juridique aux individus, qui se réunissaient en groupe, alors qu'en réalité ce texte, mieux traduit, constate que l'Empereur accordait à ces individus le droit de constituer un corps. Vauthier, *op. cit.*, p. 286 et suiv. — Voyez également Saleilles, *op. cit.*, p. 77.

1° Les groupements d'individus avaient besoin pour la satisfaction de leurs intérêts d'avoir un patrimoine distinct de celui de leurs membres et de le gérer comme le ferait un particulier. C'est de cette nécessité qu'est venue la notion de personnalité morale.

2° La personnalité morale simple séparation de patrimoines à l'époque romaine s'est élevée sous l'ancien régime à la qualité de personnalité fictive mais complète. Le groupe se détache des individus au point d'être un tiers vis-à-vis d'eux.

3° L'Etat est tout puissant sur la naissance, l'existence et l'extinction des personnes morales : la personnalité morale devient une qualité du groupe que le Pouvoir accorde ou refuse à celui-ci selon l'intérêt public.

4° Les droits de souveraineté ou de puissance publique sont toujours restés en dehors de la notion de personnalité morale : l'Etat n'est devenu un groupement personnifié que du jour où la puissance publique et la gestion du domaine n'ont plus eu rien de commun.

Ces faits étant posés, recherchons la nature de la personne morale.

§ 2. — Systèmes proposés par la doctrine pour déterminer la nature juridique de la personne morale.

Le problème de la personnalité morale est un des plus complexes qu'étudie la doctrine moderne. En Allemagne, en France, en Italie il est depuis plusieurs années le sujet d'études aussi savantes que subtiles entre lesquelles l'accord n'est pas encore fait. Les nombreuses et diverses opinions émises peuvent cependant se ramener à trois ou quatre systèmes que nous allons rapidement étudier.

1. — *Système de la fiction.*

En matière de personnalité morale la théorie de la fiction est la plus ancienne, c'est le système que nous a légué la tradition, celui qui a été universellement admis jusqu'au jour où les juristes allemands ont approfondi ce phénomène juridique.

L'histoire de la personne morale nous l'a déjà fait connaître ; nous avons vu son influence sur la notion de corporation et sur les droits de l'Etat. Ici recherchons son origine et ses caractères.

L'ancien droit — nous l'avons déjà dit — exagérant la notion romaine de *universitas*, fit de la corporation une unité absorbant les membres qui la composaient, un être ayant toutes les apparences d'une personne physique. Cette conception était si bien admise par les juristes qu'on se demanda si une corporation pouvait être excommuniée, si elle pouvait assumer les charges du parrainage. A ces questions posées par les canonistes le pape Innocent IV répondit au Concile de Lyon de 1245 négativement. Seuls les membres pouvaient être excommuniés ou parrains. La corporation n'était donc pas une personne spirituelle, c'est-à-dire une personne au sens religieux du mot et cependant elle était une personne au sens juridique. « Forcément, dit M. Saleilles, on arrivait ainsi à la conception d'une personne fictive (1). »

Née chez les canonistes cette notion passa chez les civilistes. L'*universitas* est devenue un *corpus imaginarium, mysticum* ou *fictum* (2). La personnalité fictive s'était

(1) Saleilles, *op. cit.*, p. 69 et suiv.

(2) Saleilles, *op. cit.*, p. 71.

établie définitivement dans le droit, nul ne la contestait, elle était maintenue dans la science moderne par Savigny et de nos jours c'est la théorie en quelque sorte officielle. « Les corps et communautés établis suivant les lois du royaume, disait Pothier, sont considérés dans l'Etat comme tenant lieu de personnes, *Veluti personam sustinent*. Car ces corps peuvent à l'instar des personnes aliéner, acquérir, posséder des biens, plaider, contracter, s'obliger, obliger les autres envers eux (1). » « Le législateur de la période révolutionnaire déclarait que la personne morale était créée par la loi et éteinte par elle (2). » Le même langage s'est fait entendre au cours des débats parlementaires qui ont précédé le vote de plusieurs lois au xix^e et au xx^e siècle. « La personne civile, dit-on en 1875, est une création absolument artificielle du législateur, la propriété qui lui est concédée se trouve limitée dans sa forme et dans son étendue par l'existence même de la personne civile et par le droit qui lui est attribué (3). » Et dans le projet de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association nous lisons : « La personnalité civile est la *fiction légale* en vertu de laquelle une association est considérée comme constituant une personne morale distincte de la personne de ses membres, qui leur survit et en qui réside la propriété des biens de l'association. Cette personnalité civile est subordonnée à la reconnaissance d'utilité publique, etc... (4). »

(1) Pothier, *Traité des personnes*, 1^{re} part., titre III, n^o 210.

(2) Donnedieu de Vabres, *op. cit.*, p. 29.

(3) Loi du 12 juillet 1875, art. 42. *Doc. parl.*, 1875.

(4) Loi du 1^{er} juillet 1901, *Doc. parl.*, 1901, p. 551. Si cet article ne passa point dans le texte définitif ce fut uniquement parce qu'il n'était plus d'accord avec les articles 5 et 6 qui donnaient aux associations déclarées une certaine personnalité en dehors de toute

Ainsi, d'après ce système, si les groupements humains, si les établissements peuvent posséder, acquérir, avoir en un mot un patrimoine distinct de celui des membres qui les composent, c'est par suite d'une fiction légale. Le législateur suppose une personne réelle, c'est-à-dire naturelle et confère dans l'intérêt public au groupe tous les droits que les règles générales accorderaient à cette personne dans les mêmes conditions. Dès lors, la personne fictive est assimilée à la personne naturelle, et il n'y a aucune raison pour que la première n'ait pas les facultés de la seconde, les droits prenant leur source dans des qualités physiques étant seuls exceptés. Fiction, la personne morale est à la discrétion de la loi. Celle-ci peut, soit se réserver d'accorder cette faveur, soit établir à l'avance les conditions dans lesquelles elle l'octroiera, soit déléguer à cet effet l'autorité administrative.

2. — *Système de la personne réelle.*

La doctrine allemande fut la première à mettre en doute la fiction de la personnalité morale ; vers la fin du xix^e siècle plusieurs de ses auteurs vinrent ébranler la construction juridique édifiée par leurs prédécesseurs (1). A la personne fictive, ils opposèrent la personne réelle des groupements humains ; leurs théories s'appuient sur des arguments divers, qu'il n'appartient pas à cette étude

reconnaissance d'utilité publique. Comp. dans le sens de la fiction, Laurent, *Droit civil*, t. I, n° 287 et suiv. ; Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, *Des personnes*, t. I, § 296 ; Ducrocq, *Cours de droit administratif*, 1^{re} éd., t. IV, n° 1372 ; Trouillot et Chapsal, *Le contrat d'association*, p. 78 et suiv.

(1) Voyez sur ce point les développements intéressants donnés en cette matière par M. Michoud, *op. cit.*, t. I, p. 69 et suiv. et M. Negulesco, *op. cit.*, p. 30.

d'approfondir ; nous nous contenterons d'indiquer leurs caractères principaux.

Tous les auteurs, partisans de la réalité de la personne morale, prennent pour point de départ de leur théorie la *notion de droit subjectif*. La personne, disent-ils, est un sujet de droits ; pour déterminer l'application de ce concept juridique, la *personne*, il faut donc rechercher qui peut être sujet de droits. Or, pour résoudre cette question il est de toute nécessité de s'entendre sur l'essence du droit subjectif (1).

C'est ici que les opinions se divisent. Pour les uns le droit subjectif est une *puissance accordée à une volonté*, il suffira qu'un être ait une volonté propre et libre pour pouvoir être sujet de droits. Les groupements humains ont-ils cette volonté indépendante, condition nécessaire de la personnalité ? Pour arriver à cette démonstration les auteurs imaginent divers systèmes qui aboutissent tous à cette conclusion que dans les groupements humains il existe une volonté collective, continue, différente des volontés particulières qui la composent, et c'est cette volonté qui est le sujet de droits (2).

(1) Michoud, *loc. cit.*

(2) Divers systèmes ont été présentés à l'appui de cette théorie : la *théorie de la volonté* ou *Willenstheorie* soutenue par les auteurs allemands Gierke et Zitelmann qui part de cette idée qu'une somme d'individualités forme une notion nouvelle et distincte des unités composantes ; la *théorie organique des sociétés*, qui comparant les groupes aux hommes déclare que l'individu est au groupe ce que la cellule est au corps humain, et la volonté collective aux volontés particulières ce que la volonté humaine est à la simple volition ; la *théorie de la représentation* soutenue par M. Hauriou est fondée sur la réalité du phénomène de la représentation, c'est-à-dire la fusion de la volonté des représentants avec celle des représentés ; ajoutons à cette énumération, qui est loin d'être complète, la théorie de

Pour les autres le droit subjectif est un *intérêt juridiquement protégé par une volonté* : le droit a son fondement dans l'intérêt humain, la volonté n'est que l'instrument nécessaire à l'homme pour défendre ce même intérêt ; l'être qui ayant un intérêt à satisfaire est organisé de façon à dégager une volonté, sera donc sujet de droits. L'Etat, l'association, l'établissement ou fondation sont des intérêts organisés, par conséquent des sujets de droits ou mieux des personnes, au sens juridique du mot : les fabricants protégés par la douane contre la concurrence, les indigents admis à recevoir les secours de l'Assistance publique représentent bien un intérêt, mais, aucune organisation ne permettant au groupement de dégager sa volonté, il n'y a pas là un sujet de droits, une personne juridique (1).

Réelle, la personne morale existe par elle-même et en dehors de la loi, qui doit la reconnaître mais non la créer. Réelle, elle a tous les droits que lui confère sa nature, droit de posséder, de contracter, d'estimer en justice, voire même le droit de succession. L'Etat et les personnes morales de droit public ont en outre le droit de commandement ou de puissance publique.

3. — *Système du patrimoine affecté.*

Bien que d'origine allemande, comme le précédent, le

M. Boistel pour lequel l'élément réel constituant la personne morale est le faisceau des volontés des associés, en tant que ces volontés se dirigent d'accord vers le but social. — Negulesco et Michoud *loc. cit.*

(1) Cette théorie est principalement soutenue par M. Michoud, *op. cit.*, t. I, p. 99 ; Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, 2^e éd., p. 150. — Conf. Negulesco, *op. cit.* ; Adenis, *Dévolution des biens des associations*, thèse Paris, 1902.

système du patrimoine affecté (Zweckvermögen), appelé aussi la théorie des droits sans sujet, a été soutenu en fait à la Constituante par certains députés : « La propriété des biens que l'on appelle biens ecclésiastiques n'appartient ni à la nation, ni au clergé ; elle appartient à la chose à laquelle ils sont destinés ; et cette chose est : 1^o l'entretien du culte ; 2^o le soulagement des pauvres. » Tel est le langage tenu par Bécherel, curé de St-Loup, dans la discussion relative aux biens du clergé (1).

Brinz et Bekker, auteurs allemands, ont élevé cette opinion jusqu'à une théorie scientifique. Pour eux un patrimoine n'appartient pas nécessairement à une personne, il peut être à quelque chose. On trouve l'application de cette idée dans les corporations ou *universitates* dont les membres affectent les biens à un but altruiste, mais surtout dans la fondation où l'œuvre apparaît seule comme titulaire de droits (2).

Dans ce système la personne morale n'est pas assurément à la merci du pouvoir comme dans celui de la fiction. L'Etat ne la crée point, il ne peut que la reconnaître et la réglementer dans l'intérêt public. Cependant, comme on l'a fait justement remarquer (3), l'absence de sujet de droits permet à l'Etat une mainmise presque absolue sur les patrimoines affectés à l'utilité générale. Car il y a d'un côté un patrimoine sans sujet, de l'autre côté un groupe d'hommes sans patrimoine et simplement employés à son administration. Qui donc viendra défendre et protéger l'affectation irrégulière que pourrait faire l'Etat ?

(1) Donnedieu de Vabres, *op. cit.*, p. 35.

(2) Michoud, *op. cit.*, p. 39.

(3) Michoud, *op. cit.*, p. 43.

Enfin dans le système du *patrimoine affecté*, il n'est pas douteux que les seuls droits de la personne morale soient, comme le nom l'indique, des droits *patrimoniaux*, c'est-à-dire appréciables en argent. Les droits de souveraineté et de puissance publique sont donc en dehors de la personnalité.

4. — *Système de la propriété collective.*

Au lieu de supposer une personnalité aux groupements humains, de la leur donner réellement, ou d'attribuer des droits aux choses, certains auteurs s'attachant de plus près aux individualités, composant les groupes, voient dans la personne morale une simple forme de la propriété, la *propriété collective*. « Nous pouvons, dit M. Berthélemy, être de trois manières propriétaires d'un champ ou d'un troupeau : *individuellement*, c'est-à-dire chacun pour une part divise, pour un nombre déterminé de bêtes, *indivisément*, c'est-à-dire chacun pour une quote-part du champ ou du troupeau, *collectivement*, c'est-à-dire à nous tous *envisagés comme n'étant qu'un*. Dans ce dernier cas on pourra bien dire qu'à nous cinq, nous ne formons qu'un sujet de droits ; et pour la facilité de l'explication, on pourra dire aussi que ce sujet est semblable à une personne, dont celui de nous que nous désignerons sera le représentant ; mais cette personne ici loin d'être distincte de nous cinq n'est autre chose que nous cinq pris ensemble (1). » « La propriété collective, dit M. Planiol, est un état particulier de la propriété qui a en lui-même sa fin et sa raison d'être et qui repose sur le groupement nécessaire des personnes auquel elle appartient : il y a un

(1) Berthélemy, *Traité de droit administratif*, 4^e éd., p. 32.

grand nombre de choses qui doivent être mises sous cette forme pour rendre aux hommes tous les services dont elles sont susceptibles, et qui ne sont pas destinées à devenir un objet de propriété privée. Entre ces deux régimes de propriété, copropriété indivise et propriété collective, la différence n'est pas seulement dans les mots ; ils diffèrent en ce que la *propriété collective supprime l'autonomie des parts individuelles ; à vrai dire ces parts n'existent pas* (1). » Nous n'avons rien à ajouter à ces citations, qui définissent et analysent remarquablement le phénomène juridique de la propriété collective. La personne morale n'est plus dans ce système qu'une forme donnée aux droits individuels, forme nécessitée par l'usage même que les hommes veulent faire de la chose possédée ; bien que dissimulés les droits des membres n'en subsistent pas moins et reparaissent dès que pour une raison quelconque la propriété a perdu sa forme collective.

De cette théorie qui est également celle du grand jurisconsulte allemand Ihering et de M. Labbé (2), nous devons rapprocher le système préconisé par M. Van den Heuvel et M. de Vareilles-Sommières qui vient la compléter. Pour ces auteurs la personne morale n'est aussi qu'un procédé permettant d'exprimer plus clairement les droits individuels des membres composant le groupe. A sa base existe toujours une association d'individus (3), qui dans des règles fondamentales fixent l'étendue de

(1) Planiol, *Traité de droit civil*, t. I, 3^e éd., p. 984.

(2) Negulesco, *op. cit.*, p. 37.

(3) Van den Heuvel, *Association sans but lucratif*, p. 52. Grattez n'importe quelle personne morale et vous rencontrerez une association ordinaire avec tous ses éléments essentiels.

leurs droits sur la chose commune. Ce régime, dit *régime personnifiant*, se compose de trois règles essentielles : 1° un associé ne peut sans le consentement de tous ou, ce qui revient au même, sans le consentement de l'administrateur, fondé de pouvoir, soustraire à la masse sociale sa part dans tout ou partie des objets communs ; 2° un associé ne peut pas poursuivre ni recevoir séparément le paiement de sa part dans le montant d'une créance sociale ; 3° un associé ne peut être poursuivi isolément soit par voie judiciaire, soit par voie extra-judiciaire pour sa part dans une dette sociale. En un mot, pour employer le langage de M. de Vareilles-Sommières lui-même, « les principes généraux du contrat d'association et ceux du mandat suffisent à produire, si les associés le veulent, ces combinaisons (1) ».

La personne morale se réduit-elle alors à une simple propriété commune et peut-on la définir comme celle-ci : une affectation exclusive du patrimoine commun au but social ? A vrai dire ces deux institutions se ressemblent beaucoup et produisent à peu près les mêmes effets juridiques. Toutefois une distinction les sépare : si elle est moins sensible que dans la théorie de la fiction elle n'en subsiste pas moins, car dans la propriété collective les individus disparaissent pour être remplacés par des représentants qui agissent en leur nom comme s'il n'y avait qu'une personne, tandis que, nous le savons, dans la propriété commune l'unité de volonté et d'administration n'est pas organiquement constituée et se confond encore avec l'unanimité (2).

(1) De Vareilles-Sommières, *Note Bulletin du Droit comparé* de 1900, p. 23 et suiv. *Réforme sociale*, 1901, p. 345.

(2) V. *suprà*, p. 17.

§ 3. — Critique de ces diverses théories. — Conclusion.

Notre prétention n'est point d'apporter au problème si discuté de la personnalité morale une solution définitive et de trancher la controverse élevée sur ce point par les auteurs les plus éminents. Notre but, plus modeste, est seulement de joindre nos observations à celles qui ont déjà été émises et d'indiquer le système qui, selon nous, se rapproche le plus de la vérité.

« De sa nature, a dit M. Michoud avec raison, cette étude est d'ordre purement technique (1). » Il s'agit de rechercher l'étendue d'un concept juridique, la *notion de personnalité* et de déterminer les phénomènes juridiques auxquels il s'applique. Nous obtiendrons ainsi ce qu'on est convenu d'appeler une *construction juridique*. M. Gény, dans son remarquable ouvrage sur la *Méthode d'interprétation du droit*, en a démontré l'abus mais aussi la très grande utilité. « En fécondant les raisons toutes concrètes des institutions au moyen de conceptions qui, jouant le rôle d'idées forces, permettent d'en tirer des effets inaperçus ou d'y rattacher de plus équitables conséquences », les constructions juridiques sont un moyen de trouver des solutions nouvelles et d'arriver à une plus complète réalisation du Droit (2).

1. — Principe.

« La personnalité, dit M. Girard, désignée (en droit romain) dans la langue récente par le mot *persona*, dans

(1) Michoud, *op. cit.*, t. I, p. 8.

(2) Gény, *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, n° 68.

une langue plus ancienne et plus technique par le terme *caput*, est l'aptitude à être le sujet de droits et de devoirs légaux, à jouer un rôle dans la vie juridique (1). »

La *personne* était donc en droit romain, et cette conception est passée dans notre droit, une *tête* sur laquelle des droits venaient se fixer, un sujet de droits et de devoirs ou plus généralement un *sujet de droits*.

Qui peut être sujet de droits ? Pour le savoir nous devons d'abord nous entendre sur la notion de *droit subjectif*, notion très discutée, qui elle-même a fait couler beaucoup d'encre et divise bien des auteurs.

Nous avons déjà vu, en étudiant la théorie de la réalité, que certains juristes voyaient le fondement du droit subjectif dans la volonté : *le droit est une puissance accordée à une volonté*.

Au contraire d'autres auteurs voient le fondement du droit dans l'intérêt ; *le droit est un intérêt juridiquement protégé*. La *volonté* n'est plus qu'un moyen mis à la disposition de l'intérêt (2).

Le cadre de cette étude nous interdit d'examiner en détail ces divers systèmes.

Cette controverse n'est pas en effet indispensable à notre discussion et il nous suffira dans l'intérêt de celle-ci d'indiquer nos conclusions.

(1) Girard, *Droit romain*, 1^{re} édit, p. 87. Le mot *persona* désignait d'abord le masque placé sur la figure des acteurs, par extension il signifia plus tard le rôle joué par ces derniers. Les juristes étendant encore le sens de ce terme l'appliquèrent non plus au rôle mais à l'acteur lui-même, à l'être qui joue un rôle dans la vie juridique.

(2) Voyez *suprà*, p. 28 et Michoud, *op. cit.*, t. I, p. 69. — Comp. Ferrara, *Il diritto civile italiano per cura di Pasquale Fiore*, part. II, vol. VII. *Le persone giuridiche*, p. 234 ; Michoud, *op. cit.*, t. II, p. 492 ; Jellinek, *System der subjectionem öffentlichen Rechte*, 2^e éd., 1905, p. 44.

Tous les auteurs à peu près sont d'accord pour admettre que seuls les intérêts humains sont susceptibles d'être protégés par un droit (1).

La Société, dont l'unité est l'homme, n'est organisée que pour ce dernier en vue de son développement physique et intellectuel. L'ordre social ne peut donc avoir d'autre fin que l'homme et le Droit au sens général du mot, d'autre objet. « L'intérêt, dit M. Michoud dans son remarquable ouvrage sur la théorie de la personnalité morale, élevé à la dignité de droit est toujours un intérêt humain, celui d'un homme ou d'un groupe d'hommes... le Droit est fait pour l'homme, il a pour mission de le placer dans les conditions extérieures les plus favorables à son bien-être physique et à son perfectionnement moral et intellectuel (2). »

« Tout droit privé, dit le jurisconsulte Ihering, existe pour assurer à l'homme un avantage quelconque. Le véritable destinataire de tout droit c'est l'homme (3). » Une chose, un animal ne peuvent donc être sujets de droits, ils ne bénéficient que d'avantages indirects (4).

Ce point étant acquis, l'individu seul peut-il être sujet de droits ? Un groupe d'individus ne peut-il au contraire fixer des droits distincts de ceux de ses membres, en un mot être une personne ?

(1) On ne peut citer que Brinz, qui dans la théorie du patrimoine affecté (V. *suprà*, p. 29) admet qu'un bien peut appartenir à quelque chose. Bekker lui-même n'accorde qu'une simple *jouissance* aux animaux et aux choses, réservant la *disposition* aux êtres doués de volonté c'est-à-dire aux hommes. Michoud, *op. cit.*, t. I, p. 44.

(2) Michoud, *op. cit.*, t. I, p. 107 et 110.

(3) Ihering, *L'esprit du droit romain*, trad. Meulenaere, t. IV, p. 326.

(4) Ces avantages sont appelés en allemand, *Reflexrechts*. Il en est ainsi des animaux protégés par la loi Grammont.

Si le droit subjectif a son fondement dans la volonté humaine, il faut pour qu'un groupe d'individus soit un seul sujet qu'il soit susceptible de dégager une volonté libre distincte des volontés de ses membres. Or les partisans de la personnalité des groupes ne font pas cette démonstration.

M. Michoud partisan de cette personnalité, mais l'expliquant par d'autres raisons, a dit avec justesse qu'il n'avait rencontré sur ce point que de pures affirmations et jamais de démonstration.

Dire qu'une somme de volontés forme une volonté nouvelle, que la volonté collective est composée des volontés particulières comme la volonté de l'individu de ses volitions ou bien encore que la personne morale n'est qu'une application du phénomène de la représentation dans lequel les volontés des représentés fusionnent avec celle des représentants pour former la volonté de l'être moral (1), ce n'est qu'une affirmation, ce n'est pas en tous cas une démonstration de ce fait, loin d'être évident, que la volonté émanant d'un groupe d'individus est distincte de celle de ces individus (2).

Si le droit subjectif a son fondement dans l'intérêt humain, il faudra pour qu'un groupe d'individus soit un seul sujet qu'il soit susceptible d'avoir un intérêt distinct de ceux de ses membres. Cette démonstration nous est-elle rapportée ?

M. Michoud, qui fut certainement l'un des premiers à soutenir cette thèse, reconnaît la nécessité de cette démonstration et prétend la faire. L'intérêt du groupe selon lui se distinguerait de l'intérêt individuel en ce qu'il

(1) Voyez *suprà*, p. 28, note 2.

(2) Michoud, *op. cit.*, t. I, p. 70.

serait *collectif* et *permanent* et dépasserait ainsi la personnalité des individus « dans l'espace et dans le temps ».

Dire que l'intérêt du groupe est *collectif* ne signifie pas, nous semble-t-il, qu'il se distingue de la somme des intérêts individuels composant le groupe. Intérêt collectif, intérêt corporatif, intérêt du groupe sont des expressions synonymes. La question est de savoir si cet intérêt collectif est distinct de la somme des intérêts individuels et on n'y répond pas.

Permanent, ce qualificatif n'est pas non plus un critérium suffisant pour établir une distinction. L'intérêt corporatif durera autant que le groupe lui-même, c'est certain, il dépassera dans le temps chacun des intérêts individuels, ce n'est pas douteux, mais il n'en sera pas moins la somme de tous les intérêts composant le groupe au moment précis où on l'envisagera.

Nous pouvons donc conclure que l'intérêt des groupes n'est autre que la somme des intérêts individuels qui le composent.

Dès lors si nous devons donner à notre tour une définition du droit subjectif nous dirons, sans rechercher si son fondement est plus dans la volonté que dans l'intérêt, qu'il est *par essence une puissance donnée par la Loi à l'Homme pris comme individu, pour lui permettre de satisfaire ses intérêts à l'aide de sa volonté*. Seul l'individu peut en conséquence être sujet de droits, seul il peut être une personne juridique.

2. — *Application du principe aux phénomènes de personnalité morale.*

L'histoire nous a révélé que prise à son origine la personne morale n'était qu'une association d'individus

poursuivant un but commun et lui sacrifiant partie de leur fortune. Les phénomènes de personnalité morale c'est-à-dire l'exercice par l'association de droits privés ne sont apparus que le jour où la collectivité a eu besoin pour atteindre son but d'un patrimoine distinct de celui de ses membres (1).

Prenons cette association, envisageons son patrimoine, quel est le véritable sujet de droits ?

Est-ce l'association elle-même prise comme unité distincte des membres ? Non, car nous avons vu que les groupements humains ne constituaient pas un sujet de droits (2).

Est-ce le but de l'association ? Cette théorie est en contradiction avec le principe que l'homme seul est sujet de droits. Nous écartons donc encore le système du patrimoine affecté (3), toutefois il y a dans cette destination des biens, dans cette affectation une idée que nous retenons comme susceptible de conséquences justes, et nous la reprendrons plus loin.

Si ni l'association ni le but poursuivi ne sont titulaires des droits, ceux-ci viennent donc inévitablement se fixer sur la tête des individus composant l'association. Mais alors le patrimoine personnel de chacun des membres va se confondre avec leur patrimoine social et l'association n'ayant pas de patrimoine distinct, les phénomènes de

(1) V. *suprà*, p. 6 et suiv.

(2) La théorie de la *réalité* ou de la *personne réelle* prouve elle-même son inexactitude, en déduisant logiquement de son principe que les droits de souveraineté et de puissance publique sont des attributs de la personne morale. Elle est contraire aux faits, car l'histoire nous montre qu'à l'origine ces droits étaient entièrement étrangers au phénomène de la personnalité. V. *suprà*, p. 24.

(3) V. *suprà*, p. 29.

personnalité morale ne pourront se produire. C'est précisément pour éviter ce résultat qu'on a jugé utile de recourir à une fiction de la loi. On suppose une personne juridique à côté des autres, et on fixe sur elle tous les droits communs. Dans une association de cinq personnes il n'y a plus cinq personnes, il y en a six dont cinq réelles et une fictive. Cette fiction est-elle nécessaire ?

La fiction est sans doute un procédé familier du Droit qui lui permet de ne pas mettre une notion en contradiction avec ses règles fondamentales. Mais elle est dangereuse comme contraire à la réalité et ne doit être employée qu'à défaut de tout autre moyen.

Or que s'agit-il ici d'organiser ? le droit de propriété d'individus sur un patrimoine commun. Pour cela toute fiction est inutile. Il suffit au législateur de le régler. Comment procédera-t-il ?

La réponse nous est donnée par la théorie de la propriété collective et celle du régime personnifiant.

A leur système, cependant, nous ajouterons une idée empruntée au « patrimoine affecté », l'intervention de l'Etat, gardien de l'ordre public, pour protéger l'*affectation sociale*. Cette idée, comme nous le verrons plus loin, est féconde en résultats dans la dévolution des biens.

Notre conclusion peut donc ainsi se formuler :

La personne morale est *une forme de la propriété* dite propriété collective.

La propriété collective suppose nécessairement une association — au sens large du mot — contrat par lequel plusieurs individus s'engagent mutuellement à affecter partie de leur patrimoine à un but déterminé.

Cette association a un double effet :

1° De créer une séparation chez chacun des associés

entre son patrimoine personnel et le patrimoine affecté au but commun ;

2° De donner aux biens communs une destination obligatoire dite affectation sociale.

Cette association pour agir doit avoir recours à des représentants, qui tiennent leurs pouvoirs de la loi, absorbant et remplaçant les individualités associées comme le tuteur remplace le mineur.

Séparation de patrimoines en vue d'un but déterminé, représentation légale de ce patrimoine séparé, tels sont les deux éléments de la propriété collective ou personne morale (1).

(1) La personne morale, dit Ihering, *op. cit.*, p. 341, est la forme spéciale dans laquelle les membres du groupe manifestent leurs rapports juridiques avec le monde extérieur.

CHAPITRE II

CLASSIFICATION DES PERSONNES MORALES.

§ 1. — Corporations et fondations.

§ 2. — Personnes morales de droit public et de droit privé.

§ 1. — Corporations et fondations.

M. de Savigny, réagissant contre les juristes de l'ancien droit, qui voyaient dans toute personne morale une corporation, établit deux catégories : la *corporation*, ou personne morale constituée par une réunion d'individus, la *fondation*, dont l'existence plus idéale « repose sur une fin générale qui lui est assignée » (1).

Cette classification a certainement son intérêt et nous aurons l'occasion de nous en servir, mais nous ne pouvons admettre le critérium de M. de Savigny qui est en contradiction avec notre théorie de la personnalité morale.

Pour nous — on l'a vu — toute personne morale a comme *substratum* un groupement d'individus réunis en association dans un but commun ; cependant, nous distinguons très nettement la corporation de la fondation. Quel est alors le critérium ?

La *corporation* est une *association libre et maîtresse de ses droits*.

La *fondation* est une *association imposée et dépendant*

(1) Savigny, *Traité de droit romain*, trad. Guénoux, t. II, p. 240.

dans son fonctionnement de la volonté du fondateur (1).

Examinons ces deux institutions.

1. — *Corporation.*

Plusieurs individus voulant obtenir la satisfaction d'un intérêt réunissent leurs efforts et leurs ressources pour atteindre plus sûrement ce but. Ils forment une association qui aboutit à la constitution d'un patrimoine collectif. C'est une corporation.

Sous la double réserve des restrictions législatives imposées dans l'intérêt public selon le but poursuivi et les règles de la propriété collective, les associés peuvent insérer dans leur contrat toutes les clauses qui leur conviennent.

Notre droit actuel reconnaît deux catégories de corporations : les *sociétés* et les *associations proprement dites*.

La *société* est une corporation dont les membres poursuivent un bénéfice (2).

Nous avons vu dans le chapitre précédent que, selon la plupart des auteurs, la société n'était pas considérée dans l'ancien droit comme ayant la personnalité morale (3). Il

(1) Les partisans de la personne réelle admettent comme nous que toute personne morale a comme substratum un groupement d'individus. M. Michoud indique un critérium très précis mais qui n'est admissible que si on adopte son opinion sur la nature des personnes morales et le fondement du droit subjectif. Selon lui « dans la corporation l'élément intérêt et l'élément volonté (dont l'ensemble forme un sujet de droits) se trouvent réunis ; c'est le groupe même des intéressés qui forme l'organisation destinée à dégager la volonté collective du groupe ; dans la fondation, au contraire, les deux éléments sont séparés ; ils sont reliés l'un à l'autre par une volonté extérieure au groupe lui-même, celle du fondateur ». Michoud, *op. cit.*, t. I, p. 186.

(2) Art. 1832 du Code civil.

(3) V. *suprà*, p. 14 et suiv.

n'est pas douteux au contraire que le droit du XIX^e siècle ait admis la personnalité des sociétés commerciales. L'article 529 du Code civil et l'article 69 du Code de procédure civile la supposent nécessairement (1). Quant à la société civile elle n'a pas pendant longtemps joui de cet avantage, la doctrine le lui refuse généralement encore, mais la jurisprudence de la Cour de cassation le lui reconnaît d'une façon constante aujourd'hui, prenant pour base des arguments de texte fort contestables mais subissant l'impulsion certaine d'un mouvement d'idées, analogue à celui qui s'est manifesté dans les lois de 1810 et 1893 qui accordent la personnalité civile l'une aux sociétés minières, l'autre aux sociétés civiles à forme commerciale (2).

Si nous rapprochons ces solutions des principes que nous avons admis sur la nature de la personne morale, nous les trouverons parfois en contradiction avec eux. Pour nous, en effet, il ne peut y avoir de *personne morale* c'est-à-dire de *patrimoine possédé collectivement* que lorsqu'il y a séparation de patrimoines. Or la société en nom collectif, la société en commandite simple, ne remplissant pas cette condition, ne peuvent pas plus adopter le régime de la personnalité civile en théorie pure, qu'elles ne pouvaient dans l'ancien droit s'adapter au régime de la propriété en main commune. Au contraire la société civile peut très certainement être revêtue de la

(1) V. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *De la Société*, p. 8 ; Planiol, *op. cit.*, t. II, p. 631. Seule l'association en participation échappe à cette règle à raison de son caractère occulte.

(2) Voyez Planiol, *loc. cit.*, et aussi dans la thèse précitée de M. Negulesco les développements très complets donnés par l'auteur à cette question, p. 66 et suiv.

personnalité si ses membres, en la constituant, ont eu l'intention de donner à leur groupe un patrimoine distinct sur lequel les créanciers sociaux auraient un privilège.

Les solutions données par le législateur et la jurisprudence sont imputables à la prédominance dans notre droit de la théorie de la fiction et aux conséquences exorbitantes qu'on en a tirées. Si la personnalité civile est un avantage dont le pouvoir dispose à son gré, est-il besoin de rechercher la nature des corporations auxquelles il l'accorde ?

L'association est « la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices » (1). Telle est la définition donnée par le législateur de 1901 du contrat d'association. Tout en faisant des réserves sur le soin apporté par la loi à écarter de la définition de l'association la mise en commun par les membres de leurs ressources respectives alors qu'ailleurs elle leur reconnaît le droit de posséder (2), nous acceptons le critérium

(1) Loi du 1^{er} juillet 1901, art. 1^{er}.

(2) Les premiers commentateurs de la loi de 1901 insistent sur cette circonstance que la principale différence existant entre l'article 1832 et l'article 1^{er} de la loi de 1901 réside dans la nature des choses mises en commun. La société met en commun des biens, l'association des connaissances et de l'activité : l'amendement de M. l'abbé Lemire tendant à introduire dans le texte le mot « ressources » fut rejeté. Pour remettre les choses au point il faut se rappeler que le rapporteur de la loi, M. Trouillot, a combattu l'amendement à raison seulement de son inutilité, l'article 6 reconnaissant aux associations le droit de posséder des cotisations et qu'il agissait ainsi poussé par le souci de ne pas faire apparaître les associations comme pouvant constituer une mainmorte. Michoud, *op. cit.*, I, p. 248 et suiv.

qu'elle offre pour distinguer la société de l'association. La différence est dans le but poursuivi : l'une recherche la réalisation d'un bénéfice, et nous devons entendre par ce mot tout profit patrimonial (1), l'autre poursuit la satisfaction d'un intérêt non matériel égoïste ou altruiste selon qu'il concerne les membres eux-mêmes ou leurs semblables. Exemple : l'association faite par plusieurs propriétaires en vue d'effectuer certains travaux d'entretien ou d'amélioration sur leurs immeubles, celle que forment les porteurs d'obligations d'une même société pour défendre leurs intérêts, les coopératives de consommation sont ou devraient être considérées comme des sociétés ; les associations d'agrément, les cercles, les sociétés musicales, les œuvres de bienfaisance, d'assistance, les syndicats professionnels sont des associations. Quelques groupements ont un caractère mixte en ce qu'ils aboutissent à une augmentation de patrimoine chez leurs membres et ont en même temps une portée plus générale, exemple : les sociétés de secours mutuels (2).

Cette distinction des corporations suivant leur but en amène une autre. Les associés qui poursuivent l'augmentation ou la conservation de leur patrimoine transmettent à leurs héritiers le droit éventuel que le régime de la propriété collective leur laisse sur le patrimoine commun à la dissolution de l'association. L'augmentation de patrimoine suit le sort du patrimoine.

(1) L'opinion générale considère qu'il n'y a société que dans le cas de bénéfice pécuniaire et de partage de ce bénéfice entre les membres. C'est là, croyons-nous avec M. Michoud, une interprétation erronée et trop étroite de l'article 1832. — Voy. Planiol, *Droit civil*, t. II, p. 641.

(2) Michoud, *op. cit.*, I, p. 244.

Cette idée au contraire ne se suppose pas nécessairement chez les membres d'une association qui non seulement ne poursuivent pas un profit patrimonial mais agissent souvent dans un but désintéressé. Si on recherche leur intention on sera porté à penser qu'ils ont définitivement enlevé à leur patrimoine personnel les sommes consacrées à l'objet de leur association et qu'ils entendent plutôt les laisser à celle-ci que de les transmettre à leurs héritiers naturels.

Aussi est-il de l'essence du contrat d'association, que la part de chaque associé accroît à ses coassociés en cas de démission ou de décès. Il y a là une donation faite à charge par les donataires de maintenir au bien donné sa destination (1).

Ce principe a d'importantes conséquences dans la dévolution des biens.

2. — *Fondation.*

La fondation est « l'affectation perpétuelle d'un bien à un but déterminé » (2).

Quand un bienfaiteur, au lieu de confier à une autre

(1) Cette théorie pourrait être attaquée par les auteurs qui contestent la validité des donations faites aux sociétés ou associations, les règles de fond de la donation ne pouvant d'après eux être appliquées à raison de la diversité des donataires. Nous répondrons que selon nous il n'y a dans le cas qui nous occupe aucun obstacle à l'exercice de l'action en réduction qui touche l'ensemble des associés, mais que les règles de la propriété collective s'opposent à ce que certains membres soient appelés pendant la durée de l'association à restituer leur part dans la donation par suite de l'obligation du rapport ou d'incapacités relatives de recevoir. Au surplus les donations faites avec charges équivalentes à la libéralité ne sont pas sujettes à rapport. Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 2248.

(2) Geouffre de Lapradelle, *Théorie et pratique des fondations*.

personne le soin d'accomplir une œuvre préfère instituer directement propriétaires des biens les intéressés, il fait une *fondation* (1).

Cette institution se compose de deux éléments essentiels :

1° Une libéralité faite à des individus d'une certaine catégorie à charge par eux d'en jouir collectivement et de l'employer à un besoin déterminé : pauvreté, maladie, instruction...

2° L'association des bénéficiaires imposée par le fondateur dans le but de recevoir la libéralité et de remplir la charge indiquée qui constitue l'affectation sociale (2).

La libéralité est, suivant l'intention présumée du fondateur, de plein droit révoquée entre les mains de chaque bénéficiaire qui cesse de remplir les conditions prévues. Sa part accroît aux autres.

(1) « La fondation, dit M. de Vareilles-Sommières dans la note précitée, p. 1 et suiv., n'est qu'une donation avec charge faite à une multitude de gens... Les bénéficiaires sont les personnes qui à raison de leur domicile ou de leur profession auront la faculté d'appliquer la fondation au *besoin prévu* s'il se produit... Seulement cette foule de destinataires est peu apte à exercer ses droits, à manifester sa volonté. Le législateur doit faire pour elle ce qu'il fait pour les mineurs et les interdits... »

(2) M. Michoud pense également que les bénéficiaires d'une fondation constituent le *substratum* réel de la personne morale. Certains auteurs ont au contraire estimé que cette qualité revenait aux administrateurs. Ces derniers ne peuvent pas être les sujets de droits ; car nous avons vu que le droit subjectif est une force donnée à l'homme pour *la satisfaction d'un intérêt*, or ce n'est pas assurément l'intérêt des administrateurs que le fondateur a eu en vue. La volonté des administrateurs n'agit qu'au service de l'intérêt des bénéficiaires ; c'est une simple application du phénomène de la représentation. — Voyez, comp., Michoud, *op. cit.*, p. 183 ; *contrà*, Ferrara, *loc. cit.*

L'association garantit la permanence de l'œuvre, en transmettant aux individus de la catégorie gratifiée, à mesure qu'ils se présentent, une part de la libéralité. Ces individus gratifiés en second n'en sont pas moins soumis à toutes les charges de la fondation.

§ 2. — **Personnes morales de droit public et de droit privé.**

Bien que s'appliquant plus spécialement aux personnes morales de droit privé, la distinction des corporations et des fondations est également applicable en théorie aux personnes morales de droit public.

Ainsi l'Etat, le département, la commune sont des corporations; tandis que d'après une opinion assez répandue les établissements publics pouvaient être rangés dans les *fondations*.

Mais trop de conséquences découlent du caractère public ou privé d'une personne morale pour que nous puissions nous dispenser d'en faire la base d'une seconde classification d'ailleurs plus courante.

Le critérium qui distingue les personnes morales de droit privé varie suivant les auteurs.

Dans une première opinion les personnes de droit public, appelées *personnes d'intérêt public* ou *personnes administratives*, comprennent toutes les associations altruistes, les *personnes de droit privé* désignent seulement les sociétés et les associations à but égoïste (1). Cette classification s'expliquait, selon nous, lorsque les associations désintéressées ne pouvaient acquérir la personnalité que par une autorisation spéciale de l'Etat. Mais

(1) Berthélemy, *op. cit.*, p. 37.

depuis la loi de 1901 qui classe les associations d'utilité publique parmi les personnes de droit privé (si on en croit ses premiers commentateurs) (1), nous jugeons difficile de maintenir un pareil critérium.

Dans une autre opinion la personne morale est publique lorsqu'elle fonctionne en vertu *de la constitution* ou *d'une délégation des pouvoirs publics*, elle est privée lorsque son fonctionnement n'est assuré que *par les forces individuelles associées*.

Ainsi donc, quelle que soit son origine, créé par l'Etat ou par des particuliers, si le groupement est devenu « *une mode d'action de l'autorité publique* » il constitue une personne morale publique : dans le cas contraire il reste privé (2).

Ce critérium nous paraît le plus rationnel et le plus satisfaisant, car « il est, comme on l'a dit très justement, au-dessus de toute controverse parce qu'il touche au fond même de l'institution (2) ». Le signe distinctif des personnes morales publiques et privées étant établi, recherchons pour compléter notre classification les collectivités rentrant dans chaque catégorie.

1. — *Personnes de droit public.*

L'Etat est la première personne morale qu'on rencontre dans le droit public. C'est une corporation composée d'individus habitant un même pays et provenant de races semblables. Groupés dans le but de mieux satisfaire leurs intérêts généraux, les citoyens d'un Etat forment une association dont le but est à la fois intéressé et idéal, car

(1) Trouillot et Chapsal, *Du contrat d'association*, p. 103. — Conf. Michoud, *op. cit.*, p. 203.

(2) Planiol, *op. cit.*, t. I, p. 991

s'ils recherchent principalement leur propre développement ils travaillent aussi, surtout dans les temps modernes, au progrès de l'humanité tout entière.

Au-dessous de l'*Etat* nous trouvons ses subdivisions, le *Département*, la *Commune*, la *section de commune*, le *syndicat de communes*, les *colonies* qui ont pour but la satisfaction des intérêts généraux de personnes habitant une région déterminée de l'Etat, les *établissements publics proprement dits* qui poursuivent la satisfaction d'un intérêt spécial.

Ces divers groupes ont un patrimoine distinct, une représentation spéciale, ils ont donc les éléments de la personnalité morale. Mais quelle est l'association sur laquelle il repose ?

On soutient généralement que les groupes territoriaux, c'est-à-dire le *département*, la *commune*, etc... sont des corporations composées des individus habitant leur territoire, et que les *établissements publics* sont des fondations faites par l'Etat au profit de certaines catégories de citoyens (1).

Nous examinerons cette question dans le chapitre suivant en étudiant la formation des personnes morales publiques. Pour l'instant contentons-nous de constater que les divers groupes que nous avons énumérés se distinguent tous par le critérium que nous avons adopté.

L'Etat crée lui-même les pouvoirs publics en vue de son fonctionnement.

Les autres personnes morales publiques reçoivent délégation de ces pouvoirs par la loi ou le décret qui les crée : la section de commune est représentée dans les actes de la vie juridique par des fonctionnaires publics.

(1) Michoud, *op. cit.*, t. I, p. 296 et suiv.

2. — *Personnes de droit privé.*

Dans le droit privé nous trouvons les *sociétés civiles et commerciales*, les *associations privées ordinaires*, les *associations soumises à un régime spécial*, telles que les congrégations (loi du 1^{er} juillet 1901), les associations syndicales de propriétaires (lois de 1865 et de 1888), les syndicats professionnels (loi de 1884), les sociétés de secours mutuels (loi de 1898), les assurances mutuelles agricoles (loi du 4 juillet 1900), les associations cultuelles (loi de 1905), enfin les *fondations privées*.

Ces groupes sont plus ou moins dépendants de l'Etat, dans leur formation et leur administration, mais leur fonctionnement n'est dû qu'aux efforts des individus associés.

La reconnaissance d'utilité publique ne constitue pas une catégorie de personnes morales privées : elle est encore pour les fondations le seul moyen dans notre droit positif de les investir de la personnalité morale, mais depuis la loi de 1901 elle n'a d'autre effet pour les associations que d'accroître leur capacité.

CHAPITRE III

LES PATRIMOINES COLLECTIFS.

§ 1. — Formation et dissolution des patrimoines collectifs.

§ 2. — Eléments d'un patrimoine collectif.

§ 1. — **Formation et dissolution des patrimoines collectifs.**

1. — *Droit de l'Etat.*

Toute personne morale, avons-nous dit, a pour base une association au sens large du mot, dont l'objet est de former un patrimoine collectif en vue d'un but déterminé.

Les rapports existant entre les membres de cette association sont nécessairement soumis à une *règle de droit* qui doit être reconnue et sanctionnée par le législateur. Si, donc, dans notre théorie l'Etat n'a pas, comme dans celle de la *fiction*, la puissance de créer les personnes morales, celles-ci sont cependant obligées pour exister de se conformer à ses lois.

Mais est-ce seulement à cette sanction générale commune à tous les contrats que se borne dans notre matière le droit de l'Etat et celui-ci n'a-t-il pas le pouvoir de vérifier et de contrôler la formation des patrimoines collectifs d'une façon plus étroite.

C'est l'éternel problème des droits de l'Etat sur les *gens de mainmorte*. Pour les justifier on invoque une

double raison, raison économique, les biens devenant moins productifs à rester toujours dans les mêmes mains qu'à changer de gérants, raison politique, les associations acquérant par l'augmentation de leur patrimoine une puissance rivale de celle de l'Etat. La première peut être discutée et même réfutée : il n'est pas démontré que les biens possédés collectivement soient ceux qui rapportent le moins à la collectivité de l'Etat. Les administrateurs gèrent souvent les patrimoines dont ils ont la charge avec un zèle égal à celui qu'ils mettraient à la gestion de leur propre fortune. Quant aux droits de mutation il est aisé de les remplacer par une taxe, les gouvernements ont su y pourvoir (1). La raison politique est, selon nous, plus sérieuse : l'Etat, qui poursuit l'intérêt général des citoyens, ne peut souffrir qu'une association recherchant le même but ou un but similaire vienne rivaliser avec lui et le gêner dans l'accomplissement de sa mission. Est-ce à dire qu'il doive empêcher l'éclosion d'œuvres particulières poursuivant la satisfaction d'intérêts généraux. Non certes, car le progrès de l'humanité est intéressé à la liberté des initiatives individuelles, faisant naître la concurrence et provoquant la lutte entre les institutions de même nature. Mais l'Etat doit veiller à ce que l'une de ces institutions n'accroisse pas sa puissance dans des proportions nuisibles aux autres et à lui-même (2). Pour exercer cette surveillance deux moyens s'offrent à lui : il subordonnera la formation du groupe à une autorisation spéciale et préalable. C'é-

(1) Voyez sur ce point les remarques de M. Donnedieu de Vabres, *op. cit.*, p. 478.

(2) V. Conf. Planiol, *op. cit.*, t. I, p. 996. — Voy. aussi Berthélemy, *op. cit.*, p. 35.

taut le système de l'ancien droit, c'était celui de notre droit avant 1901 pour les associations, c'est encore celui qui est en vigueur pour les fondations : c'est le régime *de la concession*. Ou bien l'Etat édictera d'avance et dans une loi générale les formalités qu'une personne morale devra remplir pour acquérir sa capacité, c'est le système *de la réglementation*, que les Etats modernes tendent à appliquer mais non sans hésitation. Pour la dissolution des propriétés collectives, l'Etat procédera d'une façon parallèle, retirant simplement son autorisation dans le système de la concession, faisant prononcer par justice l'annulation de l'association dans le système de la réglementation. Etudions la formation et la dissolution des diverses personnes morales et suivons le rôle de l'Etat dans ces deux actes.

2. — *Formation et dissolution des personnes morales de droit public.*

Les personnes morales publiques sauf la *section de commune*, doivent leur constitution à l'initiative de l'Etat, celui-ci y agit en maître. Il les forme et les dissout.

L'Etat se constitue lui même par le consentement de la communauté des habitants et la nomination de ses représentants. Le fait qui lui donne naissance, rébellion d'une province aboutissant à son indépendance, fusion de plusieurs Etats en un seul, ne modifie pas les conditions de sa création : il suffit que son organisation existe et soit admise par les autres Etats.

En somme « la naissance d'un Etat, dit avec raison M. Michoud, ne diffère pas de la naissance d'une corporation quelconque : la seule différence c'est que les faits qui donnent naissance à une corporation se produisent

à l'intérieur d'un Etat et sont soumis au droit de cet Etat... au lieu que le droit international ne règle que d'une manière très incomplète les faits qui peuvent concourir à la naissance d'un Etat (1). » La dissolution d'un Etat s'opère de la même façon par le consentement de tous les habitants, spontané en cas d'annexion volontaire, forcé en cas de conquête.

Pour créer ses subdivisions, l'Etat procède de deux façons, ou bien il organise directement la personne morale en lui attribuant un patrimoine, ou bien il incorpore dans son administration générale un groupe préexistant propriétaire de biens et lui confie la qualité de service public.

La commune appartient à cette dernière catégorie. Née de l'association des habitants d'une même région, qui géraient ensemble et dans l'intérêt commun les biens que les seigneurs leur avaient abandonnés, la commune est antérieure à l'Etat. Elle est incontestablement à l'origine, comme la cité romaine, une corporation formée par la collectivité des individus d'un même pays ; et bien qu'elle ait peu à peu sous la royauté perdu ses franchises, elle constituait encore à la fin de l'ancien régime une association d'habitants.

En est-il encore ainsi dans notre organisation administrative ? Nous ne le pensons pas. La commune est créée par une loi après avis du Conseil général et le Conseil d'Etat entendu (art. 5 de la loi du 5 avril 1884), sans que les habitants prennent part à cette formation d'une façon quelconque. Son territoire est modifié selon les cas par une loi, par un décret ou une décision du Conseil

(1) Michoud, *op. cit.*, p. 265.

général, le Conseil municipal, organe propre de la commune, est seulement consulté (art. 6 de la même loi).

Quel est donc le propriétaire de ce territoire ? Les habitants de la commune ? Ils ont bien un droit de jouissance temporaire sur ces biens, ils en ont également l'administration sous le contrôle ou la surveillance de l'Etat, mais en ont-ils la disposition ? Non assurément. Cette faculté appartient à l'Etat qui a seul le droit de former le territoire, de le diviser, de l'affecter à une autre commune supprimant sa voisine. Le véritable propriétaire des biens de la commune est donc l'Etat ou, ce qui revient au même, la collectivité des citoyens d'un même pays.

Ceux-ci réunis dans le but de pourvoir à la satisfaction de leurs intérêts généraux ont par une première séparation de leurs patrimoines personnels créé une première personne morale, l'Etat, puis par une seconde séparation de ce patrimoine d'Etat ils ont créé la commune, ensemble de biens affectés principalement aux intérêts de certains groupes d'habitants.

Le patrimoine communal n'appartient plus dès lors aux habitants du territoire qui n'en sont que les bénéficiaires et les administrateurs, mais à l'ensemble des citoyens, à la collectivité de l'Etat (1). Le seul vestige qui subsiste de l'ancienne commune est le droit des habitants sur les *communaux*, mais n'oublions pas qu'il y a là un simple

(1) Dans la mesure où ils veillent à leurs intérêts particuliers les habitants de la commune ne nous apparaissent plus comme les membres d'une association indépendante, mais comme les mandataires de la collectivité des citoyens chargés d'une mission d'intérêt général qu'ils sont les plus aptes à remplir (Donnedieu de Vabres, *op. cit.*, p. 202).

droit de jouissance, la propriété de ces biens revenant à la commune.

Le *syndicat de communes* n'étant qu'une réunion de communes, est une collectivité de même nature que les communes qui le composent. L'association qui est à sa base est nécessairement composée des mêmes individus que les communes associées, c'est-à-dire selon notre théorie de la collectivité des citoyens. Il est formé par décret et peut être dissous d'office. Toutefois la loi autorise le cas de dissolution volontaire à l'unanimité des conseils municipaux représentant les communes associées.

Le *département* est un groupement plus étendu que la commune, sa circonscription est fixée par le législateur et peut être modifiée par lui (1). Il en est de même des colonies. Ces deux dernières collectivités de même nature que la commune se distinguent d'elle en ce que l'Etat les a créées directement sans emprunter leurs biens à un groupe préexistant.

La *section de commune* offre au contraire une situation particulière. Elle n'est pas créée par l'Etat, et résulte d'un ensemble de faits établis par les usages et la tradition. C'est une communauté d'habitants ayant dans une commune des droits propres et distincts et les exerçant collectivement. La situation juridique de la section de commune est en somme analogue à celle qu'avait la commune avant la Révolution, c'est-à-dire avant d'être incorporée dans l'administration générale de l'Etat. Personne morale publique puisqu'elle remplace la commune dans une partie de sa mission, elle est cependant d'origine privée et

(1) Béquet, V• *Département*, n° 89 et suiv.

repose sur l'association de certains habitants exclusivement.

L'Etat ne peut pas plus la dissoudre qu'il ne la crée : il peut simplement l'incorporer dans l'administration générale en en faisant une commune.

Avec les établissements publics nous retrouvons l'initiative de l'Etat. Celui-ci les crée le plus souvent par une loi, quelquefois par un décret. Comme la commune, le département et les colonies, l'établissement public repose sur la collectivité des citoyens de la nation et non pas seulement sur les individus aux besoins desquels il pourvoit. Suivant le phénomène que nous avons expliqué au sujet de la commune, l'établissement public n'est qu'une subdivision de l'Etat, du département ou de la commune. « Les biens des services spéciaux pourvus de personnalité morale ont les mêmes propriétaires que les biens des collectivités à l'intérêt desquelles ils pourvoient ; les propriétaires sont ces collectivités elles-mêmes différemment représentées (1). »

Les établissements publics ne sont donc pas une fondation, comme le soutient une opinion (2). Rien ne démontre en effet dans la formation d'un établissement public qu'il y ait translation de propriété au profit d'une collectivité, il y a une simple affectation temporaire de fonds à un emploi déterminé, puisque l'Etat peut quand bon lui semble la supprimer.

Deux catégories d'établissements publics offrent une situation qui se rapproche de celle des communes ; pour les former l'Etat s'est approprié les biens d'associations préexistantes ; la première comprend les associations

(1) Berthélemy, *op. cit.*, p. 34.

(2) Michoud, *op. cit.*, t. I, p. 324 et suiv.

syndicales de propriétaires libres qui se transforment conformément à l'article 8 de la loi du 21 juin 1865 en associations autorisées, la seconde concerne les établissements du culte, supprimés aujourd'hui par la loi du 9 décembre 1905, dans l'opinion, du moins, qui considère que les biens d'Eglise appartenaient avant 1789 aux communautés de fidèles ; question que nous examinerons plus loin.

En résumé la formation des personnes morales publiques est toujours due sauf pour la section de commune, qui se rapproche en cela des personnes morales privées, à l'intervention directe et souvent à l'initiative de l'Etat. Il en est de même de la dissolution, sauf le cas peut-être unique où les syndicats de communes prononcent volontairement leur dissolution.

3. — *Formation et dissolution des personnes morales privées.*

Les personnes morales privées ne devant leur fonctionnement qu'aux forces individuelles associées, l'Etat n'a jamais l'initiative de leur formation. S'il y intervient à raison de son droit de surveillance, il n'use du système de l'autorisation directe, c'est-à-dire de la concession gouvernementale, que dans les institutions qui, non revues depuis longtemps, gardent encore la marque d'une législation vieillie. Il a au contraire dans les lois modernes une tendance marquée à se contenter du régime de la réglementation légale. La dissolution s'opère toujours dans des conditions parallèles.

Nous allons étudier séparément les corporations et les fondations.

A. — *Corporations.*

a) *Associations.* — Les associations étaient antérieure-

ment à 1901 soumises au régime de la concession gouvernementale. Elles n'acquéraient la personnalité civile que par la reconnaissance d'utilité publique. Ce fut un grand progrès vers la liberté individuelle que le droit concédé par le législateur de 1901 aux individus de pouvoir constituer une association, munie de la personnalité civile, par l'accomplissement d'une formalité très simple, d'une déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement (art. 5, loi 1901). C'est le système de la réglementation légale substitué à celui de la concession. La reconnaissance d'utilité publique n'a plus d'autre objet que d'augmenter la capacité de certaines associations que l'Etat considère comme plus importantes ou plus dignes de protection.

La dissolution des associations est soumise aux mêmes règles que leur constitution. La suppression par décret n'est maintenue que pour certaines associations composées en majeure partie d'étrangers ou ayant des administrateurs étrangers et dont le but est indiqué par la loi (art. 12). En dehors de ce cas exceptionnel, la dissolution est prononcée par le tribunal civil si l'objet de l'association est illicite ou si les formalités de publicité prévues à l'article 5 n'ont pas été observées. La dissolution peut également être volontaire, c'est-à-dire être fixée à une date déterminée par les statuts ou être prononcée par l'assemblée générale.

Ici se pose une question : dans le cas où la dissolution est prononcée par l'assemblée générale, cette décision est-elle valablement prise à la *majorité des voix* ? L'affirmative n'est pas douteuse si les statuts, qui constituent la loi des associés, donnent ce pouvoir à l'assemblée générale. Mais que décider si les statuts sont muets à cet

égard ? La réponse a été donnée par le rapporteur de la loi, à la Chambre des députés ; pour s'opposer à un amendement de M. Suchetet, M. Trouillot a déclaré : « En parlant de la dissolution volontaire, nous avons entendu par cela même que c'est à la majorité que la dissolution serait prononcée. » La loi donne donc à l'assemblée générale, en dehors de toute disposition statutaire, le pouvoir de dissoudre (1).

Telles sont les règles formant le droit commun des associations. Elles comportent des exceptions : les unes restrictives de la liberté des associations s'appliquent aux *congrégations* ; les autres, antérieures pour la plupart à la loi de 1901, accroissent plutôt leur capacité. Nous citerons les lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 sur les *associations syndicales de propriétaires* (2), celle de 1884 sur les *syndicats professionnels*, de 1898 sur les *sociétés de secours mutuels*, du 4 juillet 1900 sur les *assurances mutuelles agricoles*, enfin du 9 décembre 1905 sur les *associations cultuelles*.

Sans entrer dans l'analyse de ces divers régimes nous dirons seulement que la *congrégation* est seule restée soumise à la concession directe avec cette rigueur spéciale qu'autorisée par une loi elle peut être dissoute par simple décret ; les autres associations sont régies par la réglementation légale, et c'est par des nuances de capacité qu'elles se distinguent du droit commun.

(1) Séance du 25 février 1901, *Journal officiel* du 26 février 1901, p. 531.

(2) Les associations syndicales de propriétaires peuvent se transformer en associations autorisées, cas auquel elles deviennent des établissements publics et sont soumises au régime de ces derniers. C'est un nouvel exemple d'établissement public formé par l'Etat en s'appropriant un service privé préexistant. V. *suprà*, p. 59.

La différence de régime entre les associations proprement dites et les congrégations s'explique par des raisons politiques, tandis que les motifs qui ont déterminé le législateur à gratifier certaines associations d'une capacité spéciale se rapportent à leur but (1).

b) *Sociétés*. — Si dans les associations l'Etat conserve un droit de surveillance à raison de leur but qui vise l'intérêt général des citoyens ou d'une catégorie de citoyens, il se désintéresse presque complètement des *sociétés*.

Les seules mesures qu'il prescrit sont prises dans l'intérêt des tiers. Sous cette seule réserve la volonté des associés est donc libre dans la formation comme dans la dissolution du patrimoine collectif.

B. — *Fondations*.

Actuellement la fondation, c'est-dire l'affectation directe et perpétuelle d'un fonds à un but déterminé, n'est

(1) La loi de 1901 reconnaît aux individus le droit de s'associer sans constituer une personne morale c'est-à-dire sans faire la déclaration prescrite par l'article 5 de la loi de 1901. Ces individus associés ont incontestablement le droit d'acheter tous ensemble des biens, et d'en recevoir tous ensemble dans le but de les affecter à leurs besoins communs. Quelle sera la nature de cette propriété ? Une simple indivision. Dès lors les biens acquis auront toute la précarité des propriétés particulières, et se confondront avec le patrimoine personnel des associés. En est-il de même des congrégations non autorisées ? D'après la théorie que nous venons d'admettre pour l'association non déclarée, les biens possédés par les congrégations non autorisées sont la propriété des congréganistes qui les possèdent indivis. Mais nous ne devons pas oublier que dans notre droit la constitution d'une congrégation en dehors des prescriptions légales est devenue un fait illicite, ce qui entache pour l'avenir tous les actes d'acquisition faits par les congréganistes dans ce but et permet d'en obtenir la nullité s'ils sont à titre onéreux (art. 1131, C. civ.), la révocation s'ils sont à titre gratuit (art. 900 et 954, C. civ.).

possible dans notre droit que par acte entre vifs. Le fondateur construit lui-même, l'hôpital, l'asile, en un mot adapte son bien à la destination choisie. Puis, l'établissement ayant fonctionné pendant quelque temps, le bienfaiteur demande au Conseil d'Etat de vouloir bien le reconnaître d'utilité publique et de l'autoriser à recevoir sa libéralité. S'il réussit dans sa requête, sa fondation devient établissement d'utilité publique, personne morale privée revêtue d'une certaine capacité, et soumise à la surveillance des pouvoirs publics.

Par testament la fondation directe est impossible en droit français : ce n'est pas qu'elle soit défendue par la loi, mais le legs fait à une personne inexistante est caduc. Or la personnalité, dépendant pour la fondation de la reconnaissance d'utilité publique, ne peut être conférée à l'établissement bénéficiaire avant sa création c'est-à-dire avant la mort du bienfaiteur.

On supplée il est vrai à cette lacune par des fondations indirectes, empruntées aux règles de la donation et la jurisprudence valide constamment ce procédé. Un bienfaiteur lègue son bien à une personne morale déjà existante à charge de l'employer à un but déterminé, il le donne à un tiers à charge de faire lui-même la fondation et d'obtenir l'autorisation de l'Etat, ou bien encore il charge simplement un individu d'affecter l'objet du legs à l'entretien d'une œuvre (1). Ce dernier mode n'aboutit pas à la constitution d'une personne morale : il a cependant été employé et jugé légitime par les tribunaux (2).

(1) Planiol, *op. cit.*, t. III, p. 855 et suiv.

(2) Voyez notamment l'arrêt sur la fondation Granle, Cass., 12 mai 1902 et les conclusions de M. le procureur général Baudouin, D. 1902.1.425.

Le legs avec charge peut sans doute suppléer la fondation, car il en est l'origine et nous savons qu'en réalité la plupart des fondations de l'ancien droit étaient des legs faits à des corporations religieuses (1). Mais on s'accorde cependant pour considérer ce mode de fondation comme insuffisant et ne répondant pas aux besoins dont le bienfaiteur poursuit la satisfaction (2). Aussi bien des législations modernes ont-elles adopté le régime de la fondation directe faite par une simple déclaration du bienfaiteur munie d'une approbation de l'Etat (3). Un mouvement sérieux existe en ce sens parmi nos juristes, mais les législateurs n'y ont pas encore prêté attention. Le projet présenté par M. Saleilles à la Société des Etudes législatives réaliserait en France l'idée déjà acceptée par nos voisins. Il aboutit aux réformes suivantes : la fondation peut être constituée par acte entre vifs ou par testament, elle acquiert la capacité civile par sa publication, elle est soumise à l'autorisation de l'Etat qui est de droit pour certaines fondations (4). Ce projet serait certainement un progrès réel.

En résumé, notre droit actuel reconnaît à l'Etat une grande prépondérance dans la constitution des fonda-

(1) V. *suprà*, p. 19.

(2) Saleilles, Projet de loi sur les fondations, *Bulletin de la Société des Etudes législatives*, 1908, p. 357 et suiv.

(3) Le Code civil allemand, n° 80 et suiv. autorise la fondation par acte entre vifs ou par acte de dernière volonté : dans les deux cas elle est soumise à l'autorisation gouvernementale. Le patrimoine est bien la propriété de l'œuvre même, c'est ce qu'on appelle la *Stiftung*. Il en est de même du Code suisse, mais celui-ci n'exige pas l'autorisation gouvernementale.

(4) *Bulletin de la Société des Etudes législatives*, 1908 ; *loc. cit.*, et 1909, Larnaude, p. 46.

tions, la volonté individuelle y est encore subordonnée à la bonne volonté du Pouvoir.

Dans la dissolution de la fondation, l'Etat conserve cette prépondérance, il suffit qu'il retire son autorisation pour que la personne collective disparaisse.

Toutefois la fondation, étant une libéralité, peut disparaître par révocation, sur la demande du fondateur ou de ses héritiers, pour inexécution des charges et conditions (art. 954, C. civ.).

Cela se produira dans deux cas : 1° au cas de suppression de l'affectation sociale (cessation du besoin prévu) ; 2° au cas où l'un des modes d'exécution prévu par le fondateur comme une condition impérative de la donation devient impossible (établissement fondé en vue d'un enseignement congréganiste) (1).

En résumé nos observations aboutissent à ces conclusions : les personnes de droit public sont créées et dissoutes par l'Etat en règle générale ; les fondations sont créées avec l'autorisation de l'Etat, dissoutes par l'Etat, elles peuvent aussi être révoquées comme toute libéralité ; les corporations seules peuvent être créées et dissoutes sans l'intervention de l'Etat et sur la seule initiative des particuliers.

(1) Le projet de M. Saleilles apporterait à la dissolution des fondations une réforme intéressante : le tribunal la prononcerait dans certains cas déterminés à la requête d'une commission de surveillance qui agirait, soit de son chef, soit sur l'initiative du comité de direction ou des héritiers du fondateur. Le tribunal pourrait, s'il le jugeait possible, transformer la fondation, c'est-à-dire affecter les biens à une œuvre approximativement similaire (*Bulletin de la Société des Etudes législatives*, 1909, p. 57, art. 16 et 17 du projet).

§ 2. -- Éléments d'un patrimoine collectif.

Le patrimoine est l'ensemble des rapports juridiques existant entre une personne et ses semblables à l'occasion de ses biens.

Tous droits nés de la gestion des biens de la personne morale, droits réels, droits de créance, font donc partie du patrimoine collectif. Un droit d'usufruit même peut être concédé à une collectivité sous forme d'usufruit réversible sur la tête des divers membres du groupe nés ou conçus au moment de la convention à la condition qu'ils restent ou deviennent associés. Cependant ce n'est pas là un mode pratique de gratifier une personne morale car l'usufruit, sous cette forme, s'éteint à la mort du dernier mourant, événement qui peut être antérieur à la dissolution de l'association. Le bienfaiteur qui veut limiter sa libéralité à la durée de la personne morale a un moyen plus simple et plus sûr d'arriver à ses fins en faisant une donation de la pleine propriété de son bien sous condition résolutoire de la dissolution du groupe.

Le patrimoine des personnes morales publiques comprend tous les droits provenant des *actes de gestion* de ces personnes morales, aussi bien ceux qui ont pour objet l'administration du *domaine privé* que ceux qui constituent l'exploitation des *services publics* (1).

Les droits composant le patrimoine collectif sont-ils les seuls que puisse posséder une personne morale ou

(1) « Les actes de gestion, dit M. Berthélemy, *op. cit.*, p. 44, sont ceux que font les administrateurs en tant que représentants légaux des personnes administratives soit pour la domaine privé dont ils ont la garde, soit pour les services publics dont ils ont la charge.

celle-ci dispose-t-elle de droits non patrimoniaux comme les personnes physiques ?

Pour nous, la personne morale n'étant que la *forme nécessaire à l'exploitation d'un patrimoine collectif*, a exactement et exclusivement les droits qui composent ce dernier. C'est pour cela que l'arrondissement, qui n'a pas de patrimoine, n'est pas considéré comme une personne morale bien qu'exerçant cependant par ses représentants des fonctions publiques.

Mais pour les partisans de la personne morale réelle il n'en est pas de même. Cette théorie accorde à l'Etat, au département, à la commune des droits de puissance publique, aux associations des droits de discipline. C'est là une conséquence logique de la nature qu'elle attribue à la personne morale, et les arguments que nous avons présentés plus haut pour démontrer l'inexactitude de la réalité de cette personnalité nous dispensent de réfuter cette opinion (1). Au surplus tout le monde est d'accord pour reconnaître que ces droits ne sont pas patrimoniaux. Nous n'avons donc pas à nous en occuper (2).

Le patrimoine des personnes morales ainsi déterminé va, sous la protection des règles de la propriété collective, s'augmenter, se développer. Si sa dissolution survient, que deviendront les droits qui le composent ?

(1) « L'idée de personnalité n'est indispensable, dit M. Berthélemy, que quand il s'agit de représenter l'Etat comme sujet de droits : les personnes seules en effet ont des droits. C'est une grave erreur de voir dans l'usage de la puissance un exercice de droits. Les fonctionnaires qui commandent n'exercent pas les droits du souverain, ils exercent sa fonction » Berthélemy, *op. cit.*, p. 44.

(2) Voyez sur ce point Michoud, t. II, p. 48 et suiv.

La volonté des associés peut-elle en fixer l'attribution ?
A son défaut que doit décider le législateur ?

Ainsi se pose le problème de la dévolution que nous
allons examiner dans les pages suivantes.

DEUXIÈME PARTIE

LA DÉVOLUTION VOLONTAIRE DU PATRIMOINE COLLECTIF

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPE QUI RÉGIT LA DÉVOLUTION VOLONTAIRE.

- § 1. — Droits des associés sur le patrimoine collectif à sa formation. — Corporations. — Fondations.
- § 2. — Droits des associés sur le patrimoine collectif après sa formation. — Influence des théories de la personnalité morale. — Représentation des associés. — Limites apportées à leur capacité. — Droit de l'Etat. — Spécialité. — Droits des donateurs. — Fondations et corporations.

La dévolution volontaire d'un patrimoine collectif est la *transmission à titre gratuit* des biens de ce patrimoine par les associés propriétaires.

La dévolution volontaire est indépendante des conditions de la dissolution. Elle peut se rencontrer aussi bien dans le cas de dissolution par l'Etat que dans celui de dissolution volontaire, car elle est la manifestation du droit des associés sur le patrimoine commun.

Quelle est l'étendue de ce droit, telle est donc la question qui s'impose d'abord à notre examen ?

Nous l'étudierons à deux époques différentes de l'existence du patrimoine collectif, à sa formation et après sa formation.

§ 1. — Droits des associés sur le patrimoine collectif à sa formation.

Ces droits diffèrent totalement selon qu'il s'agit d'une corporation (personne publique ou privée) ou d'une fondation. Nous les examinerons successivement dans ces deux catégories de personnes morales.

1. — Corporations.

Ici la conception théorique de la personne morale n'a qu'une influence secondaire.

Sans doute dans le système de la *fiction*, les membres de la corporation sont des tiers vis-à-vis d'elle, ils ne contribuent pas à sa formation, œuvre exclusive de l'Etat, tandis que dans le système de la *réalité* et de la *propriété collective* et même dans celui des *droits sans sujet* ou du *patrimoine affecté*, ce sont les associés eux-mêmes qui par une affectation de leur patrimoine constituent la personne morale ; mais qu'ils agissent comme bienfaiteurs d'une personne fictive ou comme apporteurs de parts à un patrimoine commun ils ont sur leurs biens *un droit de propriété* qui leur permet d'en disposer comme ils l'entendent, de désigner, en conséquence, les personnes physiques ou morales auxquelles ils veulent les céder à la dissolution de la corporation.

Une seule limitation est apportée à l'exercice de leur

droit, la faculté qu'a l'Etat de contrôler les conditions dans lesquelles se constituent les personnes morales.

2. — *Fondations.*

Il n'y a d'associés dans la fondation que pour les auteurs qui, partisans soit de la théorie de la propriété collective, soit même de la personne réelle, lui donnent comme *substratum* le groupe des bénéficiaires. Pour les autres la fondation est une fiction, recevant son patrimoine d'un donateur avec l'autorisation de l'Etat ou bien une œuvre qui devient elle-même propriétaire.

Mais les bénéficiaires, même pour ceux qui, comme nous, leur donnent la qualité d'associés, ne jouent ici que le rôle de donataires acceptant les conditions et les clauses de la libéralité qui leur est faite. Aucun autre droit sur les biens donnés ne leur est donc accordé à la constitution de la fondation.

Quant au fondateur il agit comme donateur, nous examinerons ses pouvoirs en même temps que ceux des autres bienfaiteurs.

§ 2. — **Droits des associés sur le patrimoine collectif après sa formation.**

La personne morale étant constituée, les droits individuels des associés sur le patrimoine commun disparaissent pour être remplacés par des droits collectifs. Ce sont ces derniers, formant ce qu'on appelle, dans le langage courant, la capacité de la personne morale que nous allons étudier.

L'existence de ces droits dépend étroitement de la conception théorique qu'on se fait de la personnalité mo-

rale. Dans le système que nous avons adopté, quelle sera la conclusion ? Comment les associés exerceront-ils leurs droits ? Quelles limitations leur seront imposées ? Telles sont les questions que nous avons à résoudre et que nous allons examiner successivement.

1. — *Influence des diverses théories de la personnalité morale.*

Les diverses conceptions théoriques de la personne morale ne sont pas sans influence sur la capacité collective des associés.

Dans le système de la fiction, la personne morale étant une création de l'Etat n'a d'autre capacité que celle que ce dernier lui concède. Son incapacité est la règle et sa capacité l'exception. « La personnalité civile, dit M. Tissier, est onduoyante et diverse... si elle varie suivant les personnes morales c'est qu'elles n'ont pas comme les personnes physiques, une capacité naturelle ; elles n'ont qu'une capacité purement artificielle qui leur est octroyée par un acte de l'autorité publique. Dispensatrice souveraine de la personnalité civile la puissance publique la confère aux êtres abstraits dans la mesure *qui lui plait et elle y attache les intérêts juridiques qui lui conviennent*. La capacité des personnes morales diffère essentiellement de celle des personnes physiques, qui existe par elle-même sauf à être limitée sur certains points par des dispositions formelles de la loi, elle n'est rien en dehors de la loi qui l'a créée ; c'est la loi qui fixe son étendue. *Tout droit qui n'a pas été expressément ou implicitement accordé par le législateur aux personnes morales leur fait défaut* (1). » Ainsi donc toutes les

(1) Tissier, *Dons et legs*, n° 263.

fois dans cette théorie que, en autorisant une association, l'Etat n'aura pas donné à cette personne morale un droit quelconque sur ses biens comme le droit d'aliéner ou de donner, ce droit lui sera refusé, et par conséquent les associés qui n'auront pas reçu du Pouvoir le droit de fixer la dévolution de leurs biens à leur dissolution ne pourront l'exercer.

Les autres conceptions théoriques de la personne morale, voire même le système du *patrimoine affecté*, aboutissent au sujet de la capacité collective des associés à un résultat opposé. Qu'elle soit personne réelle, formée de la volonté ou de l'intérêt collectif de ses membres, qu'elle soit l'œuvre, le but, qu'elle soit enfin les associés eux-mêmes agissant collectivement, la personne morale dans ces divers systèmes a la même capacité que les personnes physiques. A l'inverse du principe proclamé par les partisans de la fiction, la capacité est la règle et l'incapacité l'exception, et il faudra une déclaration expresse du législateur pour leur interdire un acte sur leurs biens. Ainsi donc d'après ces théories la personne morale peut faire la dévolution de ses biens à moins que la loi ne le lui défende dans un intérêt public.

2. — *Représentation des associés.*

Pour nous qui avons adopté le système de la *propriété collective*, complété par l'*affectation sociale*, nous devons nous rallier à cette dernière règle et accepter en principe la capacité collective des associés. Mais comment ceux-ci exerceront-ils leurs droits ? Qui exprimera et exécutera leur volonté ?

Nous savons que le régime de la propriété collective a deux effets principaux : d'opérer une séparation de patri-

moins d'abord et d'organiser ensuite la représentation de ce patrimoine séparé, de façon à ce qu'il soit géré comme s'il appartenait à un seul. Ces représentants, véritables mandataires, mais mandataires légaux, se substituent aux associés dans la gestion de leurs biens et les remplacent dans les divers actes de la vie juridique comme le tuteur remplace l'*infans* ou le fou. Collèges ou individus, assemblées ou administrateurs, ce sont eux qui dans la limite de leurs fonctions, fixées par les statuts ou la loi, engagent collectivement les associés : ce sont eux qui par conséquent sont appelés à fixer la dévolution des biens communs en cas de dissolution.

3. — *Limitations apportées à la capacité générale des associés.*

Si la capacité des personnes morales est générale, certaines limitations lui sont apportées par les nécessités de la vie sociale d'une part, les principes mêmes de leur constitution d'autre part et enfin les droits des tiers.

A. — *Droits de l'Etat.*

L'Etat, avons-nous dit, a le devoir de laisser les individus se grouper au gré de leurs désirs, pourvu qu'ils ne poursuivent pas un but illicite ou immoral, mais il a également l'obligation d'empêcher l'accaparement des richesses par une collectivité au détriment des autres, car il entre dans sa mission de veiller à ce que tous ses membres puissent également poursuivre la satisfaction de leurs intérêts. C'est pourquoi il pourra accorder une capacité plus étendue à certains groupements qu'à d'autres. Si donc, comme dit M. Tissier, « la personnalité civile est ondoyante et diverse », ce n'est pas parce que

les personnes morales ont une capacité artificielle, mais parce que l'Etat redoute plus ou moins leur extension.

Dans l'exercice de ce contrôle le pouvoir aura toujours à sa disposition les deux mêmes moyens : bien que l'arbitraire d'un gouvernement soit chose inévitable, le système de la réglementation offrira, comme pour leur formation, plus de garanties aux personnes morales.

B. — *Principe de la spécialité.*

La spécialité est un principe en vertu duquel une personne morale devient incapable au delà du but que ses statuts lui assignent. On dit ordinairement qu'elle découle de la fiction, la personne morale ne pouvant avoir d'autres droits que ceux que l'Etat lui a confiés en la créant. Mais nous allons démontrer aisément que les autres conceptions théoriques de la personne morale aboutissent également à ce résultat, tout au moins celle que nous avons adoptée.

Reprenons l'analyse du phénomène de la personne morale tel que nous le concevons et choisissons pour plus de facilité comme exemple l'association proprement dite.

Plusieurs individus se groupent dans l'intention commune d'employer partie de leurs ressources à un but social, charitable, scientifique ou religieux, et constituent ainsi un ensemble de biens qu'ils conviennent de posséder *collectivement*, régime, nous le savons, qui comporte séparation de patrimoines et représentation de la collectivité par des mandataires légaux.

Quel est le pouvoir de ces derniers ? de faire tous actes conformes au but poursuivi, c'est-à-dire à l'affectation sociale, mais exclusivement ceux-là. Aussi toutes les fois

que les représentants de l'association géreront le patrimoine commun dans un but autre que celui de la convention, ils dépasseront leur mandat, et n'engageront pas les associés. N'est-ce pas l'application de la spécialité (1) ?

C. — *Droits des donateurs sur les biens donnés.*

Tout donateur puise dans son droit de propriété la faculté d'apporter à sa libéralité les conditions ou restrictions qui lui plaisent sous la seule réserve de respecter la règle fondamentale : *Donner et retenir ne vaut*. Seuls les partisans de la *fiction* et du pouvoir absolu de l'Etat sur les personnes morales ont pu, en même temps qu'ils refusaient aux associés une capacité générale, dénier aux donateurs l'exercice même de leur droit de propriété. Pour toute autre conception de la personne morale, le bienfaiteur est libre de limiter sa libéralité (2).

Ainsi un donateur a le droit de stipuler à son profit le retour des biens qu'il donne à une personne morale au cas de dissolution de celle-ci.

Ce droit de retour n'est pas, comme pourraient le soutenir les théories qui voient dans les personnes morales des personnes fictives ou réelles, un droit successoral par application de l'article 747 du Code civil. Il n'est pas davantage la faculté accordée au donateur par l'arti-

(1) Le principe de la spécialité tel que nous le concevons s'oppose aussi à ce qu'une personne morale accepte une libéralité dans un but étranger au sien, ex. : un hôpital recevant un don à charge de construire une école. Dans le système de la *réalité*, M. Michoud reconnaît la validité d'une semblable donation faite au représentant de l'association. Michoud, *op. cit.*, t. II, p. 150.

(2) Voy. la thèse contraire dans Grunebaum-Ballin, *La séparation des Eglises et de l'Etat*, p. 167.

cle 951 du même Code dans le cas de prédécès du donataire et de ses descendants. Les collectivités ne décèdent pas, n'ont pas de succession et ne laissent pas de descendance.

Ce droit de retour n'est que la stipulation d'une condition résolutoire dans une libéralité faite à un groupe d'individus réunis en collectivité, et cette condition est la dissolution du groupe. Elle peut être *expresse* ou *tacite* ; dans ce dernier cas elle rentre dans l'application de l'article 953 du Code civil.

Un donateur peut-il stipuler cette clause de retour au profit de ses héritiers dans une donation faite à une corporation ? ou mieux encore a-t-il le droit de désigner un tiers (personne physique ou morale) pour recevoir le montant de sa libéralité des mains du groupe gratifié à la dissolution de celui-ci ?

Non, a-t-on répondu, une telle disposition est interdite, comme contenant une substitution prohibée par les articles 896 et 951 du Code civil.

Cette thèse a été soutenue à la tribune du Parlement en 1875 lors des débats de la loi concernant l'organisation des établissements d'enseignement supérieur. « Le droit de succession, dit M. Ernest Picard, tel qu'il est établi pour nous tous, l'accorder à une association établie pour l'enseignement supérieur c'est beaucoup... mais permettre à cette association d'introduire dans ses statuts des *stipulations qui seraient nulles dans un contrat entre personnes civiles vous ne le ferez pas...* la loi n'a pas permis au donateur et au testateur *de disposer deux fois de sa fortune, elle ne veut pas que l'ordre successif soit réglé à deux degrés* (1). »

(1) *Débats parlementaires*, Ch. des députés, 1875, séances des 9 et 10 juillet.

Le Conseil d'Etat a émis le 29 mars 1822 un avis semblable : « Les comités réunis, dit-il, auxquels M le Garde des sceaux a renvoyé l'examen d'un rapport à lui transmis par le ministre de l'intérieur ayant pour objet d'établir que l'article 896 du Code civil n'est pas applicable aux établissements ecclésiastiques, *considérant que la loi n'admet en faveur des établissements d'utilité publique aucune exception qui les exempte de la prohibition portée en l'article 896 et que les exceptions ne se présument pas, sont d'avis que le retour en cas de suppression de l'établissement ecclésiastique donataire ne peut être stipulé ni au profit des héritiers du donataire ni au profit d'un autre établissement d'utilité publique mais seulement au profit du donateur* (1). »

Enfin la Cour de cassation a consacré la même opinion dans un arrêt du 12 février 1896 rejetant le pourvoi formé contre une décision de la Cour de Paris du 2 juin 1893. « Attendu, dit cet arrêt, que l'arrêt attaqué déclare qu'après avoir légué en pleine propriété tous ses biens meubles et immeubles, pour les deux tiers à la Société amicale des anciens élèves de l'Ecole centrale et pour l'autre tiers à la Société des ingénieurs civils, les dites sociétés reconnues d'utilité publique, la testatrice a voulu que si, par la suite des temps, l'une ou l'autre de ces deux sociétés venait à disparaître, le legs à elle fait retournât entier à celle qui survivrait ; que de plus, prévoyant le cas où les deux sociétés cesseraient d'exister, elle a ordonné que tous les biens par elle légués seraient mis à la disposition du Conseil municipal de Paris. Qu'il suit de là que d'après la volonté nettement exprimée de

(1) Avis des comités de l'intérieur et de législation du Conseil d'Etat du 29 mars 1822 ; Sirey, *Lois annotées*, tome I^{er}, p. 1074.

la dame Fusco la propriété des biens légués doit reposer successivement, d'abord sur la tête de la Société de l'Ecole centrale et sur celle de la Société des ingénieurs civils, puis sur la tête de celle des deux sociétés qui survivrait à l'autre, enfin sur la tête de la Ville de Paris, de telle sorte que la société survivante et la Ville de Paris, gratifiées en second et en troisième ordre, ne peuvent, si leurs droits viennent à s'ouvrir les tenir qu'indirectement de la testatrice et par l'intermédiaire des gratifiés du premier et du deuxième ordre. *Que la Cour d'appel a considéré à bon droit ces dispositions testamentaires comme entachées de substitution.* Attendu que le pourvoi objecte qu'elles ne créeraient aucun ordre successif entre les personnes civiles qui en seraient les bénéficiaires ; que cette objection n'est pas fondée ; qu'en effet ces dispositions ont un caractère successif nettement déterminé ; qu'elles feraient obstacle à ce que, en cas d'extinction des sociétés gratifiées, les biens à elle légués suivissent le sort du reste de leur patrimoine ; qu'en ce cas les dits biens, au lieu d'être recueillis par l'Etat ou de recevoir, conformément aux statuts, la destination décidée par les associés restants avec l'approbation du gouvernement, seraient transmis à la société survivante, puis à la Ville de Paris en vertu des dispositions testamentaires de la dame Fusco ; que le testament de celle-ci ferait ainsi échec à la transmission normale des dits biens pour les attribuer à la société instituée en second ordre ou à la Ville de Paris instituée en troisième ordre ; — Attendu que le pourvoi soutient en outre que les dispositions litigieuses ne renferment pas l'obligation de conserver et de rendre... (sans intérêt)... *Attenda dès lors qu'en annulant les dispositions litigieuses par application de l'ar-*

ticle 896 du Code civil, l'arrêt attaqué, qui est d'ailleurs, régulièrement motivé n'a ni violé, ni faussement appliqué les articles de loi visés au pourvoi. — Par ces motifs, rejette (1). »

La thèse soutenue par les autorités que nous venons de citer est fondée sur une méconnaissance absolue des idées qui ont inspiré les articles 896 et 951 du Code civil, et en même temps sur une fausse conception théorique de la personne morale.

Aux termes de l'article 896 du Code civil, « toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué ou le légataire sera chargé de conserver et de rendre à un tiers sera nulle même à l'égard du donataire, de l'héritier institué ou du légataire ».

C'est dans notre ancien droit et la réforme révolutionnaire qu'il faut chercher la raison de cette disposition. La substitution fidéicommissaire était autrefois en France le moyen le plus efficace d'assurer dans une famille la perpétuité des titres nobiliaires « en maintenant un patrimoine indivisible, intangible, transmissible indéfiniment à l'héritier du titre (2) ».

L'immobilité des biens fonds créée par cette institution fit naître de nombreux et graves abus : les grevés étaient obligés d'emprunter sur leurs terres dans des conditions désastreuses pour eux ; les tiers se refusaient fréquemment à faire un acte qui risquait d'être anéanti à l'ouverture du droit de l'appelé. La terre était abusivement exploitée par ceux qui ne la détenaient que pour un temps

(1) Req. rej., 12 février 1896, D. 96.1.545 ; Paris, 2 juin 1893, D. 93.2.513.

(2) Planiol, note sous arrêt de la Cour de Paris du 2 juin 1893 précité.

et les créanciers perdaient leurs garanties. L'ancien régime partagé entre le désir de sauvegarder l'intérêt de la noblesse et de réprimer les abus qui compromettaient la situation économique de la terre réduisit les substitutions en les prohibant à certains degrés. La Révolution supprimant l'organisation nobiliaire ne pouvait qu'accentuer cette prohibition : la loi du 14 novembre 1792 interdit toute substitution fidéicommissaire, le Code civil maintient cette prescription. Ainsi donc rétablir la libre circulation des biens, empêcher l'ordre nobiliaire et la puissance féodale de se perpétuer en fait, tel est le double but poursuivi par le législateur dans la rédaction de l'article 896.

L'article 951 du Code civil n'est qu'une application des dispositions que nous venons d'analyser : « Il y a entre ces deux textes, dit M. Geouffre de Lapradelle, une connexité telle qu'il suffit à un acte juridique d'être en dehors du premier pour être également en dehors du second. C'est dans la règle qui prohibe les substitutions que la stipulation du retour puise la source de sa nullité. Dans l'ancien droit les deux théories étaient rattachées. Il en est de même aujourd'hui (1). »

Rappelons d'abord ce que nous avons déjà dit au sujet du retour stipulé par le donateur à son profit, l'article 951 visant spécialement le prédécès du donataire ne peut s'appliquer aux personnes morales qui ne décèdent pas.

(1) Geouffre de Lapradelle, *op. cit.*, p. 320. — Certains auteurs ne voient pas dans la violation de l'article 951 une simple application de la substitution prohibée et se refusent à déclarer nulle pour le tout la disposition contenant une stipulation de retour illicite. Mais si les deux prescriptions diffèrent dans leurs effets, elles n'en proviennent pas moins de la même cause. — Voyez Planiol, *Droit civil*, t. III, p. 608.

Il faut donc l'écarter, et contentons-nous de rechercher si l'article 896 vise les libéralités faites aux collectivités.

Admettons, par hypothèse, que la personne morale soit une personne réelle ou fictive, et qu'on puisse par analogie lui appliquer les règles de succession des personnes physiques compatibles avec sa nature, les raisons qui ont inspiré le texte en question sont-elles justifiées ?

Aucunement : *rétablir la circulation des biens mis en péril par les substitutions*, mais par sa seule constitution la personne morale laisse indéfiniment entre les mêmes mains les biens qui constituent son patrimoine. La substitution qui accompagnera une libéralité n'ajoutera donc rien à l'immobilité du bien donné : et même, si elle appelle à la dissolution de la personne morale une personne physique, loin de nuire à la libre circulation des biens, elle y fera rentrer l'objet donné. *Empêcher la puissance féodale de se perpétuer par la transmission des titres nobiliaires*, il n'est pas besoin de commentaire pour démontrer que les personnes morales n'ont rien de commun avec le maintien des titres nobiliaires et la sauvegarde des principes féodaux. L'esprit de l'article 896 du Code civil ne s'applique donc pas aux personnes morales (1).

Mais nous allons plus loin et nous soutenons que les libéralités faites à une personne morale à charge par celle-ci de transmettre à un tiers les biens donnés en cas de dissolution ne répondent pas aux conditions essentielles de la substitution prohibée.

Il n'y a substitution prohibée, déclare-t-on dans la doctrine et dans la jurisprudence, que si « deux libéra-

(1) Voyez la note de M. Planiol, précité, sous l'arrêt de la Cour de Paris du 2 juin 1893.

lités distinctes faites successivement à deux personnes différentes réunissent les trois conditions suivantes : 1° l'existence d'un délai retardant l'effet de la seconde libéralité ; 2° la charge de conserver et de rendre imposée au premier gratifié ; 3° *l'ouverture du droit des appelés par la mort du grevé ou l'ordre successif* » (1).

Or dans notre conception théorique de la personne morale, les libéralités sont faites non à une personne fictive ou à une personne collective réelle, mais aux associés eux-mêmes.

Dès lors, pour qu'il y ait substitution prohibée, il faudrait que l'ouverture du droit de l'appelé fût fixée au décès des associés donataires et non à la dissolution de l'association, événement qui ne dépend nullement de la vie ou de la mort des associés. La charge de conserver et de rendre sera d'ailleurs rarement imposée par le donateur, car c'est très exceptionnellement que celui-ci empêchera une association de disposer des biens que par ailleurs il lui donne.

C'est donc à tort, selon nous, qu'on oppose les règles du droit des successions aux affectations successives que certains bienfaiteurs croient devoir ajouter à leurs donations pour en assurer l'exécution.

Ces règles s'appliquent également aux corporations et aux fondations, mais leurs effets sont modifiés par le caractère de chacune de ces collectivités.

Le droit de l'Etat notamment s'exerce avec plus de rigueur sur les fondations, dont la nature passive et perpétuelle exige à la fois une protection plus étendue et une surveillance plus étroite que la corporation.

(1) Planiol, *Droit civil*, t. III, p. 831.

L'affectation sociale du patrimoine d'une fondation est fixée par le fondateur d'une façon définitive. Quelque large qu'elle soit, elle n'est donc jamais susceptible que d'une évolution restreinte. De plus, elle s'impose aux bénéficiaires avec tout le poids d'une charge affectant une libéralité au point d'en entraîner la révocation au cas d'inexécution. Dans la corporation, au contraire, le pacte social prévoit toujours la modification des statuts. Les associés peuvent en outre dissoudre la première association et la remplacer par une autre. Les effets du principe de la spécialité sont donc plus rigoureux dans la fondation que dans la corporation.

En un mot, les bénéficiaires d'une fondation n'ont d'autres droits sur leur patrimoine que ceux des associés d'une corporation sur les biens qui proviennent d'une donation.

A ces droits différents, suivant qu'on les observe avant ou après la formation de l'association, correspondent deux modes de dévolution différents, la dévolution par les statuts et la dévolution par les représentants des associés.

Nous allons les étudier.

CHAPITRE II

MODES DE DÉVOLUTION VOLONTAIRE.

§ 1. — Dévolution statutaire. — Caractères. — Personnes de droit public. — Corporations privées. — Fondations.

§ 2. — Dévolution par les représentants de la personne morale. — Personnes de droit public. — Corporations privées. — Fondations.

§ 1. — Dévolution statutaire.

Les statuts d'une association — au sens large du mot — règlent les rapports des associés entre eux et des associés avec les tiers en vue de l'emploi au but poursuivi du patrimoine commun.

C'est l'acte constitutif de la personne morale.

La dévolution statutaire est la transmission à terme des biens de la personne morale faite par les associés au moment de la formation du patrimoine collectif. Elle contribue à déterminer l'affectation sociale et ainsi à fixer la spécialité de l'association.

Suivons ce mode de dévolution volontaire dans les diverses catégories de personnes morales.

1. — *Personnes de droit public.*

L'Etat, comme les autres personnes morales, a ses statuts qui sont les lois constitutionnelles : si, en théorie pure, on peut reconnaître à l'Etat le droit de désigner, en se constituant, la puissance à laquelle son territoire se-

rait annexé au cas de dissolution, une telle clause est trop peu vraisemblable en fait pour que nous nous y arrêtions.

Elle ne serait pas pratiquement impossible dans la formation d'un département, d'une commune : la loi qui les crée pourrait prévoir au cas de suppression la transmission du territoire à tel autre département ou à telle commune.

Une clause de dévolution serait enfin fort admissible dans le décret autorisant la formation d'un syndicat de communes, ou dans la loi créant un établissement public.

2. — *Corporations privées.*

La dévolution statutaire des biens dans une corporation privée, modifiant la destination de son patrimoine, contribue nécessairement à la détermination de son but, et des règles auxquelles sa gestion sera soumise. Voici, par exemple, une association poursuivant une œuvre scientifique ou charitable, qui stipule dans ses statuts que les biens existant à la dissolution seront partagés entre les membres présents : cette association prend un but égoïste qui la classe dans la catégorie des tontines. Au contraire, une société de sports ou d'agrément transmet par ses statuts son patrimoine à une association qui poursuit le développement des exercices physiques ou du goût artistique, elle devient altruiste. Enfin, supposons qu'une société commerciale désigne, pour recueillir son patrimoine à sa dissolution, une œuvre philanthropique, restera-t-elle société ? Nous ne le croyons pas, car, renonçant à la reprise de leurs apports, ses membres ne peuvent prétendre poursuivre la réalisation d'un bénéfice.

Mais prenons le cas plus fréquent où la dévolution

statutaire désigne une personne morale de même nature que la première. L'affectation sociale des biens comprendra les deux personnes morales et la donation pure et simple faite à la première s'adressera également à la seconde. Le bienfaiteur qui voudrait ne gratifier que le premier de ces deux groupes devra stipuler *expressément* soit le retour des biens à son profit, soit leur dévolution à un tiers au cas de dissolution du groupe donataire. Sinon il est présumé avoir donné à sa libéralité la destination des autres biens sociaux.

La dévolution statutaire peut jouer dans la gestion des corporations un rôle utile en donnant à l'œuvre une durée plus longue; mais elle a l'inconvénient de fixer sa destinée et de gêner peut-être ainsi son évolution.

3. — *Fondations.*

Les statuts d'une fondation sont l'*annexe d'un acte de donation* ; ils contiennent les conditions auxquelles le fondateur, autorisé par l'Etat, soumet l'acceptation de la libéralité qu'il fait à une catégorie d'individus.

La dévolution statutaire du patrimoine n'est que l'une de ces conditions imposées aux bénéficiaires ou associés, dans la transmission des biens ; ses formes sont variées, le fondateur pouvant, comme tout donateur, user de différents moyens pour assurer la transmission du patrimoine qu'il abandonne, au cas de dissolution du groupe donataire.

La dévolution statutaire peut se réaliser dans la stipulation d'un droit de retour au profit du fondateur ou de ses héritiers à la dissolution du groupe gratifié, dans la transmission des biens donnés à une autre personne morale au cas où la première disparaîtrait, en un mot elle

est libre sous les seules restrictions du droit commun et de l'autorisation de l'Etat, élément essentiel de sa constitution.

Il a donc été dit avec raison : « On doit admettre, en principe et sauf exception motivée, que la charte constitutive d'une personne morale peut régler le sort de ses biens en cas de dissolution ; et cette règle doit être appliquée tant aux statuts d'une corporation qu'à l'acte qui donne naissance à une fondation. Elle n'est qu'un corollaire du droit de propriété, qui comprend pour le propriétaire, le droit de céder ses biens à qui bon lui semble (1). »

**§ 2. — Dévolution par décision des représentants
de la personne morale.**

La dévolution des biens faite par les représentants de la personne morale, est la transmission du patrimoine commun par les associés en vertu de leur capacité collective. Elle sera donc admise en principe ou refusée suivant qu'on adoptera, sur la nature juridique de la personne morale, un système reconnaissant aux associés ou leur refusant une capacité générale.

Pour nous qui acceptons la théorie de la propriété collective avec affectation sociale, nous devons admettre pour les associés le droit de faire cette dévolution, sous les seules restrictions que nous avons énumérées : c'est-à-dire le droit de l'Etat, le droit des tiers donateurs, le principe de la spécialité.

Cette dévolution n'a d'ailleurs aucun rapport avec le

(1) Michoud, *Année administrative*, 1903, p. 7.

droit de tester ; le testament est un acte, dont l'exécution est subordonnée au décès de son auteur, la dévolution des biens d'une personne morale est une donation entre vifs soumise à l'accomplissement d'un fait déterminé : la dissolution du groupe des donateurs.

Suivons également ce mode de dévolution chez les diverses personnes morales.

1. — *Personnes de droit public.*

Un Etat décidant son annexion à une autre puissance transmet à celle-ci son patrimoine. Il use ainsi de son droit de propriétaire ; ce mode de dévolution ne se rencontre pas dans les groupes territoriaux inférieurs à l'Etat ni dans les établissements publics.

Nous savons en effet que subdivisions de l'Etat, ils sont pour leur formation, comme pour leur dissolution, soumis la plupart du temps à la volonté de celui-ci, qui règle en même temps la dévolution de leurs biens.

2. — *Corporations privées.*

Dans les corporations privées l'assemblée générale, représentant les associés, a, d'après les principes que nous avons admis, le droit de fixer la dévolution des biens alors même que les statuts ne le lui donneraient pas expressément.

Nous savons que le principe de la spécialité y est très souvent atténué par la possibilité d'apporter aux statuts primitifs une modification, à la seule condition de se conformer à certaines formalités de garantie. C'est là une liberté précieuse pour l'assemblée générale qui peut ainsi faire évoluer l'association ou la société suivant les événements.

Quelle est l'étendue de cette liberté accordée à l'assemblée générale par les statuts et quels en sont les effets ?

Faut-il reconnaître aux représentants d'une corporation le pouvoir de lui donner par une simple modification de statuts un but diamétralement opposé à celui qui avait été primitivement fixé. Assurément non, ce serait contraire à la première convention intervenue entre les associés, modification de statuts signifie transformation des statuts primitifs et non pas substitution de nouveaux statuts aux anciens. Si donc une assemblée générale sous forme de modification aux statuts fixait la dévolution de ses biens dans un esprit tout autre que celui de son but primitif, elle violerait la loi de la spécialité et n'engagerait pas l'association : pour qu'une pareille décision fût valable, il faudrait qu'elle ait été prise par tous les membres et à l'unanimité. Ainsi une société proprement dite ne pourrait pas régler la dévolution de ses biens comme une association à but désintéressé même sous forme de modification de statuts : ce mode, au contraire, lui permettrait d'affecter les biens à une autre société de gains. L'attribution de biens faite par une corporation avec la garantie des formalités exigées pour les modifications de statuts devient une dévolution statutaire et en suit les règles.

Les effets de cette faculté accordée à l'assemblée générale sont faciles à concevoir ; l'affectation sociale, c'est à-dire l'application collective des biens au but choisi, comprend virtuellement le but modifié ; dès lors la donation pure et simple faite avant la modification des statuts, suit le groupe donataire dans sa nouvelle affectation. Le donateur qui voudrait réserver sa libéralité au premier but, devrait stipuler expressément son droit de retour au cas de modification des statuts : dans le cas contraire, il

serait présumé avoir accepté d'avance l'affectation générale.

3. — *Fondations.*

En principe, les bénéficiaires d'une fondation agissant par leurs représentants, les administrateurs, auraient le droit de fixer la dévolution du patrimoine collectif au moment de sa dissolution, puisque nous avons admis leur capacité; mais les restrictions apportées à leur liberté d'action par la volonté du fondateur sont, en général, telles qu'elles ne leur laissent pas cette faculté; et cette interdiction des statuts ne doit pas nécessairement être expressément formulée, elle peut résulter tacitement soit de l'esprit de la donation, soit de l'ensemble des pouvoirs donnés aux administrateurs.

En fait, les fondations actuelles refusent toutes cette faculté aux administrateurs. Cette rigueur expliquée par la faveur dont jouit encore aujourd'hui le système de la fiction, devrait disparaître. Il appartiendrait à l'Etat, en autorisant une fondation, d'exiger une plus grande liberté pour les associés ou leurs représentants.

A ce point de vue le projet de M. Saleilles sur la législation de la fondation n'apporterait point d'amélioration. Seul le tribunal, à la demande de la commission de surveillance, pourrait, en prononçant la suppression de la fondation, fixer la dévolution du patrimoine selon les prescriptions du législateur (1).

Il semble cependant que le mouvement d'idées qui veut rendre, avec raison, la fondation plus vivante en lui permettant d'être transformée à un moment donné s'il

(1) *Bulletin de la Société des Etudes législatives*, 1908 art. 16 et suiv. du projet Saleilles.

est nécessaire, devrait compléter la réforme en rapprochant la fondation de la corporation dans ses pouvoirs de dévolution. La limite imposée aux administrateurs par le principe de la spécialité serait pour le fondateur et l'Etat une **garantie** suffisante, et les administrateurs mieux que les tribunaux sauraient choisir l'œuvre similaire, chargée de recevoir le **patrimoine** de la fondation dissoute.

Comme la dévolution statutaire, la **dévolution** par les représentants de la collectivité assure à la **volonté** des premiers associés ou à celle du fondateur, une certaine **continuité** : mais fixée au moment où la personne morale est dissoute, elle a sur la première cette supériorité de mieux s'adapter aux circonstances présentes en suivant l'intérêt actuel de l'œuvre poursuivie.

A la dévolution d'un patrimoine succède sa liquidation : recherchons les règles qui gouvernent le choix du liquidateur et la répartition des biens ; ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE III

LIQUIDATION.

§ 1. — Nomination des liquidateurs.

§ 2. — Fonctions des liquidateurs.

Formation de la masse à partager.

Attribution des biens.

Contrôle du travail liquidatif.

§ 1. — Nomination des liquidateurs.

A la dissolution d'une association au sens général du mot, divers intérêts se trouvent en présence, ceux des associés d'abord, ceux des tiers donateurs ensuite ou de leurs héritiers, enfin ceux de l'Etat.

Au cas de dévolution volontaire les associés doivent assurer l'exécution de leur décision, les donateurs ou leurs héritiers veiller au respect de leur volonté, l'Etat doit vérifier l'application des lois. Quelle sera de ces intérêts en présence celui qui prévaudra dans la désignation du liquidateur ?

Ce droit, selon nous, revient en premier lieu aux associés qui, en disposant de leurs biens, doivent avoir la faculté de désigner l'agent qui procédera à la dévolution, à moins que celui-ci leur ait été imposé par un donateur, comme cela peut se produire dans les fondations.

Si les associés n'ont pas pris ce soin] ou n'ont pu le prendre, c'est à l'Etat qu'il appartient d'y suppléer.

Qui peut être nommé liquidateur d'un patrimoine collectif ? Toute personne en principe, mais la personne morale elle-même, par l'intermédiaire de ses représentants (assemblée ou administrateur), est la première indiquée. A cette même question M. de Vareilles-Sommières répond : « Ce sont les associés, car, d'une part, ils sont propriétaires et, d'autre part, ils savent mieux que tout autre quelles étaient les vues des fondateurs de l'association, quels étaient son esprit et ses traditions et, par suite, quel successeur il convient de lui donner (1). »

Le mandat dont sont investis les représentants légaux des associés peut être prolongé par la loi ou l'acte administratif autorisant l'association, jusqu'à la fin de la liquidation. « D'ordinaire les nécessités de cette liquidation, dit M. Michoud, entraînent une sorte de survie de la personnalité morale dans la mesure nécessaire à son accomplissement ; on continuera, par exemple, pendant cette période, à maintenir la séparation entre le patrimoine de la personne morale et celui de ses membres, puisqu'il s'agit précisément de liquider le premier de ces patrimoines et que, pour cela, la première condition est de lui maintenir son autonomie (2). » Bien que trahissant par certaines expressions la conception théorique d'une personne morale réelle, ces lignes expliquent très nettement notre propre pensée, et nous pouvons nous en approprier l'esprit.

C'est seulement dans le cas d'une contestation, soulevée par une des parties en cause, ou d'une négligence certaine des représentants de la personne morale, ou bien encore de la disparition de tous les membres d'une

(1) Vareilles-Sommières, *Les personnes morales*, p. 439.

(2) Michoud, *op. cit.*, t. II, p. 468.

association, qu'un liquidateur étranger, nommé en justice, s'impose. On sait, en effet, les frais qu'entraîne nécessairement la gestion d'un tiers, qui, par sa seule qualité d'étranger à l'association, est moins intéressé aux économies d'une sage administration que les associés eux-mêmes ou leurs représentants directs.

L'utilité d'un liquidateur judiciaire dans tous les cas a été soutenue. « Comme les intérêts en jeu, dit M. de Vareilles-Sommières, ne sont pas seulement ceux des associés actuels, mais aussi ceux des anciens associés et des donateurs et encore ceux du public, *un liquidateur judiciaire doit être nommé...* (1). » Les intérêts des anciens associés qui, ayant donné à leurs co-associés leur part, ne sont que des donateurs, les intérêts des donateurs proprement dits, ceux du public sont aussi bien sauvegardés lorsque le liquidateur est le représentant de la personne morale que s'il est un tiers désigné en justice. En effet, les associés, les donateurs ou leurs héritiers, le ministère public représentant l'Etat peuvent surveiller les opérations du liquidateur que le législateur doit astreindre pour cela à la plus grande publicité. Tant que ces opérations ne sont l'objet d'aucune critique, pourquoi recourir à un étranger ? Au contraire, si le liquidateur ne donne point satisfaction aux intéressés, il devient juste de le remplacer et pour éviter tout conflit de demander au tribunal de désigner un tiers. C'est pour

(1) Ce liquidateur, d'après l'auteur, *op. cit.*, p. 440, paraît être plutôt un administrateur : « il fait l'inventaire, il détermine exactement le patrimoine social, il l'administre », car ce sont les associés qui transfèrent la propriété des biens, qui font la licitation. Nous ne voyons pas l'utilité de cette dualité de personnes pour des fonctions qui n'en font qu'une.

nous le seul cas où le choix d'un liquidateur étranger aux associés soit nécessaire.

En résumé, la nomination du liquidateur appartient, en cas de dévolution volontaire aux associés dans la mesure où le droit de dévolution leur est accordé. Elle revient à l'Etat lorsque les associés n'ont pas usé ou n'ont pu user de leur droit. Ce sont les représentants légaux de la personne morale qui doivent en principe procéder à sa liquidation, un tiers ne devant être désigné qu'en cas de conflit entre les parties intéressées ; si cette circonstance se produit, le liquidateur doit être désigné en justice.

§ 2. — Fonctions du liquidateur.

1. — *Formation de la masse à partager.*

Toute liquidation de biens suppose un passif et un actif, et la première fonction d'un liquidateur après avoir, par un inventaire, déterminé l'ensemble des biens sociaux, est de procéder au règlement du passif.

A. — *Modes de procéder.*

Deux systèmes s'offrent à lui : il peut répartir les biens suivant leur destination, laissant à la charge des bénéficiaires le paiement des dettes afférentes à la part qu'ils reçoivent, il peut au contraire prélever sur les biens les dettes collectives, les régler et remettre aux destinataires l'actif net du patrimoine qui leur est dévolu.

Ce second système est, selon nous, préférable au premier, il se justifie mieux en théorie et se concilie plus facilement avec les nécessités de la pratique.

En quelle qualité, en effet, les bénéficiaires d'une dévolution de biens collectifs reçoivent-ils leur part ? Les

auteurs qui voient dans la personne morale non point seulement une forme de la propriété, mais un sujet de droit fictif ou réel, sont amenés logiquement à assimiler la dévolution du patrimoine d'une association dissoute à la succession d'une personne décédée.

Dès lors les destinataires de la dévolution des biens sont des héritiers : ils peuvent venir à titre universel recueillir le patrimoine de leur auteur et, dans ce cas, ils sont tenus des dettes contractées par ce dernier parce qu'ils succèdent à sa personne et à ses biens ; s'ils ne reçoivent qu'un immeuble ou un meuble déterminé, ils viennent à titre particulier à la succession de la personne morale et ne sont plus tenus que des dettes grevant d'un droit de suite le bien donné.

Pour nous qui repoussons ces théories sur la nature juridique de la personne morale, qui considérons les associés comme propriétaires du patrimoine collectif, et la dévolution qu'ils font de celui-ci comme une donation, les bénéficiaires de cette dévolution ne sont que des donataires.

Or les donataires ne sont jamais acquéreurs qu'à titre particulier, seules les transmissions par décès peuvent, dans notre droit, constituer des acquisitions à titre universel parce que seules elles entraînent succession à la personne ; dès lors les donataires même recevant la totalité des biens du donateur ne sont jamais, à moins d'une stipulation spéciale, tenus des dettes de celui-ci, dettes chirographaires bien entendu (1).

Le premier système proposé ne se justifie donc pas en théorie. Il n'en est pas de même du second. La dévolu-

(1) Planiol, *Droit civil*, t. III, p. 597.

tion volontaire est une donation des biens collectifs existant au moment de la dissolution de la personne morale. Or à ce moment les associés ne peuvent donner aux tiers que ce qu'ils ont, c'est-à-dire le patrimoine social sous déduction des dettes ; *nemo liberalis nisi liberatus*.

Si le second système est préférable au premier en théorie, il l'est aussi en pratique. Il ne serait pas aisé de répartir les dettes chirographaires entre les divers éléments du patrimoine social, les créanciers qui avaient pour gage l'ensemble des biens pourraient être frustrés dans cette répartition, car ils peuvent trouver chez le nouveau propriétaire des biens moins de solvabilité que chez la personne morale.

Nous avons donc de multiples raisons de préférer pour le règlement du passif social le second système au premier : juridiquement et pratiquement c'est le seul mode de procéder admissible.

B. — *Biens sur lesquels doit être prélevé le paiement du passif.*

Les biens composant un patrimoine collectif au moment de sa dissolution peuvent avoir une triple origine : les uns sont les apports des associés présents, les autres les apports des associés anciens, que ceux-ci ont abandonnés aux premiers à charge par eux de les affecter au but social, d'autres enfin représentent les dons et legs des bienfaiteurs. Tous ces biens, du jour où la propriété en est transférée aux associés, deviennent le gage des créanciers sociaux ; cependant certains d'entre eux peuvent n'être entrés dans le patrimoine social que sous certaines réserves qui, le cas échéant, peuvent, au moment de la dissolution, les retrancher du patrimoine social et par con-

séquent les soustraire à l'action des créanciers. Il en est ainsi spécialement quand un donateur a stipulé à son profit un droit de retour exprès ou tacite.

La résolution d'une donation, qu'elle provienne d'une clause expresse ou tacite, rétroagit nécessairement au jour du contrat (art. 954, C. civ.). Les parties sont censées n'avoir jamais traité, le donateur reprend donc ses biens libres de toutes charges et les soustrait à l'action des créanciers de la personne morale donataire.

La résolution est-elle toujours totale? N'y a-t-il pas des cas où l'inexécution des charges n'étant pas complète, la résolution n'est que partielle?

Quand le donateur a stipulé expressément à son profit le retour des biens, l'exécution partielle de la charge imposée ne fait pas obstacle à la résolution totale. En insérant pareille clause dans la donation, le promettant a entendu déclarer qu'il ne donnait son consentement à l'acte qu'en vue de la charge imposée. Celle-ci n'étant plus ou ne pouvant plus être exécutée, il est juste de considérer la libéralité comme non avenue et de rendre au donateur son bien dans l'état où il était au moment du contrat.

Mais si la clause résolutoire est tacite et ne résulte que de la mention de la charge imposée, l'intention du donateur peut être moins formelle; il appartiendra aux tribunaux de décider si l'exécution partielle faite par le donataire entraînera ou non la résolution de la donation. Dans le cas de la négative, les biens donnés resteront aux mains de la personne morale, qui devra seulement au donateur une indemnité arbitrée par les juges (1), ils seront donc,

(1) C'est l'opinion de la Cour de cassation (Cass. civ., 14 août 1891, D. 91.1.329).

comme les autres, le gage commun de ses créanciers et le donateur viendra en concurrence avec ces derniers se faire payer sur eux ses dommages-intérêts.

En résumé les biens grevés d'une clause de retour expresse au profit du donateur échappent à l'action des créanciers de la collectivité ; si la clause de retour est tacite, ils peuvent être, au cas d'exécution partielle, maintenus dans le patrimoine social et servir au paiement des dettes sociales (1).

2. — *Attribution des biens.*

Les liquidateurs, le passif réglé, auront à répartir l'actif selon la dévolution des associés. Si ces derniers ont déterminé le destinataire la transmission lui sera faite purement et simplement selon les règles qui lui sont propres (2). Si le groupe dissous s'est contenté dans sa dévolution d'indiquer le but auquel il veut voir affecter ses biens, il reviendra aux liquidateurs de choisir la personne morale qui réalisera le mieux l'intention des donateurs. Enfin, dans le cas où le destinataire n'existerait pas (association dissoute), ou serait incapable de recevoir à titre gratuit (association ordinaire de la loi de 1901), les liquidateurs devront, s'ils sont amiables, substituer la dévolution légale à la dévolution volontaire et

(1) Quand la donation faite aux associés est pure et simple, elle est toujours accompagnée d'une charge, mais celle-ci se confond avec l'affectation sociale. En cas de dévolution volontaire régulière, il ne peut être question pour elle de résolution puisque l'affectation sociale est respectée ; en cas de dévolution irrégulière, les parties intéressées ont des moyens d'intervention que nous étudierons plus loin.

(2) Dans le cas où la dévolution sera faite à une fondation ou à une association reconnue d'utilité publique, elle devra pour être valablement acceptée recevoir l'approbation de l'Etat.

la faire prononcer par justice s'ils ont été nommés judiciairement.

Dans le cas où la dévolution n'est pas régulière, il appartiendra aux parties intéressées de la déférer à la justice.

3. — *Contrôle du travail liquidatif.*

Le législateur devra faciliter le contrôle du travail des liquidateurs à toutes parties intéressées, c'est-à-dire aux associés, agissant en leur nom individuel, aux donateurs (donateurs proprement dits et anciens associés) ou leurs héritiers, au destinataire de la dévolution, enfin à l'Etat.

Les associés, d'une part, sont à la dissolution individuellement propriétaires de leurs apports ; s'ils les donnent à des tiers, il est juste qu'ils puissent en surveiller l'attribution.

D'autre part, les bienfaiteurs de la personne morale, et les anciens associés sont intéressés à ce que leurs libéralités suivent la destination qu'ils lui ont assignée. Un droit d'intervention doit leur être accordé pour demander l'annulation de toute attribution faite contrairement à leur volonté ou pour mettre en demeure les liquidateurs trop négligents de remplir leur mission.

D'autre part, encore, le destinataire de la dévolution puise dans son titre le droit de réclamer aux liquidateurs l'exécution de la donation dont il est bénéficiaire. Donataire direct des associés, il pourra, du jour où il aura accepté la libéralité, en demander la délivrance. Donataire en second d'un bienfaiteur de la personne morale ou d'un ancien associé, il trouvera dans les règles de la stipulation pour autrui une protection suffisante de son droit.

Enfin, si les associés, les donateurs, les donataires res-

tent inactifs, l'Etat devra agir toutes les fois que l'intérêt général sera en jeu. Le législateur organiserait à ce sujet une procédure que nous étudierons plus loin dans la dévolution légale.

Quand les dévolutions critiquées seront annulées par les tribunaux pour une raison quelconque : soit qu'elles violent l'affectation sociale, soit qu'elles se conforment mal à la volonté des donateurs, les juges prononceront la dévolution légale.

Mais que décideront-ils en présence d'une dévolution affectée d'une condition illicite ou impossible ?

Aux termes de l'article 900 du Code civil, toute condition illicite ou impossible opposée à une donation doit être réputée non écrite. Si l'on s'en tenait à ce principe, la dévolution subsisterait, seule serait annulée la condition illicite ou impossible. Mais il y a des cas où de semblables solutions sont certainement contraires à la volonté du donateur : il en est ainsi notamment quand la condition est la cause impulsive et déterminante de la donation. Voici par exemple un bienfaiteur qui a chargé la personne morale qu'il gratifiait de remettre à sa dissolution sa libéralité à une association, mais à la condition que celle-ci entretienne une école congréganiste. Si la condition est purement et simplement effacée, l'association donataire va jouir d'un bien sans pouvoir l'affecter au but choisi par le donateur, but qui a évidemment été le mobile de sa libéralité.

Pour concilier la loi et l'équité, la jurisprudence qui n'a pas les mêmes raisons que le droit intermédiaire de maintenir rigoureusement l'application de l'article 900, a décidé que dans un cas semblable, la donation était résolue, et cela pour deux raisons : la première est qu'une

pareille libéralité contient une charge qui lui permet, en cas d'inexécution, de bénéficier des articles 953 et 954 du Code civil, la seconde est que cette libéralité avait une cause illicite et devait en conséquence, aux termes de l'article 1131 du Code civil, être dépourvue d'effet. En pratique ces deux raisons n'en font qu'une, car si une condition apposée à une donation en est la cause impulsive et déterminante, elle constitue une charge imposée au donataire.

Les juges auront donc à rechercher quand une dévolution affectée de condition illicite leur sera déférée, si cette condition a été la cause déterminante de la donation : l'affirmative les conduira à la résolution, la négative au maintien de la libéralité entre les mains du bénéficiaire.

Nous avons ainsi terminé l'examen des règles qui, selon nous, gouvernent, au point de vue rationnel, la dévolution volontaire des biens d'une personne morale.

Simple manifestation du droit de propriété reconnu aux associés sur le patrimoine commun, la dévolution volontaire doit, dans notre théorie, primer la dévolution légale dont nous étudierons plus loin les effets, et le législateur d'abord, les juges ensuite devront la faciliter.

Le principe posé, nous allons maintenant en chercher l'application dans le droit positif étranger et français et formuler les réformes que nous voudrions voir opérer dans nos textes.

CHAPITRE IV

LE DROIT POSITIF.

§ 1. — La législation étrangère.

La dévolution statutaire et la dévolution des représentants.

§ 2. — Le droit positif français.

La dévolution statutaire et la dévolution des représentants.

§ 3. — Critique de la législation française.

§ 1. — Législation étrangère.

A l'étranger, comme en France, le législateur s'est presque toujours contenté de régler la dévolution des patrimoines collectifs dans des lois spéciales, ne visant qu'une catégorie de personnes morales. Seules trois législations, le Code civil allemand, le Code fédéral suisse, et le Code espagnol ont cru devoir prendre des dispositions générales sur les personnes morales.

Pas plus à l'étranger qu'en France la loi n'a pris parti dans le conflit des théories expliquant la nature juridique de la personnalité morale.

Nous allons suivre successivement dans les principales lois étrangères la dévolution volontaire.

1. — *La dévolution statutaire dans la législation étrangère.*

A. — *Allemagne.*

L'article 45 du Code civil allemand est ainsi conçu :

« Au cas de dissolution de l'association ou de retrait de sa capacité, le patrimoine appartenant à l'association est dévolu *aux personnes qui se trouveront désignées dans les statuts*. Il peut être prescrit par les statuts que cette désignation sera faite par décision de l'assemblée générale. »

« Il n'a jamais fait doute, dit M. Saleilles dans un article (1), que les statuts puissent désigner par avance les attributions des biens de l'association au cas de dissolution. On s'était demandé si, par cette désignation dans les statuts, il ne fallait entendre qu'une désignation initiale et non celle qui eût été introduite après coups par modification statutaire... Mais on considère que du moment que l'association peut, en vertu de l'autonomie qui lui est propre, modifier même son but initial, de même peut-elle changer l'attribution de son patrimoine.

Nous avons vu en effet que la dévolution faite par les associés d'une corporation sous la forme de modification apportée aux statuts était une véritable dévolution statutaire, mais il ne faut pas oublier que la modification des statuts n'est pas sans limite, et qu'elle doit se rattacher étroitement par son caractère aux statuts primitifs.

Le Code civil allemand admet donc la dévolution statutaire directe quand les statuts en désignent eux-mêmes la destination, indirecte quand les statuts chargent l'assemblée générale de l'association de faire cette désignation.

En Bavière et en Saxe, nous rencontrons des disposi-

(1) Saleilles, *Les personnes juridiques dans le Code civil allemand*, *Revue de droit public*, tomes XV et XVI.

tions analogues : l'actif social est partagé entre les membres de l'association, *à moins qu'il n'y ait une prescription contraire contenue dans les statuts* (1).

B. — Suisse.

Le Code fédéral suisse donne également, dans son article 816, la priorité à la dévolution statutaire. Alors même que la dissolution d'une association est prononcée par l'Etat comme en cas de but illicite ou immoral le juge n'a le droit de déterminer l'emploi de l'actif que « si les statuts n'en disposent pas autrement » (2).

C. — Espagne.

Le Code civil espagnol a consacré quatre articles du chapitre II du titre II à l'étude des personnes morales, *las personas jurídicas*. « Lorsqu'une association cesse de fonctionner, on doit, dit l'article 39, donner aux biens la destination que les lois, *statuts* et clauses fondamentales des libéralités ont indiquée dans cette prévision. »

D. — Belgique.

La loi de 1894 *sur les sociétés mutualistes* ne semble pas prévoir très nettement une dévolution statutaire. Cependant, après avoir réglé le sort des biens donnés, le texte ajoute que le surplus de l'actif est réparti entre les membres de la société dans les proportions déterminées par les statuts.

La loi 1898 *sur les Unions professionnelles* ne reproduit pas cette distinction entre les biens provenant de libéralités et le reste de l'actif social ; mais la liquidation

(1) Adenis, *op. cit.*, p. 123.

(2) Code fédéral des obligations, titre XVIII.

terminée, le solde est attribué à une œuvre similaire ou connexe désignée par les statuts, à la seule condition que cette affectation soit reconnue conforme à la loi.

E. — *Italie.*

Il est fréquent de rencontrer dans les statuts approuvés par l'Etat, des clauses qui prévoient, au cas de dissolution de l'association, l'attribution du patrimoine de celle-ci à une institution analogue.

En résumé la dévolution statutaire est à peu près universellement admise dans les législations étrangères.

2. — *La dévolution des représentants dans la législation étrangère.*

A. — *Allemagne.*

Le Code civil allemand déclare, dans l'article 45 dont nous avons cité plus haut les premières lignes : « Si l'association n'a pas pour but des opérations économiques (c'est-à-dire les associations à but non lucratif), l'assemblée des associés peut même, sans prescription statutaire, attribuer le patrimoine à une fondation ou institution publique.

B. — *Suisse.*

La même disposition se trouve dans le Code fédéral suisse, « l'assemblée générale peut décider à la majorité que l'actif ne sera pas partagé entre les sociétaires, mais qu'il sera remis à un établissement public reconnu du canton ou de la Confédération, poursuivant le même but ou un but analogue (art. 716). »

Ces deux textes des Codes allemand et suisse semblent bien admettre pour les associés l'obligation de l'af-

fection sociale, puisqu'ils ne les autorisent à faire la dévolution de leurs biens qu'au profit d'institutions analogues. Il faut donc en conclure que les associés ne pourraient, sauf dans les associations à but exclusivement égoïste, partager entre eux l'actif social (1).

C. — *Angleterre.*

Les associations qui, en Angleterre, peuvent profiter du régime de la personnalité civile, sont : 1° les Trade-Unions ; 2° les associations littéraires, scientifiques ou artistiques (acte du 28 juillet 1843) ; 3° les sociétés amicales, comprenant les sociétés de secours mutuels, les sociétés d'assurances, les clubs d'ouvriers, les sociétés de bienfaisance, enfin toute société à laquelle la trésorerie voudra accorder le bénéfice de la personnalité (2).

La dévolution volontaire est étroitement liée au mode de dissolution. Si la société est dissoute par décision du Chief Registrar, c'est-à-dire par l'autorité, la répartition de l'actif social est réglée par le même acte. Au contraire, si les associés prononcent eux-mêmes la dissolution de leur groupe, ils disposent eux-mêmes de leurs biens par délibération.

D. — *Etats-Unis.*

Dans le comté de New-York nous trouvons un acte du 27 avril 1872 organisant la dissolution des sociétés religieuses et la dévolution de leurs biens. Il nous suffira de

(1) En Allemagne les sociétés commerciales ne sont pas considérées comme des personnes morales : elles sont soumises au régime de la propriété commune, conception germanique que nous avons étudiée plus haut et qui se rapproche dans ses résultats de la propriété collective sans cependant se confondre avec elle.

(2) Adenis, *op. cit.*, p. 129.

citer le texte même des articles 1 et 2 pour montrer le rôle important qu'y joue la volonté des administrateurs représentant les associés.

ART. 1^{er}. — « La dissolution des sociétés religieuses légalement reconnues hors de la ville et du comté de New-York qui cesseraient d'agir en tant que personnes civiles et d'entretenir le culte, sera provoquée par la majorité des administrateurs institués par l'acte de fondation et prononcée, s'il y a lieu par la Cour suprême de l'Etat.

« La Cour réglera la vente des biens de la communauté et après avoir pourvu dans les limites de l'actif au paiement des dettes ainsi qu'aux frais de vente et de liquidation, autorisera, s'il y a lieu, *sur la proposition des administrateurs*, l'affectation de l'excédent à une œuvre de religion, de bienfaisance ou de charité.

« ART. 2. — La Cour suprême est saisie de l'affaire par la remise d'un *mémoire signé des administrateurs*, indiquant les motifs de la dissolution demandée, l'état des biens de la société et l'œuvre à laquelle l'actif pourrait être attribué. Il sera en outre justifié de la publication du mémoire par la voie des journaux au moins une fois par semaine dans le mois précédent. »

E.— *Belgique.*

La loi de 1898 sur les Unions professionnelles reconnaît à l'assemblée générale les mêmes pouvoirs qu'aux statuts : il est donc inutile d'en répéter l'exposé.

A côté de la dévolution des biens faite par les associés ou leurs représentants il faut observer les dévolutions particulières qui leur sont imposées par les donateurs ou testateurs.

C'est dans quelques législations seulement que nous

trouvons des dispositions relatives à la stipulation du droit de retour : ainsi dans les lois belges de 1894 sur les sociétés mutualistes, ainsi dans la loi italienne du 7 juillet 1866 (art. 22) sur la dissolution des corporations religieuses ; enfin dans le Code espagnol (art. 39) « on doit donner aux biens (d'une association dissoute) la destination *que les clauses* fondamentales des libéralités ont indiquée dans cette prévision ».

En résumé, la législation étrangère révèle une tendance certaine à donner plus de droits à la volonté des associés ou de leurs administrateurs : sans doute parfois l'exécution de cette volonté est soumise à l'approbation d'une volonté supérieure comme dans le comté de New-York, mais le droit des associés, bien que diminué, n'en est pas moins reconnu.

3. — *Liquidation.*

La plupart des législations étrangères fixant la liquidation des patrimoines collectifs seront étudiées plus loin, car elles prévoient principalement les cas de dévolution légale. Le Code allemand, cependant, vise au contraire dans la liquidation qu'il organise, les attributions autres que celles qui sont faites au fisc, c'est-à-dire en première ligne les dévolutions volontaires. Voici le résumé de ses dispositions : les opérations sont faites par les directeurs de l'association ou par d'autres membres nommés à cet effet et connus du public par l'enregistrement. Les liquidateurs doivent prendre leurs décisions à l'unanimité, sauf dispositions contraires enregistrées (art. 76). Ils ont pour mission de terminer les affaires en cours, recouvrer les créances, convertir l'actif en argent liquide, désintéresser les créanciers et distribuer le surplus aux

ayants droit. L'association est réputée fictivement encore vivante jusqu'à la fin de la liquidation. Quand les opérations l'exigent, tous les actes sont rendus publics par des insertions dans les journaux (art. 50). Le partage de l'actif ne peut en tout cas avoir lieu avant l'expiration de l'année qui suit la publication de la dissolution. Les liquidateurs qui ne font pas les déclarations ou les publications ou qui contreviennent à la dernière disposition précitée, sont responsables envers les tiers et tenus solidairement des dommages-intérêts encourus (1).

Cet aperçu rapide des lois étrangères nous donne une impression des caractères généraux que tend à revêtir aujourd'hui la dévolution des patrimoines collectifs. Il est en quelque sorte le prologue de l'étude plus complète et plus approfondie que nous allons faire du droit positif français. Nous aurons, en examinant celui-ci, des rapprochements intéressants à faire entre nos textes et ceux de nos voisins.

§ 2. — Le droit positif français.

1. — *La dévolution statutaire.*

La dévolution statutaire est désormais entrée dans les mœurs chez nous comme à l'étranger. Toutefois certaines lois anciennes et récentes refusent aux associations qu'elles gouvernent le droit de fixer d'avance, dans leur acte constitutif, le sort de leur patrimoine.

Examinons ces dispositions.

(1) V. Adenis, *op. cit.*, p. 127.

A. — *Lois refusant aux statuts le droit de faire la dévolution des biens.*

Nous diviserons ces textes en trois groupes, le premier comprendra les lois anciennes, loi du 24 mai 1825 (art. 7), loi du 12 juillet 1875 (art. 12) ; le second, la loi du 7 juillet 1904 sur les congrégations enseignantes ; enfin le troisième, la loi du 1^{er} avril 1898 (art. 31) sur les sociétés de secours mutuels.

La loi du 24 mai 1825 réglemente les congrégations religieuses de femmes. Elle dispose dans son article 7, ainsi qu'il suit : « En cas d'extinction d'une congrégation de femmes ou de révocation de l'autorisation qui lui aurait été accordée, les biens acquis par donation entre vifs ou par disposition à cause de mort feront retour aux donateurs ou à leurs parents au degré successible ainsi qu'à ceux des testateurs au même degré. Quant aux biens qui ne feraient pas retour ou qui auraient été acquis à titre onéreux, ils seront attribués et répartis, moitié aux établissements ecclésiastiques, moitié aux hospices des départements dans lesquels seraient situés ces établissements éteints. »

Ainsi d'après ce texte le patrimoine d'une congrégation religieuse de femmes est divisé en deux lots, l'un comprenant les biens donnés à titre gratuit fait retour au donateur ou à ses héritiers, l'autre formé des biens acquis à titre onéreux et des biens donnés n'ayant pas fait retour est l'objet d'une dévolution légale. Aucune place n'est donc réservée à la volonté des associés au moment où ils constituent leur association. La dévolution statutaire est implicitement prohibée.

Elle est également interdite par la loi du 12 juillet

1875 en ce qui concerne les biens acquis à titre gratuit :

« En cas d'extinction d'un établissement d'enseignement supérieur reconnu soit par l'expiration de la société, soit par la révocation de la déclaration d'utilité publique, *les biens acquis par donation entre vifs et par disposition à cause de mort* feront retour aux donateurs et aux successeurs des donateurs et testateurs dans l'ordre réglé par la loi, et à défaut de successeurs, à l'Etat. *Les biens acquis à titre onéreux* feront également retour à l'Etat *si les statuts ne contiennent à cet égard aucune disposition*. Il sera fait emploi de ces biens pour les besoins de l'enseignement supérieur par décrets rendus en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

Les raisons qui ont conduit le législateur de 1825 à rejeter la dévolution statutaire sont certainement celles qui ont inspiré celui de 1875. Or, ces dernières nous les connaissons par les travaux préparatoires de la loi : il est intéressant de les préciser.

Un premier projet de loi portait à l'article 12 une disposition tout autre que celle qui est au texte : « En cas d'extinction ou de suppression, disait-il, *si les statuts ne contiennent aucune disposition* relative aux biens de l'établissement ou de l'association restés libres après la liquidation et le paiement des dettes, le conseil supérieur de l'instruction publique aura le droit d'attribuer ces biens suivant les proportions qu'il déterminera à des établissements ou des associations du même genre... »

Un second projet supprima ce texte et lui substitua une disposition qui était celle de la loi actuelle, sauf la réserve relative aux statuts

M. Lucien Brun reprit alors à la Chambre le premier

projet. « Ce que je demande, dit-il, c'est que le texte de la commission n'ait son application que pour le cas où les donateurs et les fondateurs de l'établissement n'auraient pas prévu eux-mêmes et voulu une destination différente. Je vous demande, en d'autres termes, de vouloir bien, comme la commission vous l'a proposé d'abord, permettre que les fondateurs et les collaborateurs d'un établissement donnent aux biens qu'ils auront acquis, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, une destination réglée par eux au cas où la société finira par les motifs prévus dans l'article 12 qui vous est soumis. »

Que lui a répondu la commission ?

« La commission, dit M. Achille Delorme, repousse la disposition proposée à l'adoption de l'Assemblée pour deux motifs, le premier c'est que cette disposition est contraire au droit public sur lequel repose toute notre législation civile, le second c'est qu'elle est absolument en contradiction avec la nature même de la personne civile (1). »

A l'appui de cette double affirmation, M. Delorme citait l'avis du Conseil d'Etat de 1822, qui applique aux établissements d'utilité publique l'article 896 du Code civil et la théorie de la substitution prohibée, il ajoutait : « L'établissement reconnu ne l'est et ne peut posséder que dans les limites des services qu'il est appelé à rendre, c'est-à-dire dans les limites de l'utilité publique. Or ici vous accordez à cet établissement d'enseignement le droit de propriété afin qu'il ait un moyen plus efficace de répandre l'enseignement. Mais s'il vient à disparaître, il n'y a plus de raison à l'utilité publique, plus de raison à la personnalité civile, plus de raison à la déclaration d'utilité publique faite en vertu même de la fondation de

l'établissement supérieur révoqué. Et vous ne pouvez admettre que *l'être moral qui disparaît puisse en disposer*, ni que cette propriété qui n'a pas d'autre objet que l'enseignement puisse servir à autre chose (1). »

En résumé la commission invoquait la théorie de la fiction. Personne fictive, l'association est donataire de ses fondateurs, personne elle est soumise aux règles de succession, fictive elle perd toute existence le jour où l'autorisation administrative lui est retirée.

Et cette opinion était à ce point admise que M. Lucien Brun retira son amendement en ce qui concerne les biens donnés et demanda *au nom de l'équité* seulement son maintien pour les biens acquis à titre onéreux.

Les raisons de la loi de 1875 (art. 12) et très certainement celles de la loi de 1825 résident donc uniquement dans la théorie de la fiction, la seule qui fût invoquée à cette époque pour expliquer le phénomène juridique de la personnalité morale.

Bien que n'ayant pas la même excuse, le législateur du 7 juillet 1904, qui supprima les congrégations enseignantes, rejeta, comme celui de 1825, la dévolution statutaire : « La liquidation des biens et valeurs qui aura lieu après la fermeture du dernier établissement enseignant de la congrégation, s'opérera d'après les règles édictées par l'article 7 de la loi du 24 mai 1825 » (art. 5).

Ce n'était pas cependant l'avis du rapporteur : « Si les statuts de la congrégation, disait M. Buisson, ont prévu le cas de dissolution et *ont pour ce cas assigné une destination à ses biens et valeurs*, c'est évidemment cette destination qui devra être respectée et suivie d'effet.

(1) *Documents parlementaires*, 1875.

Cette disposition, bien que non explicitement mentionnée dans la loi de 1825 nous semble s'imposer, parce que les statuts sont la charte approuvée de la congrégation, parce qu'ils sont visés expressément dans l'acte du Conseil d'État autorisant les dons, legs ou acquisitions ; que dès lors toutes leurs dispositions font loi pour les bienfaiteurs qui sont censés les connaître et y conformer leur libéralité, et qu'ainsi les appliquer c'est se rapprocher autant que possible de l'intention présumée du bienfaiteur (1). »

La Chambre ne sut pas accueillir ces sages et justes dispositions.

Enfin la loi de 1898 sur les sociétés de secours mutuels repousse également la dévolution statutaire pour les *sociétés approuvées*. L'article 31 ne refuse pas à celles-ci le droit de prononcer elles-mêmes leur dissolution, mais dans ce cas il règle lui-même la dévolution de leurs biens ne laissant aucune place à la volonté des associés fondateurs.

Le mobile du législateur de 1898 a été certainement très différent de celui des législations que nous avons étudiées plus haut. Ni la notion de personnalité morale, ni le désir de restreindre la liberté des sociétés de secours mutuels n'ont inspiré les dispositions de l'article 31. Seul, croyons-nous, le souci de protéger les intérêts engagés par le fonctionnement de la société ont dicté ces mesures au législateur.

Nous avons ainsi parcouru les diverses lois qui n'admettent pas la dévolution statutaire des biens collectifs ;

(1) *Doc. parl.*, Ch. des députés, sess. extraord., 1903, p. 29, 2^e col.

pour nous elles constituent l'exception au droit commun, passons à la règle.

B. — *Lois admettant expressément la dévolution statutaire.*

La dévolution statutaire est, en principe, autorisée dans toute association, nous l'avons démontré. De là nous devons conclure que toutes les fois qu'aucun texte ne viendra l'interdire elle devra être admise, mais certaines lois l'ont expressément consacrée.

La loi de 1875 sur les établissements d'enseignement supérieur, est la première, à notre connaissance, qui ait formulé le pouvoir des statuts, non sans réserves, on le sait.

Se plaçant exclusivement sur le terrain de l'équité, Lucien Brun et Baragnon ont demandé que « des associés qui auront travaillé pour réunir des ressources autour d'une œuvre commune, aient la certitude, si cette œuvre est détruite par la loi, qu'au moins les ressources qu'ils auront accumulées serviront à une destination préalablement déterminée par eux avec l'approbation de l'Etat » (1).

Il n'est pas question de droit, c'est presque une faveur qu'on sollicite. L'Assemblée l'accorde avec peine, et pour les biens acquis par l'association à titre onéreux seulement (2).

Nous trouvons un tout autre langage dans la loi de 1898 sur les sociétés de secours mutuels. Les sociétés libres ont le droit de se dissoudre, et leurs statuts sont

(1) Hébrard, *Du sort des biens d'une association en cas de dévolution*, thèse, Paris, 1902.

(2) L'amendement de Lucien Brun fut adopté par 330 voix contre 323, *J. off.*, 1875.

expressément chargés par le législateur de fixer « les bases de la liquidation à intervenir si la dissolution a lieu » (art. 5).

La dévolution statutaire n'est là qu'une application du principe de liberté que le législateur place désormais à la base de l'organisation des sociétés de secours mutuels.

Elle entrera dans le droit commun des associations avec la loi de 1901, dont l'article 9 s'exprime ainsi : « En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts.... »

Le mode de dissolution importe peu, que l'association décide elle-même son extinction, que le terme fixé à la personne morale arrive ou que l'Etat prononce par ses tribunaux sa suppression, elle a toujours le droit de faire respecter l'affectation que les associés fondateurs ont donnée au patrimoine collectif lors de sa constitution.

Est-ce la reconnaissance par le législateur du droit de propriété des associés sur les biens communs ? Ce serait excessif de l'affirmer.

Le projet de loi distinguait les associations non *reconnues* et les associations *reconnues* : seules les dernières avaient la personnalité civile, les autres constituaient des associations de fait. « Une association non reconnue, disait l'article 8 (actuellement article 9), ne peut en aucun cas et sous aucune forme constituer une personne morale distincte de la personne de ses membres. Tous les biens qu'elle possède sont la propriété indivise des sociétaires et le gage commun de ses créanciers. A défaut de convention en décidant autrement, la part de chaque sociétaire dans l'indivision sera fixée suivant son apport, l'importance ou la durée de ses services. »

A la suite d'une longue discussion, la commission de la Chambre ayant rejeté ce système et la distinction des associations *reconnues* et *non reconnues*, un nouveau texte fut proposé et il devint après quelques étapes l'article 9 de la loi actuelle. « La conception primitive du gouvernement, dit le rapporteur, était simple, et ses diverses dispositions étaient en entière concordance : aucune association ne pouvait en cette qualité, et à moins d'obtenir le bénéfice de la déclaration d'utilité publique, posséder une propriété quelle qu'elle soit. Elle ne pouvait y arriver que par une voie indirecte, par exemple, par la constitution d'une société civile qui mettrait à la disposition de ses membres des ressources mobilières ou immobilières ; dans ce système il importait de déterminer en cas de dissolution quel serait le sort de ces biens et d'éviter la reconstitution par ce moyen des biens de mainmorte. C'est dans cette pensée que le gouvernement attribuait aux sociétaires la propriété indivise de ces biens en les répartissant entre eux sans que leur masse pût échapper au partage. Mais depuis la rédaction de ce projet, il s'est produit un double fait : d'une part la Chambre a décidé que les associations déclarées auraient un patrimoine limité d'autre part on s'est inquiété de la situation qui résulterait de la faculté admise par le projet primitif au profit des associations de constituer sous une autre forme un patrimoine illicite. C'est cette double considération qui a amené la commission à préparer un texte nouveau. *Une association est déclarée, elle possède des biens dans les limites de la loi. Que deviendront ces biens en cas de dissolution ? Les statuts le détermineront* (1).

(1) V. Loi du 1^{er} juillet 1901, D. 1902.4.117 ; 2^e col.

Ainsi donc le législateur de 1901 aurait admis la possibilité d'une indivision entre les membres d'une association, mais il n'accepte pas encore l'existence d'une propriété collective.

Les législations spéciales, dérivant de la loi de 1901, contiennent en principe les mêmes dispositions que celles-ci au sujet de la dévolution des biens. Il en est ainsi notamment de la loi du 9 décembre 1905 sur la Séparation des Eglises et de l'Etat.

L'article 18 disant expressément « que les associations formées pour subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public d'un culte devront être constituées conformément aux articles 5 et suivants, du titre premier de la loi du 1^{er} juillet 1901 », nous devons en conclure que les associations cultuelles pourront, sous les restrictions que leur impose la loi de 1905, décider dans leurs statuts le sort de leurs biens en cas de dissolution.

C. — *Lois ne réglant pas la dévolution des biens.*

Dans cette catégorie prennent place d'abord les lois et les décrets, rendus en la forme de règlements, créant des personnes morales publiques. Celles-ci n'étant que des subdivisions de l'Etat, c'est ce dernier qui, rentré en possession des biens qu'il leur avait temporairement attribués, les affecte à tel emploi qu'il lui plaît sans vouloir se lier à l'avance par une désignation statutaire. Rien en principe, nous l'avons dit, ne s'opposerait à ce que le patrimoine des personnes morales publiques fût l'objet d'une dévolution statutaire, mais en fait celle-ci serait sans intérêt.

La loi des *sociétés commerciales* ne règle pas la dévolution de biens : il est vrai que par sa définition même la

société répartit son patrimoine entre les associés. Cependant il peut arriver que le pacte social ait prévu une attribution différente. Ainsi il peut être convenu que l'un des associés (l'associé survivant par exemple) prendra tout l'actif et en payera la valeur à l'autre ou à ses représentants (1) ou que la part de chaque associé accroîtra au survivant comme dans les tontines.

La loi du 21 juin 1865 sur les *associations syndicales* ne contient aucune disposition sur leur dissolution et la dévolution de leur patrimoine. Les associations libres pourraient, selon nous, fixer dans leurs statuts les bases de leur liquidation, puisque aucun texte ne le leur interdit.

La question a été fort discutée pour les *syndicats professionnels*. La loi de 1884 est également muette sur le sort du patrimoine collectif. Selon nous, il faut en conclure que la dévolution statutaire est possible chez eux. Mais tel n'est pas l'avis de certains auteurs.

Dans cette opinion, le syndicat professionnel, établissement d'utilité publique, n'est pas maître de ses biens : ceux-ci font retour à l'Etat au cas de dissolution (2). Quelques-uns cependant appliquent aux syndicats le régime des établissements d'enseignement supérieur, bien que cependant l'analogie n'apparaisse pas très nettement, et ils décident que les statuts peuvent prévoir la dévolution des biens acquis à titre onéreux (3).

Ces conclusions ne s'expliquent que par le parti qu'adoptent ces auteurs sur la nature juridique de la personne

(1) Baudry-Lacantinerie, *De la société*, p. 269.

(2) Pic, *Traité de législation industrielle*, p. 307 ; Glotin, *Syndicats professionnels*, p. 304.

(3) Pic, *loc. cit.*

morale. Fictive, création de l'Etat, celle-ci n'a que les attributs que la loi lui donne.

En tous cas le législateur moderne estime que le droit de dévolution statutaire est tout au moins équitable, car tous les projets de loi présentés en vue d'une modification de la loi de 1884 l'accordent.

Le projet Dusaussoy, déposé le 5 février 1895 sur le bureau de la Chambre des députés, dispose dans son article 5 ainsi qu'il suit : « En cas de dissolution, les biens mobiliers et immobiliers constituant l'actif syndical seront dévolus conformément aux dispositions contenues dans les statuts à cet égard. » Avant tout, dit l'exposé des motifs, nous respectons la volonté des fondateurs du syndicat. Cette volonté qui l'a créé doit aussi pouvoir régler les conséquences de sa disparition. Par suite, en tous cas, les clauses contenues dans les statuts sur la dévolution des biens mobiliers et immobiliers, constituant l'actif syndical, devront être observées (1). »

Le projet déposé par MM. Waldeck-Rousseau et Millerand le 14 novembre 1899 (art. 7), la proposition de M. Millerand du 14 octobre 1902, enfin celle de M. Barthou en 1903 contiennent la même mention : « Les statuts règlent la destination des biens du syndicat en cas de dissolution (2). »

Ajoutons, d'ailleurs, avec M. Hébrard, « qu'il n'est peut-être pas un syndicat dont les statuts ne règlent la dissolution et la liquidation, et jamais l'administration et les pouvoirs publics n'ont hésité à les admettre et à les sanctionner. Et cet auteur cite à titre d'exemple les sta-

(1) *Doc. parl.*, Chambre des députés, 1895, sess. extr., p. 229.

(2) *Doc. parl.*, Session extraordinaire de la Chambre des députés, 1899, 1902 et 1903.

tuts des syndicats agricoles, adoptés par la Société des agriculteurs de France, dont l'article 25 est ainsi conçu : « En cas de dissolution, il est formellement entendu que le patrimoine social sera liquidé et partagé entre les membres du syndicat, à moins que l'assemblée générale ne décide que le montant en sera remis à une ou plusieurs institutions agricoles qu'elle désignera. »

L'Union des syndicats du Sud-Est dispose, au contraire, dans ses statuts que « l'assemblée générale décidera l'emploi des fonds pouvant rester en caisse sans que jamais la répartition s'en puisse faire entre les syndiqués » (1).

Nous pouvons donc affirmer que si notre opinion sur le droit actuel des syndicats à la dévolution statutaire de leur patrimoine n'est pas, selon les uns, conforme au texte de 1884, elle répond à la tendance moderne des esprits (2).

Ce que nous avons dit des syndicats s'applique aux *sociétés d'assurances mutuelles agricoles*. La loi du 4 juillet 1900 les soumet, au point de vue de leur constitution, aux formalités imposées aux syndicats professionnels (3).

En résumé, interdites par des lois anciennes ou spéciales, la dévolution statutaire jouit d'une grande faveur dans la législation moderne, et toutes les modifications apportées aux lois existantes auront, nous pouvons en être assurés, pour objet de la consacrer.

(1) Hébrard, *op. cit.*, p. 93.

(2) Conf. Michoud, *op. cit.*, t. II, p. 461.

(3) Loi 4 juillet 1900, D. 1900.4.83.

2. — *La dévolution par les représentants de l'association.*

La dévolution du patrimoine collectif peut être confiée par les statuts à l'assemblée générale. Dans ce cas celle-ci n'agit que comme déléguée des statuts, la dévolution qu'elle fait a donc tous les caractères de la dévolution statutaire. Ici nous n'entendons traiter que de la dévolution faite par l'assemblée générale ou l'organe, chargé de représenter l'association, en l'absence de toute délégation statutaire. Quelles sont les lois positives qui refusent ce droit. Quelles sont celles qui l'autorisent.

A. — *Lois refusant à l'assemblée générale le droit de procéder à la dévolution.*

Toutes les lois qui repoussent la dévolution statutaire refusent à l'assemblée générale le droit de disposer des biens sociaux. Les mêmes raisons les y conduisent.

En outre une loi qui autorise la dévolution statutaire rejette implicitement celle de l'assemblée générale. C'est la loi de 1875 qui permet aux établissements d'enseignement supérieur de disposer dans leurs statuts des biens acquis à titre onéreux. Les réserves apportées à ce vote sont inconciliables avec toute intention d'accorder à l'association une autonomie quelconque.

Citons encore les lois et décrets organisant les personnes morales publiques : celles-ci, subdivisions de l'Etat, ne peuvent avoir le droit de disposer des biens qu'elles ne possèdent que temporairement. La loi municipale du 5 avril 1884 (art. 179) déclare même formellement que la liquidation du syndicat de communes sera déterminée par le décret de dissolution.

Cependant une question se pose, le syndicat de com-

munes peut se dissoudre par le consentement de tous les conseils municipaux intéressés ; dans ce cas ne peut-il être procédé à la dévolution des biens par les mêmes organes ?

Nous ne pouvons répondre que négativement, car les syndicats de communes sont dans l'administration de leurs biens soumis à la même tutelle que les communes elles-mêmes. Mais rien ne s'oppose à ce qu'en cas de dissolution par les conseils municipaux la dévolution soit réglée comme toute aliénation à titre gratuit par une délibération approuvée par le préfet en conseil de préfecture (art. 68 et 69 de la loi de 1884).

*B. — Lois admettant expressément l'assemblée générale
à faire la dévolution.*

Dans cette catégorie nous ne trouvons que la loi du 1^{er} juillet 1901 et les dispositions qui en dérivent.

Les travaux préparatoires de l'article 9, que nous avons déjà étudiés au sujet de la dévolution statutaire, précisent le caractère que le législateur a entendu donner à cette nouvelle dévolution.

« Le patrimoine propre de la société, demande M. Ribot, celui que nous avons constitué nous-même en le limitant, quelle sera sa destination, si les statuts n'en ont pas disposé ? Sera-t-il considéré comme la copropriété des membres ? Pourront-ils en disposer, ou l'Etat s'emparera-t-il des biens comme des biens vacants ?

« Je dis, répondit M. Waldeck-Rousseau, président du conseil, qu'il ne peut pas être question de biens vacants s'il s'agit d'une association qui a fait sa déclaration et qui est parfaitement licite.

« M. le président du conseil, reprend M. Ribot, recon-

naît donc que les biens qui sont le patrimoine propre de la société appartiennent à une personne civile, en ce sens seulement qu'ils ne pourront pas être saisis par les créanciers personnels des associés ; ils pourront être inscrits au nom de la société, mais ils n'en demeurent pas moins, en cas de dissolution la propriété de chacun des membres. *En cas de dissolution, ce seront des biens indivis dont les membres pourront disposer comme ils voudront : ils les affecteront en général à des œuvres d'une destination analogue, mais ils seront libres de faire autrement. Voilà un point précisé, j'en prends acte (1).* »

Quand il s'agit de remanier l'article 9 et de lui donner sa rédaction définitive, la question ne fut l'objet d'aucune difficulté : « Que deviendront les biens des associations déclarées en cas de dissolution, déclare le rapporteur M. Trouillot, ... dans le silence des statuts l'assemblée générale en décidera. » Et le texte actuel, aux termes duquel « ...les biens sont dévolus... à défaut de disposition statutaire suivant les règles déterminées en assemblée générale », fut adopté.

Ainsi poussé par une pensée d'équité, le législateur de 1901 a rompu avec les effets de la fiction et consacré dans ses dispositions, sans l'avouer ni le reconnaître, le droit de propriété des associés sur le patrimoine commun. Seul M. Ribot a fait entrevoir l'idée d'une propriété collective des membres associés.

L'assemblée générale décide : mais dans quelles limites ? aucun principe ne vient-il réduire la liberté de son choix ? et peut-elle attribuer ses biens à qui bon lui semble ?

Le règlement d'administration publique du 16 août

(1) V. loi du 1^{er} juillet 1901, D. 1902.4.117.

1901 répond dans son article 15 : « Lorsque l'assemblée est appelée à se prononcer sur la dévolution des biens, quel que soit le mode de dévolution, elle ne peut, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901 attribuer aux associés en dehors de la reprise des apports, une part quelconque des biens de l'association ».

Cette disposition a été très critiquée : on a soutenu que le décret du 16 août avait dépassé le pouvoir réglementaire et empiété sur le domaine législatif (1).

Nous n'avons pas ici à le rechercher, nous nous contenterons de dire que, si le règlement ajoute à la loi, il ne la contredit pas, que la règle qu'il édicte est en conformité avec la définition et le but de l'association tels qu'ils résultent de l'article 1^{er} de la loi.

Les associations cultuelles régies par la loi du 9 décembre 1905, qui se réfère à la loi du 1^{er} juillet 1901, ont les mêmes pouvoirs de dévolution que les associations proprement dites.

C. — *Lois ne réglant pas la dévolution des biens.*

La loi des *sociétés commerciales* ne règle pas la dévolution des biens, nous l'avons vu. Mais de même que le pacte social peut attribuer une part de bénéfices plus grande à certains associés qu'à d'autres, rien ne s'opposerait à ce que la société ou son représentant fixât au moment de sa dissolution une dévolution autre que le partage des biens entre les associés, par exemple la constitution d'une nouvelle société, l'augmentation du capital d'une société similaire.

Les *associations syndicales libres*, les *sociétés de secours mutuels libres* ne rencontrent dans les lois de 1865

(1) *Année administrative*, 1903, p. 19.

et 1898 aucun texte qui leur interdit la dévolution de leurs biens. Nous pensons donc qu'elles ont ce droit.

Nous pensons de même pour les *syndicats professionnels* : en observant cependant que les projets de loi qui leur accordent la dévolution statutaire ne vont pas jusqu'à donner le même droit à leurs représentants. Les *sociétés d'assurances mutuelles agricoles* doivent à ce point de vue être assimilées aux syndicats.

Cependant si nos principes nous conduisent à reconnaître le droit de dévolution des représentants aux corporations auxquelles la loi ne le refuse pas, telle n'était pas assurément l'idée du législateur, et nous ne pouvons même pas affirmer que cette pensée animera les prochaines réformes.

§ 3. — Critique de la législation française.

Notre législation paraît avoir admis et surtout devoir admettre définitivement comme la législation étrangère la dévolution statutaire dans les corporations.

Nul ne songe plus aujourd'hui à invoquer, comme en 1875, la nature de la personne morale ou les règles de notre droit en matière de substitution : en tout cas, les règles que nous avons établies permettraient de réfuter facilement de pareils arguments. La personne morale n'est pas une création de l'Etat : les règles de la substitution n'ont rien à voir dans les corporations, l'apport des associés à l'association n'étant pas une libéralité (1).

Quant aux raisons qui ont déterminé le législateur de 1904 et celui de 1898, elles sont spéciales aux matières réglementées par ces lois. En 1904, elles proviennent d'un souci trop grand d'éviter toute discussion en se référant

(1) V. *suprà*, p. 79.

purement et simplement à la loi de 1825 ; en 1898 elles se justifient davantage, bien que cependant, à notre avis, il soit possible de sauvegarder les intérêts engagés par le fonctionnement de la société et de respecter le droit de dévolution des associés.

Au contraire, notre droit positif semble encore réfractaire à la dévolution faite par l'assemblée générale en dehors de toute délégation des statuts. La loi de 1901 marque à ce point de vue un progrès réel vers une législation plus conforme aux vrais principes de la personnalité morale. Mais la disposition de l'article 9, née des débats sur les questions judiciaires de M. Ribot, est presque isolée dans nos lois.

A ce point de vue la législation étrangère nous paraît plus avancée, l'Allemagne, la Suisse, spécialement n'hésitent pas à accorder aux personnes morales en général le droit de disposer elles-mêmes de leur bien, à la condition de respecter leur affectation sociale.

Chez nous, il suffirait d'étendre à toutes les corporations le droit reconnu aux associations ordinaires par l'article 9 de la loi de 1901. Mais rien ne nous autorise à croire que cette réforme est proche.

Enfin une grande lacune est à signaler dans notre législation : la fondation y est ignorée en tant que personne morale. C'est le droit commun des libéralités qui la gouvernent. Or, si la fondation est une libéralité, elle repose, nous l'avons vu, sur une association agissant par ses représentants mais susceptible ainsi de vouloir. Cette idée amènerait l'Etat et les donateurs à laisser aux donataires une liberté d'action plus grande. La fondation devenue plus souple rendrait à la société les mêmes services que la corporation.

Peut-être est-il regrettable que le législateur n'ait pas cru devoir indiquer en principe les règles fondamentales de la liquidation. L'assemblée générale doit sans doute conserver une certaine liberté dans son organisation, mais il est cependant certaines questions telles que la nomination du liquidateur, le paiement du passif et l'attribution des biens qui seraient susceptibles de réglementation générale. L'article 76 du Code allemand y pourvoit.

TROISIÈME PARTIE

LA DÉVOLUTION LÉGALE DU PATRIMOINE COLLECTIF

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPE QUI RÉGIT LA DÉVOLUTION LÉGALE.

§ 1. — Influence des diverses conceptions théoriques de la personnalité morale.

§ 2. — Notre théorie.

La dévolution légale d'un patrimoine collectif est l'attribution des biens qui le composent à leurs propriétaires respectifs.

Elle est subsidiaire en ce sens qu'elle ne fonctionne qu'à défaut de dévolution volontaire. Elle peut être partielle ou totale.

Il y a lieu à dévolution légale de tout ou partie d'un patrimoine collectif : 1° lorsqu'aucune dévolution volontaire n'a été faite par les associés ou leurs représentants ; 2° lorsque la dévolution volontaire est nulle ou caduque.

§ 1. — Influence sur la dévolution légale des diverses conceptions théoriques de la personne morale.

Le principe qui régit la dévolution légale dépend étroitement de la solution donnée au problème de la personnalité morale. Il est donc différent suivant les divers systèmes proposés.

Nous allons dans ce chapitre le suivre à travers les théories qui se disputent l'explication de ce phénomène juridique, puis le dégager de celle que nous avons adoptée.

1. — *Système de la fiction.*

Comme nous l'avons déjà vu à plusieurs reprises au cours de cette étude, dans ce système la personne morale n'est qu'une création de l'Etat, et n'a de capacité que dans la mesure où celui-ci lui en donne. Quand elle disparaît, ses biens sont vacants et sans maîtres. L'Etat s'en empare en vertu de l'article 713 du Code civil.

Quelques-uns ont même prétendu que, la personne morale étant une fiction en vue de l'utilité publique, ses biens appartenaient en quelque sorte à l'Etat qui les lui confiait à titre de dépôt. A sa disparition son patrimoine revient à son propriétaire réel naturellement.

Dans cette théorie l'Etat n'a et ne peut avoir aucune obligation d'affecter le patrimoine qu'il reçoit à tel besoin ou à tel autre. Il est seul juge de leur destination.

« Les fondations, disait Barnave à l'Assemblée constituante, sont dans la main du clergé un dépôt pour un service public, il est certain que les biens donnés à la charge de la nation ne sont qu'un dépôt dans les mains des officiers chargés de ce service public. Le clergé

existe par la nation, la nation pouvait le détruire : il résulte évidemment de ce principe que la nation peut retirer des mains du clergé des biens qui n'ont été affectés et donnés que pour elle (1). »

2. — *Système de la réalité.*

Sujet de droit réel, formé de l'ensemble des intérêts communs ou du groupement des volontés, suivant les auteurs, la personne morale a dans ce système une vie juridique comme la personne physique.

Cette théorie diversement suivie par ses adeptes, aboutit à des conclusions très variées. Nous nous contenterons de noter les plus intéressantes.

« La personne morale, nous dit M. Michoud, est une personne collective, un groupe d'êtres humains. Elle constitue tant qu'elle dure un sujet de droit distinct des membres qui la composent, d'où l'obligation pendant cette durée de faire dans une certaine mesure abstraction de son caractère collectif et de l'opposer à ses membres comme une unité distincte d'eux-mêmes. Mais il ne faut jamais oublier que derrière cette unité nécessaire pour concevoir logiquement la situation juridique, il y a une *collectivité*. Quand le sujet de droit disparaît, c'est le principe d'unité qui manque et, sauf dans les cas où il ne reste plus de membre de la collectivité intéressée, c'est lui qui manque seul. La collectivité subsiste, et on peut dire que la personne morale n'est pas morte tout entière ; sa disparition n'est que la disparition d'un centre de vie juridique auquel venaient se rattacher des personnes qui lui survivent (2). »

(1) *Annales parlementaires*, t. IX, p. 423.

(2) Michoud, *op. cit.*, t. II, p. 421.

De ce principe le savant auteur déduit les conclusions suivantes : quand une personne morale se trouve au moment de sa suppression rattachée à un centre nouveau par l'événement même qui l'a dissoute, ce centre nouveau est un véritable successeur. Exemple : le *morcellement* d'un groupe tel que la division d'un Etat d'une commune, d'une association ; la *fusion* de plusieurs groupes, telle que l'annexion d'un Etat à un autre, l'incorporation dans une ville d'une commune de banlieue, la suppression par une congrégation religieuse d'un de ses établissements. Quand au contraire la personne morale disparaît sans être rattachée à un autre centre, les biens dans un très grand nombre d'associations sont partagés entre les membres, dans les autres ils sont affectés par l'Etat à une œuvre similaire.

L'opinion de M. Michoud que nous venons d'analyser se rapproche de celle qui a été émise par Gierke. « En règle, dit-il, la disparition de la personne morale signifie seulement la destruction d'un centre de vie, mais les forces organiques qui gouvernaient ce centre vital subsistent et se placent au service d'autres centres vitaux. On peut dire que le patrimoine de la personne morale va où va cette personne elle-même (1). »

Partant du principe de la personne réelle, on est arrivé à d'autres conclusions qui méritent d'être signalées.

« Pourquoi, a-t-on dit, le législateur qui s'efforce d'opérer la dévolution des successions selon la *volonté présumée du défunt*, n'admettrait-il pas que la volonté d'une association qui disparaît est de choisir comme héritière une autre association qui poursuit le même but qu'elle.

(1) *Genossenschaftstheorie*, p. 864 ; Michoud, *op. cit.*, t. II, p. 423.

Pourquoi, par exemple, une association s'occupant d'assistance n'hériterait-elle pas d'une autre association qui s'occupait elle aussi d'assistance. Ce droit de succession peut se baser sur cette idée qu'elles font partie l'une et l'autre d'un groupe formé d'associations poursuivant un même but. Est-ce que en effet la poursuite d'un même but ne peut pas créer une espèce de *parenté*, est-ce que toutes les associations ayant pour but l'assistance ne sont pas parentes en quelque sorte. En somme, par ce droit de succession, les biens d'une association, qui disparaît, sont dévolus à une ou plusieurs associations qui sont indiquées par la similitude de leur but avec l'association qui est éteinte (1). »

Ici donc, plus de partage entre les membres ; lorsqu'une personne morale disparaît sans être rattachée à un centre nouveau, ses biens vont par la volonté du législateur aux associations parentes, c'est-à-dire poursuivant le même but.

3. — *Système du patrimoine affecté.*

Pour les partisans de cette théorie, les biens d'une personne morale ne sont pas, à sa dissolution, vacants et sans maîtres, mais grevés d'une affectation : affectation à l'enrichissement individuel des membres dans la société proprement dite, ce qui explique le partage entre eux à la dissolution, affectation à une œuvre déterminée dans les associations à but non lucratif. Pour les uns, le but est lui-même propriétaire du patrimoine, pour d'autres il n'est que la destination de ce dernier, mais pour tous, quand la personne morale disparaît, il subsiste et grève le patrimoine au point d'obliger l'Etat à respecter l'af-
fectation.

(1) Adenis, *op. cit.*, p. 76.

tation des biens dans la mesure du moins où l'utilité publique le lui permet (1).

4. — *Système de la propriété collective.*

Les conséquences de la dissolution d'une personne morale sur son patrimoine sont très clairement indiquées par M. de Vareilles-Sommières dont je crois devoir citer l'opinion dans sa formule même :

« Les membres de l'association dissoute se partagent l'avoir social tout entier, chacun d'eux a la libre disposition de ce qui, dans son lot, peut être regardé comme provenant de son apport. En ce qui concerne les biens qui leur avaient été donnés, il faut examiner sous quelles conditions au juste ils les ont reçus.

« Si le donateur n'a voulu grever sa libéralité que d'une charge temporaire et ne l'affecter à l'œuvre de charité, d'étude, d'enseignement, poursuivie par les associés, que pendant la durée de leur association, le bien devient libre aux mains de celui dont la part le comprend.

« Si le donateur a entendu grever la donation d'une charge indéfinie, l'affecter pour toujours par exemple à la fondation et à l'entretien d'un hospice ou d'une école gratuite, les ex-associés doivent s'arranger pour que la condition de la libéralité continue, si c'est possible, d'être remplie. En se chargeant de subvenir désormais à lui seul aux frais de l'œuvre, l'associé dans le lot duquel est placé le bien donné pourra le plus souvent y parvenir. S'il ne peut ou ne veut pas le faire, le droit de révocation pour inexécution des charges s'ouvre au profit du donateur ou de ses héritiers. »

(1) Michoud, *op. cit.*, t. II, p. 418.

M. de Vareilles-Sommières se préoccupe ensuite de garantir l'application de ces principes :

« Dans une législation bien faite, dit-il, le ministère public devrait avoir la mission de faire respecter les charges imposées par le disposant non seulement à des donataires associés, mais à tout donataire. Le ministère public devrait être armé de ce pouvoir soit quand la donation a été faite par une foule de petits souscripteurs dont chacun a un intérêt trop minime dans la résolution pour s'occuper de la réclamer, soit lorsque le donataire est mort sans héritiers connus, soit lorsque ces héritiers, par négligence, ignorance ou complicité, ne veillent pas à l'exécution de la charge. Sur les conclusions du ministère public, faute par le donataire de se mettre en règle dans un certain délai, la donation serait transférée à un établissement public ou d'utilité publique capable d'exécuter la charge (1). »

§ 2. — Notre théorie.

A la dissolution de la personne morale, la propriété collective cède le pas à la propriété indivise.

Les associés propriétaires peuvent disposer de leurs apports, comme ils l'entendent, mais ils doivent affecter les biens donnés, c'est-à-dire ceux qui proviennent des anciens associés ou des bienfaiteurs, conformément aux règles de la dévolution volontaire.

S'ils ne font pas cette attribution ou s'ils la font nulle, les donateurs ou leurs héritiers exercent leur droit de révocation et reprennent leurs biens.

(1) De Vareilles-Sommières, *Le contrat d'association*, p. 190 et 191.

A défaut d'action en révocation, les associés conservent-ils la propriété des biens donnés ?

L'affirmative est certaine, dans le système de la propriété collective pur et simple, mais l'affectation sociale vient ici en corriger les effets.

L'Etat, représentant l'intérêt général et plus spécialement l'intérêt de l'association dissoute, vient, à défaut du donateur, poursuivre la révocation de la donation.

Les biens devenus sans maîtres sont revendiqués par lui (art. 713, C. civ.) et affectés au besoin auquel les donateurs les avaient destinés. Est-ce pour lui une obligation ? En principe l'Etat peut disposer des biens vacants, comme il l'entend ; mais dans l'espèce nous ne pensons pas qu'il en soit ainsi.

Représentant, parmi les intérêts généraux des citoyens, certains intérêts déterminés au nom desquels il exerce l'action en révocation, l'Etat ne peut affecter à d'autres intérêts les biens qu'il s'approprie ainsi. En agissant autrement il favoriserait un intérêt au préjudice d'un autre et manquerait à sa mission qui est de les protéger tous également.

CHAPITRE II

LA DÉVOLUTION LÉGALE DANS LES DIVERSES CATÉGORIES DE PERSONNES MORALES.

- § 1. — Personnes de droit public. — L'Etat. — Les groupes territoriaux. — Les établissements publics. — Les établissements du culte.
§ 2. — Corporations privées. — Sociétés. — Associations.
§ 2. — Fondations.

§ 1. — Personnes de droit public.

1. — *L'Etat.*

L'hypothèse d'une dévolution légale dans un Etat est assez peu vraisemblable. Les seuls cas de dissolution possibles étant, nous l'avons vu, l'annexion soit volontaire, soit forcée ou l'anéantissement de tous les membres par une catastrophe, dans le premier cas la dévolution est volontaire, dans le second elle est imposée, mais n'en rentre pas moins dans la catégorie des dévolutions volontaires. Enfin, dans le troisième cas la dévolution est bien en quelque sorte légale, mais dépend des règlements internationaux.

2. — *Les groupes territoriaux et les établissements publics.*

A. — *Le principe.*

Les personnes morales publiques autres que l'Etat sont, selon la théorie que nous avons admise, de sim-

ples subdivisions de ce dernier, ayant le même substratum que lui, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens de la nation.

Nous avons indiqué dans la première partie de cette étude comment la formation de chaque personne morale publique correspondait à plusieurs séparations de patrimoines successives, se commandant l'une l'autre.

Dès lors, qu'arrive-t-il lorsqu'une personne morale publique est dissoute ? La séparation de patrimoine qui la constituait disparaît, les biens affectés à cette personne morale reviennent à leurs propriétaires, c'est-à-dire à l'ensemble des citoyens.

Mais ces derniers vont-ils les posséder indivis : non, parce que ces biens avant d'être affectés à la collectivité dissoute appartenaient à une collectivité supérieure, qui est, suivant les cas, la commune, le département ou l'Etat.

Voici par exemple un hôpital formé dans une commune, il constitue un établissement public communal : s'il est supprimé les biens reviennent à l'ensemble des citoyens, sans doute, mais dans le patrimoine de la commune.

La règle peut donc se formuler ainsi. Les biens des personnes morales publiques reviennent légalement à la personne morale qui lui est immédiatement supérieure. Ce résultat n'est pas l'application d'un droit de souveraineté reconnu à l'Etat ; il n'est que la conséquence logique des principes que nous avons adoptés dans la constitution des personnes morales publiques (1).

(1) Cette conclusion paraît généralement admise, Planiol, *op. cit.*, t. I, n° 3034 ; Michoud, *op. cit.*, t. II, n° 364.

Cette règle s'applique-t-elle aux biens donnés ?

L'affectation sociale d'une personne morale publique s'adresse en dernier degré à l'Etat. Si donc le donateur n'a pas expressément stipulé son désir de ne gratifier que la personne morale donataire, le bien donné suivra l'ensemble du patrimoine. Dans le cas contraire il y aura résolution au profit du donateur ou de ses héritiers.

B. — *Sort des biens.*

Nanti du patrimoine d'une personne morale publique l'Etat a-t-il l'obligation de lui donner une destination conforme à celle qu'il avait précédemment ou bien au contraire peut-il l'affecter au service qui lui convient ?

Pour répondre à cette question, une distinction s'impose.

Nous savons que pour former les personnes morales publiques, l'Etat peut procéder de deux façons différentes : créer un service et le doter, ou bien s'approprier un service déjà existant et l'élever à la qualité de service public.

Dans le premier cas aucune obligation ne peut incomber à l'Etat, qui est maître de répartir ses ressources entre ses différents services suivant les besoins qui se font sentir.

Si l'un disparaît parce qu'il devient inutile ou simplement parce que les représentants de l'Etat ne lui reconnaissent plus la qualité de service public, l'Etat n'a aucune obligation dans l'emploi du patrimoine qu'il reçoit (1).

(1) M. Michoud (*op. cit.*, t. II, p. 428) considérant les établissements publics comme des fondations de l'Etat, arrive à des conclusions quelque peu différentes des nôtres. « Lorsque l'Etat, dit-il, cessera de reconnaître le caractère de service public à la gestion des intérêts

Dans le second cas, au contraire, l'Etat est obligé, si les anciennes associations privées, dont le but a été érigé en service public, subsistent, de leur restituer leurs biens, ou tout au moins de les mettre en état de continuer leur œuvre.

Nous avons vu plus haut divers exemples de personnes morales publiques créées par l'incorporation d'associations privées dans l'administration publique : les communes, les associations syndicales autorisées dans certains cas, enfin les établissements du culte.

Nous étudierons seulement ces derniers. Ayant dans un chapitre suivant à examiner la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, il est intéressant de rechercher d'abord la solution rationnelle que, d'après nos principes, nous donnons à cet important problème.

« Il y avait sous l'ancien régime disait au Parlement M. de Castelnau, trois espèces de biens ecclésiastiques : ceux du *clergé*, qu'on a supposés vacants à un moment donné et susceptibles d'une appréhension d'Etat, parce que, disait-on, l'Eglise n'avait pas de personnalité civile ; secondement les biens des *congrégations* qui étaient personnifiés dans les congrégations qui les possédaient et sur lesquels on a mis la main quand on a dissous les congrégations... Enfin il y avait les biens des *fabriques* qui appartenaient à une personnalité parfaitement déterminée, qui étaient des biens d'origine de droit commun (1). »

Mais, quels étaient les réels propriétaires de ces biens ?

auxquels pourvoyait l'établissement public supprimé, il n'aura pas droit à s'emparer de ses biens. Le groupe intéressé subsiste, et l'Etat qui n'assure plus le service fait en sa faveur doit mettre les biens au service de ce groupe. »

(1) *Doc. parl.*, Chambre des députés, 1905, p. 1475 et suiv.

Pour ceux des congrégations, la question est résolue, les congrégations personnes morales en sont propriétaires. Les autres n'appartenaient ni au clergé, ni à la fabrique, mais à la collectivité des fidèles, collectivités « qui ont existé préalablement à toute institution de la loi civile qui n'a fait que les reconnaître et les organiser au point de vue des effets purement civils ».

Les *fabriques*, les *menses capitulaires*, *épiscopales* et *curiales*, ne sont que les représentants de ces collectivités, « le support indispensable et nécessaire pour vivre et agir au temporel ».

Ces biens sont donc d'origine essentiellement privée. « Ils ne sont pas, continue M. de Castelnau, une collation gracieuse de la loi ou du pouvoir exécutif, ils ne sont pas un démembrement de patrimoine public communal, départemental ou national dont on a voulu faire une entité particulière en leur constituant un mode de gestion spécial exigé par leurs besoins comme sont les biens des hospices, des universités, de l'Etat... Ce sont des biens d'origine de droit commun dont nul n'a le droit de s'emparer. Ils proviennent d'acquisitions, de donations, de legs, c'est-à-dire de modes d'acquisitions du droit privé et de droit commun et qui ont produit leur effet sur la tête des fabriques et des consistoires comme sur la tête de simples particuliers (1). »

Or à une certaine époque ces biens seront incorporés dans le patrimoine public. « La loi civile, qui avait de tout temps regardé et considéré les cultes comme étant un objet d'intérêt général, avait dû nécessairement reconnaître leur organisme, leur personnification comme des

(1) *Doc. parl., loc. cit.*

êtres juridiques, les faire entrer dans le fonctionnement de l'intérêt général, leur imprimer ainsi le caractère d'établissement public et par conséquent les soumettre à la réglementation (1). »

Survient la séparation des Eglises et de l'Etat ; les établissements publics du culte sont supprimés.

Qu'advient-il de leur patrimoine.

D'après la règle que nous avons énoncée plus haut, la réponse n'est pas douteuse.

Affectés à un but privé que l'Etat a voulu ériger en service public, les biens d'Eglise doivent, au cas de suppression de ce service public, être restitués à leurs précédents propriétaires, c'est-à-dire aux associations de fidèles, si elles existent légalement ou si elles sont reconstituées.

Si les anciennes associations n'existent plus ou ne sont plus aptes à posséder d'après la législation actuelle, l'Etat procède vis-à-vis d'elles comme vis-à-vis d'associations privées de même nature.

Mais en aucun cas il ne peut s'emparer de leur patrimoine comme de celui d'un établissement public fondé avec ses propres ressources.

§ 2. — Corporations privées.

Nous avons dans la première partie de cette étude, distingué dans les corporations privées deux catégories : les *sociétés* et les *associations* ; dans les premières nous faisons rentrer, malgré les termes de la loi de 1901 et l'opinion générale en cette matière, les associations, au sens général du mot, qui poursuivent un profit patrimonial.

(1) *Doc. parl., loc. cit.*

Les *associations*, au sens spécial du mot, se divisent elles-mêmes en associations à but égoïste, à but altruiste ou désintéressé, enfin en associations mixtes, c'est-à-dire poursuivant à la fois une augmentation de patrimoine et un intérêt général.

Appliquons à ces divers groupements les règles de la dévolution légale de patrimoine.

1. — *Sociétés.*

Dans la société chaque membre reprend ses apports et leurs produits, et tous partagent les donations qui ont pu être faites à la collectivité.

En effet, l'affectation sociale est ici l'augmentation du patrimoine des associés, la volonté du donateur est donc respectée.

Il en est ainsi alors même qu'il ne s'agirait pas d'une société poursuivant la répartition d'un bénéfice pécuniaire. Voici par exemple une société fondée par plusieurs propriétaires dans le but d'exécuter certains travaux destinés à l'entretien ou à l'amélioration de leurs immeubles.

Cette société se dissout sans qu'aucune décision n'ait été prise par l'assemblée générale pour fixer le sort du patrimoine collectif. Où iront les biens donnés à cette société ? Augmenter le patrimoine de chacun des associés.

2. — *Associations à but égoïste.*

Il faut comprendre dans cette catégorie les associations d'agrément telles que les cercles, les sociétés de sport, les sociétés musicales.

Que les associés reprennent, à la dissolution de l'association, leurs apports, rien de plus juste, puisque par la

suppression de la forme collective, la propriété redevient indivise entre eux et qu'ils ont désormais le droit de faire cesser l'indivision. On ne peut davantage leur contester le droit de s'approprier le produit de leurs apports, c'est-à-dire les économies réalisées sur ces derniers, quelle que soit la forme sous laquelle elles se présentent, biens acquis à titre onéreux, fonds de réserve, etc.

Mais il n'en est pas de même des biens provenant d'anciens associés ou donnés par des tiers.

L'affectation sociale constitue entre les mains des associés présents au moment de la dissolution une charge qu'ils doivent exécuter sous peine de voir révoquer la libéralité qui leur est faite.

Un seul moyen s'offre à eux, celui d'affecter les biens qu'ils ont ainsi reçus à une œuvre semblable : une société de gymnastique, par exemple, transmettra, à une autre société de gymnastique, un cercle à un autre cercle, la partie de leur patrimoine provenant de libéralités.

A défaut par les associés ou le liquidateur, qui les représente, d'avoir fait cette attribution, la libéralité sera résolue et reviendra aux donateurs ou à leurs héritiers qui en demanderont la révocation.

Mais qu'advient-il si le donateur est mort et si ses héritiers négligent de revendiquer la part qui leur revient ? C'est alors que l'Etat interviendra pour revendiquer et s'approprier, en vertu de l'article 713 du Code civil, dans l'intérêt général, les biens délaissés par leurs propriétaires.

M. Michoud, bien que partant d'un principe différent du nôtre, se rapproche, nous l'avons vu, beaucoup de nos conclusions dans les règles de la dévolution légale. La raison en est que sa théorie admet derrière l'unité, constituant la personne morale réelle, un groupement d'inté-

rêts individuels qui subsiste après la disparition de la personne morale et sert de base à la répartition du patrimoine commun.

Il accepte le partage des biens collectifs entre les membres de la personne morale, et dans l'hypothèse que nous examinons en ce moment, il préconise cette solution même pour les biens des anciens associés et pour les libéralités. « Ces anciens membres, dit-il, avaient fait leur apport dans l'intérêt collectif de l'ensemble des associés en y renonçant éventuellement pour le cas où ils cesseraient de faire partie de l'association. Les biens laissés par eux avec tout ce qui a pu les grossir pendant la vie de l'être moral, n'ayant plus possibilité de s'employer à l'intérêt collectif des membres, doivent continuer à servir l'intérêt de ces membres à titre individuel. Nous étendrons même cette solution, ajoute-t-il, aux biens donnés ou légués à l'association, à moins d'une clause spéciale stipulant un droit de retour. C'est en effet l'intérêt des associés que le donateur ou testateur a eu en vue, il est naturel en conséquence qu'on permette à ces associés de se partager le bien donné si le mode de jouissance qui existait au moment de la donation ne peut plus continuer (1) ».

Cette argumentation s'applique très exactement aux associations poursuivant un profit patrimonial pour leurs membres, et que nous avons classées dans les sociétés ; mais, selon nous, elle est inexacte, si on l'applique aux associations recherchant la satisfaction d'un intérêt non matériel, fut-il égoïste.

Quelle est l'affectation sociale des associations à but égoïste ? Telle est toute la question.

(1) Michoud, *op. cit.*, p. 430, *Année administrative*, 1903, p. 30.

Si une personne gratifie d'une libéralité une association musicale ou sportive, elle fait un don aux associés à charge par eux d'en appliquer l'objet aux satisfactions d'ordre musical ou sportif et d'en jouir collectivement, c'est-à-dire avec d'autres personnes poursuivant le même but, comme si elles ne formaient qu'un individu.

L'association se dissout : les associés donataires pour exécuter la charge qui leur est imposée, pourront trouver une association semblable ; dans ce cas il n'est pas douteux que pour respecter la volonté de leur bienfaiteur ils devront transmettre à cette association les biens reçus de celui-ci. S'il n'existe pas un groupement se rapprochant assez de leur association pour satisfaire au vœu du donateur, la libéralité sera révoquée. Mais on ne voit pas comment la volonté du donataire serait respectée par l'attribution du bien donné aux membres de l'association dissoute, qui en jouiraient à titre individuel, et l'affecteraient peut-être à un emploi très différent du but poursuivi par le donateur.

Voilà pourquoi nous n'avons pas cru devoir adopter cette opinion.

3. — *Associations à but altruiste.*

Les règles qui gouvernent la dévolution légale des biens dans les associations à but égoïste s'appliquent également aux associations à but altruiste ou désintéressé.

Dans ce groupe nous trouvons les congrégations religieuses, les syndicats professionnels, les sociétés scientifiques, les associations politiques, en un mot la plus grande partie des associations proprement dites. Le but

désintéressé est parfois combiné avec un intérêt personnel, il en est ainsi, par exemple, dans les syndicats professionnels : la même nuance devra se rencontrer dans l'œuvre similaire à laquelle les biens seront dévolus, sinon les biens reviendront à leurs donateurs ou à leurs héritiers. Dans les associations à but désintéressé, M. Michoud ne préconise plus le partage entre les membres présents des biens donnés, ses conclusions sont sur ce point tout à fait conformes aux nôtres (1).

4. — Associations mixtes.

Certaines associations poursuivent à la fois un profit patrimonial pour leurs membres et un but altruiste : nous citerons deux exemples, les sociétés de secours mutuels et les associations syndicales de propriétaires libres.

La dévolution de leurs biens sera déterminée par les règles de la dévolution dans les sociétés et dans les associations. Les membres retireront de l'actif social non seulement leurs apports et le produit de leurs apports, mais les sommes nécessaires pour les indemniser du préjudice que la dissolution de l'association leur cause. Ce n'est qu'après ces prélèvements que les fonds sociaux pourront être affectés à une œuvre similaire, ou reviendront à leurs donateurs si celle-ci fait défaut (2).

(1) Michoud, *op. cit.*, t. II, p. 436.

(2) Nous avons, dans la première partie de cette étude, recherché la nature juridique des associations non déclarées et des congrégations non autorisées, et nous sommes arrivés à cette conclusion qu'elles étaient des associations de fait, avec cette seule restriction pour les congrégations que les actes contribuant à constituer la congrégation sont nuls et que la revendication peut en être faite par les intéressés. Nous n'avons pas cru devoir nous en occuper

§ 3. — Fondations.

La fondation est une libéralité faite à une catégorie d'individus à charge par eux de jouir collectivement du bien donné et de l'appliquer à un besoin déterminé.

Si la charge cesse d'être remplie, il y a violation de l'affectation sociale et révocation de la donation ou du legs.

Il appartient à l'Etat de faciliter les actions en révocation des donateurs ou de leurs héritiers. Si dans un certain délai cette action ne s'est pas produite, l'Etat l'intente dans l'intérêt général et s'empare des biens comme vacants et sans maîtres. Il devra, conformément au principe que nous avons admis plus haut, affecter ces biens à une œuvre similaire ou tout au moins sensiblement pareille à la fondation dissoute.

Voici un hôpital dirigé par des religieuses, c'est la volonté du fondateur ; l'emploi de religieuses dans la direction de l'établissement devient impossible par suite des lois supprimant les congrégations. Si le donateur a vu dans cette direction la cause déterminante de sa libéralité,

dans la dévolution volontaire, les manifestations de volonté faites par leurs membres ne se distinguant pas des actes individuels régis par le droit commun. Mais que sera la dévolution légale ? « Supposons, dit M. Barboux (*Semaine politique et littéraire*, 10 mars 1900), qu'une association religieuse se dissolve, la liquidation en sera faite comme celle d'une société laïque. » Les membres partageront l'ensemble des biens communs. Sans doute s'ils en changent l'affectation en les appliquant à un but autre que celui qui avait été prévu, ils auront à encourir l'action en révocation prévue par les articles 953 et 954 du Code civil. Mais en aucun cas l'Etat ne pourra s'emparer de leurs biens, car ils ne sont ni vacants, ni sans maîtres aux termes de l'article 713 du Code civil, ni demander la révocation des donations à défaut du donateur (Comp. Capitant, *op. cit.*, p. 200 et suiv. ; Adenis, *op. cit.*, p. 219).

s'il en a fait l'affectation sociale de la personne morale qu'il créait, il y a révocation.

Aucun héritier ne se présentant, l'Etat revendique et recueille les biens. S'il en fait un hôpital laïque, il manque à sa mission. Il aurait dû conserver à cet établissement une administration sinon congréganiste, du moins animée des mêmes sentiments religieux que les anciens administrateurs.

On reprochera peut-être à notre théorie de trop protéger l'intérêt du donateur et surtout celui de ses héritiers au préjudice des intérêts généraux.

On respecte mieux, a-t-on dit, la volonté du fondateur en conservant à l'intérêt général les biens qu'elle lui avait destinés, quitte à les employer sous une forme un peu différente qu'en les faisant tomber aux mains de particuliers.

C'est l'opinion des partisans de la personne morale fiction et de la théorie étatiste (1).

« L'objection serait fondée, a-t-on très justement répondu, si l'on pouvait raisonnablement se dire que le motif déterminant de la libéralité fût le désir qu'avait le testateur de consacrer une part de sa fortune à l'utilité générale. Il a reculé avec horreur devant l'idée qu'elle pourrait devenir une propriété privée. Mais qui pousserait à ce point l'amour de l'humanité et le goût des abstractions ? Qui ne voit combien cela est contraire à la réalité de tous les jours ? Je m'intéresse aux enfants de ma commune, et comme je suis profondément catholique je distrais une part de ma fortune que je donne au conseil municipal à charge de créer une école congréganiste.

(1) Grunebaum-Ballin, *loc. cit.*

De bonne foi, observe-t-on mieux ma volonté en consacrant cette somme à la construction d'une école laïque qu'en la rendant à mes enfants? Voilà quelle est cependant la situation de presque tous les fondateurs (1). »

D'autres auteurs se rendant à ces raisons écartent cependant les héritiers du donateur, faisant à l'Etat une obligation juridique d'affecter les biens de la fondation dissoute à une œuvre similaire.

C'est à cette conclusion notamment qu'arrive M. Michoud dans le cas où la fondation est dissoute par suite de la suppression de son organisme. « Tant que le groupe des destinataires subsiste en fait, la disparition de l'être moral ne doit pas avoir pour conséquence de changer cette affectation, mais seulement de modifier la manière de l'opérer. Pratiquement cela conduira à l'attribution de ce patrimoine à une œuvre similaire (fondation ou association poursuivant le même but que la fondation disparue). Il est désirable que cette attribution soit confiée ou par la loi ou par les statuts à l'organe ou à l'un des organes de la fondation. Si aucun organe n'est habilité en vue de cette attribution, elle devra être faite par l'autorité d'Etat qui a le contrôle des fondations. *L'Etat ne recueille pas les biens, mais il est chargé, en vertu de sa mission supérieure de contrôle, d'en assurer lui-même l'affectation aux intérêts du groupe bénéficiaire.* Il devra agir d'après les intentions du fondateur et respecter l'esprit de la fondation ; car, suivant que la fondation aura été faite dans tel ou tel esprit, le groupe bénéficiaire sera différent.

« Il en serait autrement, continue l'auteur, s'il ne restait plus personne du groupe intéressé. Dans ce cas, il

(1) Donnedieu de Vabres, *op. cit.*, p. 176.

sera tout à fait désirable qu'il en fasse profiter des œuvres approximativement similaires pour se rapprocher autant que possible des intentions du fondateur. Mais ce ne peut être pour lui une obligation juridique si le groupe des intéressés a réellement disparu (1). »

Cette distinction, le projet de M. Saleilles ne le fait pas ; il décide dans son article 17 que *le tribunal pourra soit transformer la fondation en l'affectant à un but approximativement similaire, soit en prononcer la suppression et dans ce cas attribuer les fonds après liquidation à une œuvre similaire ou à une caisse de fondations destinée à fournir des secours aux œuvres de solidarité sociale* (2).

« Par là et du même coup, déclare M. Larnaude, se trouve aussi supprimé ce droit singulier de la famille, qui peut, en cas de fondation disparue, se trouver revivre au bout de plusieurs centaines d'années, sans la moindre justification, ni juridique, ni politique, ni sociale, contrairement aux volontés du fondateur qui n'a jamais pensé en fondant à ces successeurs tardifs. Plus d'action en reprise, en révocation, en résolution, en revendication ! Le bien affecté est définitivement sorti de la propriété particulière et ne peut plus redevenir propriété privée. Il est et reste propriété collective. Il sert d'autres intérêts que des intérêts privatifs. Il aide désormais l'Etat et les propriétés de l'Etat à supporter la charge de plus en plus écrasante qui leur incombe, et qui s'allégera ainsi de tous les secours qui lui viendront de ces nouvelles propriétés collectives (3). »

Dans notre système la solution donnée par M. Michoud se rencontrera au cas où la forme donnée à l'organisation

(1) Michoud, *op. cit.*, t. II, p. 432.

(2) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1908, p. 421.

(3) Larnaude, *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1909, p. 62.

de la fondation n'est pas la cause déterminante de la libéralité. Les règles de la révocation des donations ou des legs ne trouvant plus leur application, le groupe bénéficiaire restera propriétaire des biens, et il appartiendra à l'Etat, chargé du contrôle des fondations, d'assurer l'administration et l'exploitation de ce patrimoine suivant l'intention des fondateurs.

Mais nous ne saurions admettre cette solution dans le cas où l'organisation de l'association rentre dans l'affectation sociale, car la libéralité, qui est à la base de toute fondation, se trouve résolue au profit des donateurs.

A plus forte raison ne pouvons-nous pas adopter la proposition du projet de M. Saleilles, qui écarte le droit de révocation du donateur, en toutes circonstances.

Reprenant l'exemple que nous avons cité plus haut, nous établirons de la façon suivante les diverses opinions que nous venons d'étudier : suivant la thèse de M. Michoud, l'hôpital fondé avec la stipulation que des religieuses l'administreront, subsistera après la suppression des ordres congréganistes, mais l'Etat devra lui assurer une administration animée d'un même esprit ; le projet de M. Saleilles affectera les fonds à l'hôpital voisin qui se rapprochera le plus de celui qui est dissous et, si la chose n'est pas possible, à la caisse de dotation des œuvres de solidarité sociale. Dans notre théorie le patrimoine de l'hôpital pourra être affecté à un hôpital similaire, mais ce sera seulement dans le cas où le donateur et ses héritiers y auront implicitement consenti en n'exerçant pas l'action en révocation.

En résumé le patrimoine de la fondation est la propriété des bénéficiaires, mais dans les limites fixées par le donateur.

CHAPITRE III

LIQUIDATION.

§ 1. — Nomination du liquidateur.

§ 2. — Fonctions du liquidateur. — Formation de la masse à partager. — Attribution des biens. — Contrôle du travail liquidatif.

§ 1. — Nomination du liquidateur.

Nous avons admis dans la dévolution volontaire que le choix du liquidateur appartenait d'abord aux associés. Rien ne nous empêche d'admettre cette solution dans la dévolution légale.

Sans doute le cas sera plus rare, les associés ne désignant ordinairement un liquidateur qu'accessoirement à la dévolution de leurs biens, mais il pourra cependant se présenter, notamment s'il y a nullité de la dévolution volontaire.

A défaut des associés, l'Etat choisira le liquidateur ; et comme dans la dévolution volontaire, il devra, selon nous, désigner les représentants légaux de la personne morale de préférence à un tiers. C'est seulement au cas de contestation, de disparition des membres d'une association ou de négligence du liquidateur choisi que l'Etat doit nommer une personne étrangère.

Soit par la loi soit par l'acte administratif qui autorise

l'établissement, l'État prolongera l'existence de la personne morale jusqu'à la fin de la liquidation (1).

§ 2. — Fonctions du liquidateur.

1. — *Formation de la masse à partager.*

Après avoir déterminé le patrimoine collectif par l'inventaire des biens sociaux, le premier soin du liquidateur doit être de fixer l'actif par le règlement du passif.

A. — *Modes de procéder.*

Nous avons longuement exposé, au sujet de la dévolution volontaire, les deux systèmes qui s'offrent au liquidateur pour procéder à ce règlement : nous avons montré qu'en théorie et en pratique le prélèvement des dettes sur la masse avant toute attribution s'imposait.

Bien que n'ayant pas dans la dévolution légale exactement les mêmes raisons de décider ainsi, nous maintenons cependant à ce système notre préférence et nous la justifions.

La dévolution légale de biens collectifs, avons-nous dit, est l'attribution de ces derniers à leurs propriétaires respectifs : c'est la cessation de l'indivision, qui a succédé à la propriété collective, en un mot c'est un partage, mais un partage après séparation de patrimoines.

Appliquons à la question qui nous occupe les principes admis dans des situations de droit analogues telles que la succession bénéficiaire ou la séparation des patrimoines proprement dite.

« Ce bénéfice, dit M. Planiol en parlant de cette der-

(1) Michoud, *op. cit.*, II, p. 468.

nière, se résout en un simple *droit de préférence* ou de *privilege* accordé aux créanciers qui tiennent leur titre du défunt, et ce droit de préférence s'obtient à l'aide d'une séparation de deux masses de biens entre les mains de l'héritier qui se trouve ainsi avoir deux patrimoines au lieu d'un par dérogation aux règles ordinaires (1). »

Droit de préférence sur le patrimoine collectif, tel est l'avantage des créanciers sociaux sur les créanciers personnels des membres de la personne morale.

Sans doute les créanciers sociaux pourront, en théorie, aussi bien exercer leur droit de préférence sur les biens sociaux après répartition de ces derniers entre leurs différents attributaires, qu'avant cette répartition. Mais il est toujours plus aisé, en pratique, de faire le prélèvement du passif avant tout partage. Ajoutons, d'ailleurs, que les créanciers risqueraient de perdre bien des garanties à cette attribution de biens préalable, qui pourrait provoquer *en fait* une confusion de patrimoines préjudiciable à leurs intérêts (2).

B. — *Biens sur lesquels doit être prélevé le paiement du passif.*

En traitant la dévolution volontaire, nous avons admis que certains biens n'entraient dans le patrimoine social

(1) Planiol, *op. cit.*, t. III, p. 167.

(2) Si nous nous référons aux principes de la séparation des patrimoines proprement dits, nous ne pouvons cependant appliquer à notre matière toutes les solutions qui en découlent. Ainsi on admet dans notre droit que les créanciers du défunt ont la faculté de concourir avec les créanciers de l'héritier sur les biens personnels de ce dernier (Planiol, *op. cit.*, t. III, p. 468) : il n'en est pas de même des créanciers sociaux sur les biens personnels des membres de la personne morale : puisque l'un des caractères de la propriété collective est précisément de limiter la garantie des créanciers sociaux aux biens composant le patrimoine commun,

que sous une condition résolutoire ; ce sont les biens faisant l'objet d'une libéralité dans laquelle le donateur a stipulé expressément ou tacitement un droit de retour à son profit. Or toute donation faite à une personne morale est une donation avec charge, c'est-à-dire avec stipulation tacite de droit de retour pour le cas où l'affectation sociale ne serait pas maintenue.

Nous avons vu également que dans le cas de stipulation tacite de droit de retour, il appartient aux tribunaux de décider si l'exécution partielle de la charge indiquée entraîne la résolution de la donation ou ne donne au donateur qu'un droit à une indemnité arbitrée par les juges.

En conséquence, si une personne morale abandonne son affectation sociale, les biens qui lui ont été donnés purement et simplement pourront ne pas revenir aux donateurs si la charge imposée, c'est-à-dire le but de l'association, a été poursuivi pendant un certain temps. Et c'est aux tribunaux qu'il appartiendra, en cas de désaccord des parties, de fixer l'indemnité pouvant être due.

Dès lors le liquidateur, cette question réglée à l'amiable ou en justice, devra vendre les biens donnés comme les autres et le donateur, ou à son défaut l'Etat, viendra, créancier chirographaire, concourir avec les autres créanciers sociaux pour le paiement de son indemnité.

2. — Attribution des biens.

Le passif réglé, le liquidateur répartit l'actif entre les divers ayants droit.

Les membres présents reprennent leurs apports augmentés de leurs produits. Ils se partagent ces derniers proportionnellement à leurs apports respectifs dans les

sociétés, et par portions égales dans les associations. « Le partage entre les membres, dit M. Michoud, devra se conformer aux intentions des associés... Dans les associations, c'est le partage par parts viriles qui formera la règle parce que les associés n'ont pas d'ordinaire eu la volonté, en versant leurs cotisations, d'en faire la mesure de leurs droits au cas de dissolution (1). »

3. — *Contrôle du travail liquidatif.*

Dans le cas de dévolution volontaire, les intéressés, associés, donateurs, donataires ont intérêt à surveiller leur œuvre, l'Etat n'a à intervenir que dans des circonstances exceptionnelles et rares.

Au contraire, dans la dévolution légale l'Etat aura de fréquentes occasions d'agir dans l'intérêt général. Sans doute les associés présents veilleront à reprendre le montant de leurs apports, mais dans les associations proprement dites, ces apports ne constituent qu'une faible partie du patrimoine social. Quant aux donateurs, anciens associés et donateurs proprement dits ou à leurs héritiers, les premiers ont presque toujours disparu et les seconds, s'ils existent, négligeront de revendiquer un bien sur lequel ils ne comptaient pas, et qui partagé n'est plus pour eux d'un réel intérêt. C'est donc à l'Etat qu'il reviendra de faire respecter l'affectation sociale.

Pour faciliter sa tâche, le législateur établira une procédure spéciale qui devra répondre à un double but : 1^o faciliter par une publicité étendue aux donateurs ou à leurs héritiers l'exercice du droit de révocation ; 2^o créer un organisme permettant à l'Etat par tous les moyens

(1) Michoud, *op. cit.*, t. II, p. 432.

nécessaires de surveiller les personnes morales et de contrôler leur dissolution.

Le premier point comporte peu de commentaires. La dissolution d'une personne morale pourra être publiée soit par affichage, soit par la voie des journaux. Un certain délai devra être accordé pour permettre aux donateurs ou à leurs héritiers d'être touchés par les publications, sans cependant compromettre par un laps de temps trop étendu la bonne gestion des biens. Tout héritier du donateur devra être autorisé à revendiquer sa part des biens donnés sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les héritiers directs et les collatéraux.

Le second point supporte plus de développements. Il nous a semblé que le projet de loi sur les fondations de M. Saleilles donne une organisation que le législateur pourrait appliquer à toutes les personnes morales.

Certains auteurs ont pensé que le ministère public pouvait seul remplir le rôle de surveillance qu'on impose à l'Etat.

« Nous admettrions très volontiers, dit l'un d'eux, qu'on donnât au ministère public, par exemple, le droit de faire exécuter les charges imposées : le pouvoir aurait ainsi la possibilité.. de faire surveiller l'emploi des biens sociaux par la justice.

« Mais il faudrait un texte pour autoriser cette intervention du ministère public : il n'existe pas, et dans l'état de nos lois nous n'apercevons guère l'autorité chargée de contrôler l'affectation des biens des sociétés privées qui se dissolvent (1). »

Nous voudrions à côté du ministère public un autre

(1) Hébrard, *Du sort des biens d'une association en cas de dissolution*, thèse, Paris, 1902, p. 53.

organisme, tel que la commission de surveillance, imaginée par le projet de M. Saleilles, dont la tâche serait spécialement affectée à la surveillance des personnes morales (1).

(1) Projet de loi sur les fondations proposé par M. Saleilles à la Société d'études législatives, *Bulletin de la Société*, 1908, p. 419.

ART. 9. — Les fondations sont placées sous la surveillance dans chaque département, d'une commission spéciale. Cette commission est composée :

Dans les départements, du président du tribunal du chef-lieu du département ou d'un juge désigné par lui, du procureur de la République près le même tribunal, du directeur de l'Enregistrement et des Domaines, du secrétaire général ou à son défaut d'un membre du conseil de préfecture, de l'un des juges de paix du chef-lieu du département, d'un délégué de la Chambre des notaires et d'un délégué de la Chambre des avoués.

Et à Paris, du président du tribunal de la Seine ou d'un juge délégué, du procureur de la République ou d'un substitut au même tribunal, du directeur de l'Enregistrement et des Domaines ou d'un administrateur délégué, d'un conseiller de préfecture, d'un juge de paix à la Seine, d'un délégué de la chambre des notaires et d'un délégué de la chambre des avoués.

ART. 10. — La commission de surveillance veille à ce que les intentions du fondateur soient exécutées et s'assure que les revenus des fonds affectés à la fondation sont employés conformément à leur destination.

ART. 10. — Les tribunaux de l'ordre judiciaire sont appelés à statuer sur les demandes de suppression ou de transformation de la fondation.

Lorsque la fondation est devenue complètement inutile ou si elle se trouve en contradiction avec l'ordre public ou les bonnes mœurs soit à raison de son but, soit à raison des procédés statutaires destinés à le réaliser, ils peuvent être saisis à cet effet par la commission de surveillance agissant soit de son chef, soit sur l'initiative du conseil de direction ou sur celle des héritiers du fondateur jusqu'au degré mentionné à l'article 5, ou de son exécuteur testamentaire....

ART. 17. — Le tribunal doit prononcer la transformation lorsqu'il est possible d'affecter la fondation à un but approximativement

Cette commission serait composée de fonctionnaires ou même de particuliers qui offriraient à l'Etat des garanties suffisantes.

Son rôle s'étendrait à toutes les personnes morales ; son action serait en fait souvent impossible dans la gestion des sociétés de gain, au contraire elle se manifesterait fréquemment dans les associations proprement dites, et les fondations.

Recherchons cette action dans la dévolution légale du patrimoine social.

La commission de surveillance aura d'une façon générale le contrôle des opérations du liquidateur.

Elle vérifiera par son représentant les attributions faites par ce dernier, les déférera aux tribunaux si elle en conteste la légalité, et veillera à l'exécution de leurs décisions.

Son rôle sera surtout de provoquer à défaut des donateurs ou de leurs héritiers l'annulation des attributions de leurs biens aux membres de la personne morale. Elle appellera en cause les intéressés, et si ces derniers ne répondent pas, elle demandera aux tribunaux d'affecter le patrimoine à une œuvre similaire.

Nous avons déjà dit que c'était là pour l'Etat une obligation tirée du caractère même de sa mission. Les parties intéressées pourront s'opposer légalement à l'affectation

similaire de celui fixé par le fondateur et que l'organisation de la fondation telle qu'elle fonctionne à l'époque de la demande est de nature à en justifier le maintien.

Dans le cas contraire, le tribunal en prononce la suppression pour en attribuer les fonds après liquidation, soit à une œuvre approximativement similaire, soit, si cette dévolution ne peut avoir lieu, à une caisse des fondations destinée à fournir des secours aux œuvres de solidarité sociale.

demandée par la commission. Et les juges devront statuer sur cette opposition en se conformant aux règles de la dévolution légale.

Telles sont les règles qui, selon nous, doivent gouverner la dévolution légale des biens d'une personne morale et leur liquidation.

Nous allons, dans le chapitre suivant, rechercher dans l'étude du droit positif les solutions que les législations modernes ont données à ce problème.

CHAPITRE IV

LE DROIT POSITIF.

§ 1. — Législation étrangère.

Législation attribuant à l'Etat le patrimoine des personnes morales ; — acceptant le droit de retour des donateurs ; — le partage des biens collectifs entre les associés.

Liquidation.

§ 2. — Le droit positif français.

Lois accordant à l'Etat le patrimoine des personnes morales ; — admettant un droit de retour au profit des donateurs ; — le partage des biens collectifs entre les associés.

Liquidation.

§ 3. — Critique de la législation française.

Le droit positif attribue généralement à l'Etat le patrimoine des personnes morales dissoutes lorsque les associés n'en ont pas disposé eux-mêmes par une dévolution volontaire.

A cette attribution la plupart des législations, et presque la totalité des législations modernes, apportent une restriction : l'Etat doit affecter les biens de la personne morale dissoute à une œuvre similaire.

Aucune distinction n'est à faire entre les textes qui attribuent directement les patrimoines de collectivités dissoutes à des personnes morales déterminées et ceux qui les donnent à l'Etat à charge par ce dernier de faire l'affectation similaire. L'Etat est toujours le destinataire des biens, seul le mode d'affectation diffère : dans le pre-

mier cas, il est fixé par la loi ; dans le second, par l'autorité administrative.

Certaines législations, mais principalement la législation française, admettent également en faveur des donateurs un droit de retour en dehors de toute stipulation expresse.

Enfin très rarement, et dans certaines catégories de personnes morales presque exclusivement, nous trouverons des dispositions acceptant la répartition des biens sociaux entre les associés présents.

Notre plan se trouve ainsi tracé.

Nous étudierons successivement dans chaque législation : 1^o les textes attribuant à l'Etat les patrimoines des personnes morales dissoutes ; 2^o les textes qui admettent en faveur des donateurs un droit de retour tacite ; 3^o les textes enfin qui reconnaissent aux associés un droit sur les biens sociaux.

§ 2. — Législations étrangères.

1. — *Législations attribuant à l'Etat le patrimoine des personnes morales.*

A. — *Allemagne.*

Aux termes des articles 45 et 46 du Code allemand : « à défaut de détermination des successeurs, si l'association servait exclusivement, d'après ses statuts, les intérêts de ses membres, le patrimoine social est dévolu par portions viriles aux associés vivants lors de la dissolution ou de la suppression de leur capacité juridique et *en tout autre cas au fisc confédéré dans le ressort duquel l'association avait son siège.* » Lorsque le patrimoine social, continue l'article 46, échoit au fisc, il y a

lieu de faire application correspondante des dispositions relatives à l'hypothèse où il y a dévolution de l'hérédité au fisc comme successeur appelé par la loi. *Le fisc doit, autant que possible, affecter le patrimoine à une destination qui corresponde au but poursuivi par l'association.* »

Ces articles consacrent la solution donnée en Allemagne au problème de la dévolution légale d'un patrimoine collectif.

Quel système adopter, s'est-on demandé, lorsque les statuts n'avaient rien prévu ? Deux conceptions se présentaient : l'une consistant dans tous les cas à partager les biens entre les associés, l'autre à n'admettre ce partage que dans les associations ayant pour but exclusif de pourvoir aux intérêts de leurs membres, et pour « toute autre hypothèse d'attribuer les biens au fisc, sauf à l'obliger à en faire un emploi conforme au but initial de l'association ou encore à ériger ce patrimoine lui-même en patrimoine de fondation au profit de l'Etat » (1).

C'est ce dernier système qui a triomphé et que les articles précités adoptent.

Dans les Etats où la législation désigne comme attributaire, au lieu du fisc, en matière de succession, une corporation, une fondation, ou un établissement de caractère public, ces dispositions sont maintenues dans la dévolution des patrimoines collectifs (2).

B. — *Italie.*

En Italie, la législation des personnes morales n'est pas une ; comme en France elle consiste dans diverses lois spéciales à certaines collectivités.

(1) Saleilles, Les personnes juridiques dans le Code civil allemand. *Revue du droit public*, t. XV et XVI, p. 200 et suiv.

(2) Saleilles, *loc. cit.*

Quatre lois sur la liquidation des associations religieuses dissoutes et des établissements ecclésiastiques méritent notre attention.

L'économie de la loi du 7 juillet 1866 supprimant les congrégations peut ainsi se résumer : sous la réserve de quelques exceptions, les biens sont dévolus au domaine de l'Etat, mais avec application aux mêmes usages qu'auparavant, besoins du culte, entretien de monuments sacrés, traitement des malades, instruction publique.

Les exceptions concernent notamment les biens de nature artistique ou d'une appropriation exclusivement culturelle.

Mais le patrimoine ecclésiastique demeure cependant distinct du domaine de l'Etat : il a son administration propre, ses règles de gestion spéciales (1).

La loi de 1867 est venue compléter la loi de 1866 en prélevant un impôt de 30 0/0 sur les biens des congrégations supprimées : ce qui était sous une forme fiscale reprendre en partie les biens que la loi précédente affectait aux mêmes œuvres que celles des congrégations.

La loi du 19 juin 1873 vise la suppression des corps

(1) *Annuaire de la législation étrangère de 1873*, notice de M. Barboux, p. 299 et suiv.

Loi du 7 juillet 1866 : ART. 11. — « Sous la réserve des exceptions autorisées dans les articles suivants, tous les biens quelconques appartenant aux corporations supprimées par la présente loi sont *dévolus au domaine de l'Etat à charge d'inscrire en faveur du fonds pour le culte*, avec jouissance du jour de la prise de possession, *une rente 5 0/0*, égale au revenu certifié, et soumis à la taxe de mainmorte déduction faite de 5 0/0 pour les dépenses d'administration. » — ART. 19. — « Les biens mobiliers et la vente correspondant aux immeubles qui, en vertu de titres légitimes, étaient destinés aux soins des malades, à l'instruction publique sont dévolus aux communes à charge de maintenir l'affectation ou une affectation équivalente. » Voy. *Année administrative*, 1903, p. 35 ; Adenis, *op. cit.*, p. 133.

ecclésiastiques. Le législateur de 1866 avait donné les biens à l'Etat, à charge de les affecter aux mêmes usages. Celui de 1873, « pour échapper aux reproches de spoliation a marqué dans ses articles 2 et 3, dit M. Barboux, la volonté de rendre l'Etat indifférent aux opérations de la dévolution (1) ».

(1) *Annuaire de la législation étrangère de 1873, loc. cit.*

Loi du 19 juin 1873 : ART. 2. — Les biens des corporations religieuses supprimées dans la ville de Rome sous la réserve de leur conversion et des charges qui les grèvent ainsi que celles qui sont établies par la présente loi, sont dévolus et appliqués de la manière suivante :

1° Les biens des maisons dont les religieux donnent leurs soins aux infirmes soit dans leurs propres hôpitaux, soit dans d'autres, ou qui s'appliquent à des œuvres de bienfaisance, sont conservés à leur destination et appliqués aux hôpitaux, aux œuvres pieuses de même nature ou à la congrégation de charité de Rome (bureau de bienfaisance), pour être administrés d'après les règles de la loi du 3 août 1862.

2° Les biens des maisons dont les religieux s'adonnent à l'enseignement sont également conservés à leur destination et dévolus par ceux qui étaient employés à l'enseignement et à l'éducation populaire, à la commune de Rome pour l'entretien d'écoles primaires, asiles et établissements d'éducation de même genre ; et pour ceux qui étaient employés à l'instruction secondaire ou supérieure, à des écoles ou des établissements de même degré, sur décret royal d'après les règles établies par les lois de l'Etat.

3° Les biens des maisons auxquelles sont annexées des églises paroissiales seront répartis entre ces paroisses elles-mêmes et les autres paroisses de Rome en tenant compte du revenu et de la population de chaque paroisse.

La somme à répartir n'excédera pas 3.000 livres par chaque paroisse, y compris la dotation actuelle.

4° Sur le restant des biens, déduction faite du capital des pensions à raison de 16 fois leur montant, il sera assigné au Saint-Siège une rente allant jusqu'à 400.000 livres pour pourvoir aux dépenses des ordres religieux existant à l'étranger.

Si l'une des maisons supprimées s'appliquait à plusieurs des œuvres indiquées ci-dessus, les biens seront distribués selon leur

Mais nous avons vu qu'il y a là une nuance plus apparente que réelle.

Enfin l'Italie possède une loi sur les fondations, celle du 17 juillet 1890. L'idée qui domine cette législation est celle que M. Saleilles a introduite dans son projet de loi sur la même matière, la transformation de l'œuvre quand les biens se trouvent affectés à un besoin disparu ou « auquel il est pleinement et définitivement pourvu d'une autre manière » (art. 70). C'est ainsi que l'article 90 de cette loi convertit en fondations de patronages pour détenus libérés, les fondations faites en faveur des prisonniers et des condamnés, devenues inutiles par suite de l'amélioration du régime pénitentiaire.

B. — *Angleterre.*

La loi anglaise fait une distinction suivant le but de l'association dissoute ; si celle-ci est charitable les tribunaux maintiennent l'affectation, si elle n'est point charitable, les biens dévolus à la couronne comme vacants et

destination originaire, et quand celle-ci manquera, à raison de la part du revenu assignée à chacune des dites œuvres. Les assignations et répartitions des biens, selon la disposition de cet article, seront proposées par la commission dont il est parlé à l'article 9 et sanctionnés par décret royal après avoir entendu la commission de surveillance dont il est parlé dans le même article et le Conseil d'Etat.

ART. 3. — Les biens des corporations et corps ecclésiastiques supprimés dans la ville de Rome, à la destination desquels il n'est pas autrement pourvu par la présente loi, seront réunis en un fonds spécial appliqué à des usages religieux ou de bienfaisance dans la ville de Rome, lequel fonds sera réglé par la loi sur la propriété ecclésiastique dont il est parlé à l'article 18 de la loi du 13 mai 1871. Il sera pourvu à l'aide de ce fonds au paiement des dépenses qui grèvent aujourd'hui le budget de l'Etat à raison du culte et des édifices sacrés et ecclésiastiques dans la ville de Rome.

sans maîtres ne sont soumis à aucune destination spéciale.

D. — *Belgique.*

La loi de 1894 sur les sociétés mutualistes distingue au point de vue de la dévolution des biens entre le produit des libéralités et le versement des membres.

Le premier seul est dévolu à l'Etat et affecté à un but de mutualité. Les sommes provenant des versements de sociétaires sont réparties, comme nous le verrons, entre les membres.

La loi de 1898 sur les Unions professionnelles attribue les biens des Unions dont le sort n'a pas été réglé par les statuts ou l'assemblée générale à l'enseignement professionnel.

E. — *Suisse.*

Le législateur suisse s'attache aussi à conserver aux biens des associations dissoutes leur destination antérieure.

Lorsque, dit le Code civil du canton de Zurich, les biens d'une corporation sont dévolus à une commune ou à l'Etat, on les affecte à la destination qui a le plus d'analogie avec celle qu'ils avaient auparavant. Ainsi les biens qui avaient pour objet le soulagement des pauvres ou des malades dans une commune sont attribués aux pauvres de cette commune.

Une idée quelque peu différente se rencontre dans le Code fédéral des obligations. Le juge peut déterminer l'emploi des biens d'associations dont il prononce la dissolution à raison de leur caractère illicite ou immoral : cette faculté devient pour lui une obligation quand la société dissoute poursuivait un but d'intérêt public (1).

(1) Article 716 du Code fédéral : « Dans le cas où la dissolution

Mais il ne semble être tenu à aucune affectation déterminée.

2. — *Législations acceptant un droit de retour
au profit des donateurs.*

Le droit de retour au profit des donateurs ne jouit pas dans la plupart des législations étrangères d'une grande faveur.

L'Italie ne l'admet qu'en cas de stipulation expresse, c'est l'application du droit commun. Il semble en être de même des lois belges.

3. — *Législations admettant le partage des biens
entre les associés.*

A. — *Allemagne.*

En Bavière et en Saxe, la liquidation des associations s'opère d'une façon analogue à celle des sociétés commerciales. Si elle se solde par un actif, celui-ci, à défaut de disposition statutaire, est partagé entre tous les membres et par tête.

Le Code civil allemand n'accepte cette solution que pour les sociétés ou les associations poursuivant exclusivement l'intérêt de leurs membres : « A défaut de détermination des successeurs, si l'association servait exclusivement, d'après ses statuts, les intérêts de ses membres, le patrimoine social est dévolu par portions viriles aux associés existant lors de la dissolution ou de la suppression de la capacité juridique (art. 45).

aurait été prononcée par jugement à raison du caractère illicite ou immoral du but que la société poursuit, des moyens dont elle se sert, le juge a le droit de déterminer l'emploi de l'actif lorsque les statuts n'en disposent pas autrement, et il est tenu de le faire lorsque la société poursuit un but d'intérêt public.

B. — *Italie.*

La législation italienne, bien que prohibant le partage du patrimoine social entre les associés, reconnaît dans certains cas à ces derniers un droit à une pension. La loi de 1866 fixe trois classes de pensions suivant l'âge du religieux. Le maximum est de 600 francs. L'article 12 de la loi de 1873 accorde cette pension de 600 francs « à tous les prêtres et religieuses de chœur des ordres possédant, mais maintient des pensions inférieures pour les sœurs converses et les laïques de ces ordres ainsi que pour les membres des ordres mendiants (1) ».

C. — *Belgique.*

La loi de 1894 sur les sociétés mutualistes établit une distinction, avons-nous vu, entre les biens provenant de la libéralité et ceux qui sont le produit des versements des associés. Ces derniers sont, après liquidation, attribués aux membres de la société au prorata de leurs cotisations.

D. — *Suisse.*

L'article 37 du Code civil du canton de Zurich décide que dans les sociétés qui n'ont pas un but « d'intérêt général », c'est-à-dire dans les sociétés proprement dites, l'actif est, au moment de la dissolution, partagé par tête entre les membres.

Il résulte en outre de l'article 716 du Code fédéral des obligations, § 1^{er}, qu'à défaut de disposition statutaire ou de décision de l'assemblée générale, l'actif des associations se partage entre les membres (2).

(1) *Annuaire de la législation étrangère, loc. cit.* ; *Année administrative* de 1903, p. 38, note I.

(2) Adenis, *op. cit.*, p. 130, 135 et 136.

4. — *Liquidation.*

Toutes les législations étrangères admettent la liquidation préalable et n'attribuent que l'actif du patrimoine social aux destinataires.

En Bavière et en Saxe, il peut même y avoir, en cas de déficit, une véritable faillite prononcée par le tribunal sur la demande de tiers.

En Italie la liquidation est surveillée par une commission dont le rôle est déterminé par la loi de 1873 (art. 9).

Composée de trois membres nommés par décret royal sur la proposition du ministre de grâce et de justice, le conseil des ministres entendu, cette commission procède à la liquidation et à la conversion des biens. Elle surveille leur administration temporaire, pourvoit à l'allocation des rentes et veille en un mot à l'exécution de la loi. Elle prend le nom de commission liquidatrice du patrimoine ecclésiastique de Rome et exerce ses fonctions sous la surveillance d'une commission composée suivant l'article 26 de la loi de 1866 (1).

§ 2. — Le droit positif français.

1. — *Caractère général de la législation.*

La théorie de l'Etat propriétaire, formant et dissolvant les associations à son gré, reprenant leurs biens plus qu'il ne s'en empare, est toujours le principe dont s'inspire notre législateur.

Il est vrai que dans un sentiment de « générosité », suivant l'expression de Mirabeau à la Constituante, les

(1) *Annuaire de la législation étrangère, loc. cit.*

lois organisant la dévolution des patrimoines collectifs, tendent à en affecter l'actif à des œuvres similaires. C'est une concession faite par les partisans de la fiction, à ceux du patrimoine affecté, concession que nous remarquons dès la loi du 2 novembre 1789 sur les biens du clergé (1) et que nous retrouvons sous une autre forme dans les lois récentes.

Mais en agissant ainsi, l'Etat prétend exercer une pure faculté à laquelle rien ne l'oblige, et le législateur actuel proclame son droit dans des termes à peu près aussi absolus que celui de 1789.

« Les fondations, disait Barnave, sont pour les pauvres et les hôpitaux, dans les mains du clergé, c'est un dépôt et rien de plus. Mais si c'est à la nation de soulager les pauvres, à fournir à l'entretien des églises, c'est à la nation que ces biens *ont été donnés*, le clergé n'est que le distributeur, la nation peut donc changer le mode de distribution. »

« Toute personne morale, dit M. Briand en 1908, naît par l'Etat, meurt par le contrôle de l'Etat et souvent par le fait de l'Etat. A sa mort ses biens sont vacants et sans maîtres. La nation, quand il s'agit de fondations perpétuelles, est *cofondatrice* (2).

(1) Le lundi 2 novembre 1789, l'Assemblée nationale, par 568 voix contre 346, a décrété :

1^o Que tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation à charge de pourvoir, d'une manière convenable, aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres, sous la surveillance et d'après les instructions des provinces ;

2^o Que dans les dispositions à faire pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne pourra être assuré à la dotation d'aucune cure moins de 1.200 livres par année, non compris le logement et les jardins en dépendant.

(2) Sénat, séance du 1^{er} avril 1908, *Doc. parl.*, 1908.

« La congrégation ayant cessé d'exister, dit à son tour M. Buisson en 1903, ses biens sont vacants et sans maîtres, et en vertu de l'article 713 du Code civil, ils appartiennent à l'Etat (1).

Suivant le même ordre que dans l'étude de la législation étrangère, nous examinerons successivement :

1° Les lois accordant à l'Etat la dévolution des biens avec ou sans affectation.

2° Les lois reconnaissant aux donateurs un droit de retour tacite au cas de dissolution sans dévolution régulière.

3° Les lois qui consentent au partage des biens entre les membres.

2. — *Lois accordant à l'Etat le patrimoine des personnes morales avec ou sans affectation.*

A. — *Droit intermédiaire.*

a) *Sans affectation.* — Seules les lois du droit intermédiaire aboutissent à cette solution.

Pénétrés de la toute puissance de la nation dont la souveraineté remplaçait celle du roi, les législateurs de l'époque révolutionnaire n'ont pas hésité à tirer de ce principe des conclusions rigoureuses.

Les 28 octobre et 5 novembre 1790, l'Assemblée nationale décrétait qu'elle entendait par *biens nationaux* :

1°

3° Tous les biens du clergé.

4° Tous les biens des séminaires diocésains.

L'Assemblée ajournait tout ce qui concerne.

1° Les biens des fabriques.

2° Les biens des fondations.

(1) *Doc. parl.*, 1903, Chambre, sess. extraord., p. 20.

3° Les biens des séminaires collèges.

4° Les biens des hôpitaux.

Les biens des fabriques furent vendus « dans la même forme et aux mêmes conditions que les autres biens et domaines nationaux suivant décret de l'Assemblée législative du 19 août 1792, et l'actif « affecté aux fabriques à quelque titre que ce soit », déclaré propriété nationale par décret de la Convention du 3 novembre 1793.

Par décret du 18 août 1792, les biens ayant apparten u « aux congrégations séculières ecclésiastiques ou laïques, ceux des séminaires, collèges, des bourses et des fondations desservies par les congrégations, ensemble les biens dépendant des familiarités, confréries, pénitents de toute couleur, etc., furent administrés et les immeubles réels vendus » comme biens nationaux.

Le même sort fut réservé aux biens des fondations par le décret du 26 septembre 1791.

« Les biens dépendant des fondations faites en faveur d'ordres, de corps et de corporations qui n'existent plus dans la constitution française, soit que les dites fondations eussent pour objet, les dits ordres, corps, corporations en commun ou les individus qui pouvaient en faire partie, considérés comme membres des dits ordres, corps et corporations, font partie des biens nationaux, et sont comme tels à la disposition de la nation. »

Il en fut de même enfin des corporations. Par décret du 2 mars 1791 (art. 6), l'Assemblée constituante a décidé que « les fonds existants dans les caisses des différentes corporations après l'apurement des comptes, seront versés dans la caisse du district qui en tiendra compte à celle de l'extraordinaire. Les propriétés soit mobilières, soit immobilières des dites communautés, seront ven-

dues dans la forme prescrite pour l'aliénation des biens nationaux et le produit des dites ventes sera pareillement versé dans la caisse de l'extraordinaire.

β) *Avec affectation déterminée.* — Le droit intermédiaire avait parfois, en attribuant les biens des collectivités dissoutes à l'Etat, obligé celui-ci à servir une rente aux membres de ces collectivités.

Ainsi, avant de déclarer biens nationaux les immeubles des fondations, la Constituante avait, par un décret du 10 février 1791, accordé « aux curés et aux prêtres attachés aux églises et qui administraient les biens », un intérêt à 4 0/0 sans retenue du produit net de la vente des biens.

Avant que la Convention déclare les biens des fabriques propriété nationale, l'Assemblée législative avait décidé, par décret du 19 août 1792, que « pour tenir lieu aux fabriques qui administraient les dits biens de la jouissance qui leur en avait été laissée provisoirement, il leur sera payé l'intérêt à 4 0/0 du produit de la vente ».

Enfin nous savons que le 2 novembre 1789, sur la motion de Mirabeau, les biens ecclésiastiques furent mis à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien des ministres et au soulagement des pauvres.

Dans ces diverses dispositions il y avait comme une indication de l'affectation à une œuvre similaire que nous trouvons dans la législation du xix^e et du xx^e siècle plus nettement exprimée.

B. — *Droit moderne.*

α) *Personnes morales publiques.* — La loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat a pro-

noncé la suppression des établissements publics du culte menses, fabriques, consistoires et conseils presbytéraux.

Les biens composant le patrimoine de ces établissements publics sont divisés par la loi en quatre catégories : 1° les biens des établissements du culte proprement dits ; 2° les biens provenant de l'Etat, des départements et des communes ; 3° les biens grevés d'une affectation charitable ou de toute autre affectation étrangère au culte ; 4° les édifices du culte.

Les premiers sont transmis à des associations privées, dites associations cultuelles (art. 4) ; les seconds font retour à l'Etat, aux départements, aux communes ; les troisièmes sont attribués à des établissements publics ou d'utilité publique poursuivant le même but, les quatrièmes sont propriété de l'Etat, mais laissés à la jouissance des associations cultuelles.

Les édifices du culte eux-mêmes se divisent en deux catégories, seuls les édifices servant à l'exercice public du culte sont laissés gratuitement à la disposition des associations cultuelles sans limitation de durée : les archevêchés, évêchés, ne bénéficient de ce régime que pendant deux années à partir de la loi, les presbytères, les grands séminaires et les facultés de théologie protestante pendant cinq années (art. 13 et 14).

Le législateur de 1905 a prévu le défaut d'associations cultuelles et la dissolution de celles-ci.

Dans le premier cas, les biens des établissements dissous sont attribués par décret aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance situés dans les limites territoriales de la circonscription ecclésiastique intéressée.

Dans le second cas, les biens sont attribués par décret rendu en Conseil d'Etat soit à des associations analogues voisines, soit aux établissements communaux que nous venons d'indiquer (art. 9).

Suivons l'exécution de la loi. Des associations cultuelles se sont formées, selon les formes indiquées par le législateur, dans les religions israélite et protestante. Au contraire les catholiques ont reçu du Pape la défense d'en constituer ; quelques rares associations se sont formées mais elles sont irrégulières, comme ne se conformant pas aux règles d'organisation du culte qu'elles représentent, et elles ne peuvent prétendre à la dévolution des biens.

Il n'existe donc pas d'associations cultuelles catholiques. L'article 9 va-t-il être appliqué ?

Comme l'a dit très justement M. Michoud (1), « le législateur se trouvait ainsi entraîné à transformer en règle ce qui dans sa pensée n'était qu'une exception, le changement de destination des biens des anciens établissements du culte ».

A défaut d'associations cultuelles, les biens vont-ils être affectés immédiatement aux établissements communaux d'assistance, les édifices servant au culte, les archevêchés, évêchés vont-ils revenir simplement à l'Etat, aux départements, aux communes ?

Le pouvoir exécutif a reculé devant ce bouleversement apporté à l'exercice du culte le plus répandu en France et a saisi de nouveau le législateur.

Celui-ci, dans deux nouvelles lois des 2 janvier 1907 et 13 avril 1908 a réglé la dévolution du patrimoine des établissements ecclésiastiques en corrigeant la loi de 1905.

(1) Michoud, *op. cit.*, t. II, p. 484.

Les biens des établissements ecclésiastiques proprement dits sont, conformément à l'article 9 de la loi de 1905, attribués à titre définitif aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance (art. 2 de la loi de 1907).

Les archevêchés, évêchés, presbytères et séminaires sont, à titre définitif, à l'Etat, aux départements et communes dont ils sont la propriété (art. 1).

Quant aux édifices servant au culte et les meubles les garnissant, alors même qu'ils auraient appartenu aux établissements du culte, « ils continuent à être laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion », droit mal défini qui est plus étendu que la simple détention, mais n'est pas cependant la jouissance, droit dit « d'occupation » (art. 5).

A ces dispositions la loi du 13 avril 1908 a apporté quelques modifications.

A défaut d'établissement d'assistance dans la circonscription ecclésiastique, les biens ecclésiastiques sont *donnés aux communes* avec charge de les affecter aux établissements de bienfaisance (art. 1).

Les édifices servant au culte deviennent la propriété des *communes* ainsi que les meubles qui les garnissent.

Les autres immeubles qui dépendaient des menses archiépiscopales, épiscopales, des chapitres et des séminaires seront attribués par décret soit aux départements, soit aux communes, soit aux établissements de bienfaisance, soit enfin aux services publics.

Telle est l'affectation donnée par le législateur de 1905, 1907 et 1908 aux biens des établissements publics du culte.

β) *Personnes morales privées*. — Quatre textes attri-

buent à l'Etat avec affectation similaire, les biens de personnes morales dissoutes, ce sont les lois de 1825 et de 1904, la loi de 1875 et celle de 1898.

La loi de 1825 attribue les biens des congrégations de femmes dissoutes, moitié aux hospices, moitié aux établissements ecclésiastiques situés dans les départements où se trouvent les congrégations dissoutes.

La loi de 1904 se réfère à cette disposition, mais substitue aux établissements ecclésiastiques et aux hospices du département, l'Etat avec charge de subventionner les maisons d'école.

La loi de 1875 contient une disposition analogue qui attribue aux besoins de l'enseignement supérieur officiel les biens ayant appartenu aux établissements supérieurs libres.

Enfin la loi de 1898 règle la dévolution des biens des sociétés de secours mutuels de la façon suivante :

Les statuts gouvernent la liquidation des sociétés libres : la loi ne contient aucune prescription pour le cas où il n'existe pas de disposition statutaire.

Il n'en est pas de même pour les sociétés approuvées.

En cas de dissolution, celles-ci étaient déjà soumises antérieurement à 1898 à certaines règles. L'article 15 du décret du 26 mars 1852 prescrivait qu'après restitution à chaque sociétaire de ses versements respectifs, « les fonds restés libres étaient partagés entre les sociétés du même genre ou établissements de bienfaisance situés dans la commune ; à leur défaut, entre les sociétés de secours mutuels approuvées du même département au prorata du nombre de leurs membres.

L'article 31 de la loi de 1898 procède du même principe. Après avoir déterminé le retour des biens donnés, le paie-

ment des obligations sociales, le versement à chaque membre présent de ses débours, il décide que « le reliquat sera attribué au fonds de dotation.

La loi de 1901 sur les associations fait exception à ces règles. Alors même que ni les statuts ni l'assemblée générale n'ont réglementé la dévolution des biens, on demandera aux associés de décider eux-mêmes du sort de leur patrimoine : la dévolution sera nécessairement volontaire.

Cela résulte expressément du règlement d'administration publique du 16 août 1901 (art. 14) : « Si les statuts n'ont pas prévu les conditions de liquidation et de dévolution des biens d'une association en cas de dissolution, par quelque mode que ce soit, ou si l'assemblée générale qui a prononcé la dissolution volontaire n'a pas pris de décision à cet égard, le tribunal, à la requête du ministère public, nomme un curateur. Ce curateur provoque, dans le délai déterminé par le tribunal, la réunion d'une assemblée générale dont le mandat est uniquement de statuer sur la dévolution des biens ; il exerce les pouvoirs conférés par l'article 813 du Code civil aux curateurs des successions vacantes. »

Seule la loi des syndicats de 1884 ne prévoit pas la dévolution des biens.

Le projet de M. Dusaussay, que nous avons eu déjà l'occasion d'examiner, supplée cette lacune.

Il n'attribue rien à l'Etat, il donne le patrimoine du syndicat dissous aux syndicats similaires, ce qui revient au même, puisque nous avons vu que l'ensemble de notre législation moderne n'attribue à l'Etat les patrimoines collectifs qu'à charge d'une affectation semblable à celle qu'ils avaient.

« Adéfaut de clauses réglant la dévolution, l'attribution des biens du syndicat dissous sera faite à un syndicat similaire par le préfet du département, s'il se trouve dans le département un syndicat similaire, et par le ministre de l'intérieur dans le cas contraire. »

« En aucun cas les biens du syndicat dissous ne pourront être attribués à l'Etat. En l'absence de syndicats similaires sur toute l'étendue du territoire continental et algérien, ils seront attribués au bureau de bienfaisance de la commune siège du syndicat (1). »

3. — *Lois admettant un droit de retour au profit des donateurs.*

La plupart de nos lois modernes reconnaissent aux donateurs ou à leurs héritiers le droit de reprendre leur libéralité dans le cas où l'affectation sociale disparaît, mais non sans lui apporter quelques restrictions.

A. — *Personnes morales publiques.*

La loi du 9 décembre 1905 établit un premier droit de retour au profit de l'Etat dans son article 5.

« Ceux des biens désignés à l'article précédent qui proviennent de l'Etat et qui ne sont pas grevés d'une fondation pieuse créée postérieurement à la loi du 18 germinal an X feront retour à l'Etat. »

Le texte n'énumère pas ces biens, c'est inutile, il s'agit de tous les biens mobiliers et immobiliers des men-ses, fabriques, conseils presbytéraux, consistoires don-nés par l'Etat à ces établissements.

Les raisons qui ont motivé cette disposition sont,

(1) *Doc. parl.*, Chambre des députés, 1893, p. 229.

d'après le rapport de M. Briand, celles qu'on pourrait invoquer au sujet des établissements publics créés directement par l'Etat. « Les biens, dit-il, ont été non pas aliénés, mais concédés par l'Etat pour un service public. Ce service public disparaissant, l'Etat n'a plus les mêmes obligations ; il a le droit de considérer ces concessions comme sans objet, il reprend ses dotations pour leur donner une autre destination publique (1). »

Il ne s'agit donc pas ici de la reprise faite par un donateur dont la volonté n'est pas exécutée, mais de celle d'un concédant dont la concession est supprimée.

L'article 7 procède au contraire de la première idée en autorisant tout donateur de biens affectés à un but charitable à les revendiquer, la loi les attribuant dans ce cas à des établissements publics ou d'utilité publique dont la destination serait approximativement similaire.

Mais ce droit n'est accordé qu'à certains héritiers du donateur, ceux de la ligne directe : et l'action qu'il donne se prescrit dans un délai de six mois à partir du jour où l'arrêté préfectoral ou le décret approuvant l'attribution aura été inséré au *Journal officiel*.

Les mêmes observations s'appliquent aux dispositions de l'article 9.

Nous verrons plus loin, en étudiant le droit de révocation du donateur dans la dissolution des associations privées, que la Cour de cassation a toujours distingué l'action en reprise et l'action en résolution pour inexécution des charges.

D'après notre conception théorique de la personnalité morale, l'action en reprise est bien l'action en résolution

(1) Rapport de M. Briand, *Doc. parl.*, 1905, p. 292.

d'une libéralité pour inexécution des charges. Mais ce nom est réservé à l'action des donateurs qui n'ont soumis leur donation à d'autre condition que l'affectation sociale elle-même. L'action en résolution désigne au contraire l'action reconnue au bienfaiteur qui a soumis sa donation à l'accomplissement d'un acte étranger ou tout au moins distinct de l'affectation sociale.

La loi du 13 avril 1908 a estimé que l'action en reprise prévue aux articles 7 et 9 de la loi de 1905 comprenait toute action en revendication, révocation et résolution (art. 2).

Les dérogations apportées au droit commun par la loi de 1905 s'appliquent donc à l'action en résolution pour inexécution des charges, et par conséquent aux fondations pieuses.

La loi de 1908 apporte encore aux droits des donateurs les restrictions suivantes :

Les établissements attributaires ont mission d'accomplir la charge qui grève le bien reçu, mais l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics ne peuvent accomplir une charge cultuelle (art. 14).

L'action en reprise ou en résolution est limitée aux charges non exécutées, sans qu'il y ait lieu de distinguer si lesdites charges sont ou non la cause déterminante de la libéralité (art. 15).

Telle est l'analyse de cette législation d'exception, qui apporte dans notre code une atteinte sérieuse au droit de propriété des donateurs de biens culturels.

B. — *Personnes morales privées.*

Si le droit intermédiaire nous a donné certaines lois qui refusaient aux donateurs le droit de révocation, tel

que le décret du 26 septembre 1791 (art. 2) sur les fondations, la législation moderne consacre au contraire leur aptitude et celle de leurs héritiers à rentrer en possession de leurs biens.

La loi du 24 mai 1825 (art. 7) et celle du 7 juillet 1904 (art. 5) déclarent qu'en cas d'extinction d'une congrégation « les biens acquis par donation entre vifs ou par disposition à cause de mort feront retour aux donateurs ou à leurs parents au degré successible » (1).

La loi de 1904 soumet l'exercice de l'action en révocation à un délai de six mois (art. 5). Comme la loi de 1825, elle la subordonne parfois à l'extinction des pensions accordées aux congréganistes.

La loi du 12 juillet 1875 sur les établissements d'enseignement supérieur autorise le retour des biens sans restriction « aux donateurs et aux successeurs des donateurs et testateurs dans l'ordre réglé par la loi, et à défaut de successeurs, à l'Etat ».

La loi de 1898, sur les sociétés de secours mutuels,

(1) La loi du 4^{er} juillet 1904 contient une disposition analogue dans son article 48 réglant la dissolution des congrégations non autorisées : « Les biens et valeurs acquis à titre gratuit et qui n'auraient pas été spécialement affectés par l'acte de libéralité à une œuvre d'assistance pourront être revendiqués par le donateur, ses héritiers ou ayants droit, ou par les héritiers ou ayants droit du testateur sans qu'il puisse leur être opposé aucune prescription pour le temps écoulé avant le jugement prononçant la liquidation.

« Si les biens et valeurs ont été donnés ou légués en vue de gratifier non les congréganistes, mais de pourvoir à une œuvre d'assistance, ils ne pourront être revendiqués qu'à charge de pourvoir à l'accomplissement du but assigné à la libéralité.

« Toute action en reprise ou revendication devra, à peine de forclusion, être formée contre le liquidateur dans le délai de six mois à partir de la publication du jugement. »

réglant dans son article 31 la liquidation des sociétés approuvées, restreint, au contraire, l'exercice du droit de retour à l'action des départements et des communes pour la reprise de leurs subventions. Les dons et legs faits par les particuliers sont employés conformément à la volonté des donateurs au cas où elle s'est manifestée, sinon ils sont versés aux fonds de dotation.

Mais comme nous l'avons déjà fait observer, l'action en reprise ou en revendication, bien qu'ayant la nature juridique, selon nous, d'une action en révocation ou en résolution pour inexécution de charges, se distingue d'elle dans les lois, que nous venons d'examiner. Cette dernière échappe aux restrictions qui affectent la première.

*4. — Lois admettant le partage des biens collectifs
entre les membres de la collectivité.*

Une des applications les plus hardies du partage d'un patrimoine collectif entre les membres de la collectivité est la loi du 10 juin 1793 sur le partage des biens communaux.

D'après l'article 1^{er} de cette loi que reproduit presque textuellement l'article 542 du Code civil (1) : « Les biens communaux sont ceux sur la propriété ou sur le produit desquels tous les habitants d'une ou de plusieurs communes ou d'une section de commune ont un droit commun.

C'est à vrai dire tout le domaine privé de la commune qui est visé dans ce texte.

(1) ART. 542 du Code civil. — Les biens communaux sont ceux à la propriété ou au produit desquels les habitants d'une ou plusieurs communes ont un droit acquis.

L'exécution de cette loi fut difficile, elle aboutit à des résultats funestes pour la gestion des biens, et elle fut définitivement arrêtée par la loi du 21 prairial an IV.

Le partage entre les membres de la collectivité est la conséquence normale de la dissolution de la société proprement dite.

« Les règles concernant le partage des successions, dit l'article 1872, s'appliquent aux partages entre associés. »

Le partage porte non seulement sur le fonds social, mais aussi sur les bénéfices réalisés ; le fonds social comprend, avec les biens corporels qui appartiennent à la société en propriété, tous les droits, qu'exerçait cette société, par exemple l'exploitation d'un brevet, le droit au bail de l'immeuble social, le nom ou le titre de la société (1).

Dans les associations, les sociétés de secours mutuels sont, à raison de leur caractère mixte, celles qui sont le plus appelées à répartir leur patrimoine entre leurs membres.

La loi de 1850 attribuait déjà aux sociétaires faisant au moment de la dissolution partie de la société, le montant de leurs versements respectifs jusqu'à concurrence des fonds existants et déduction faite des dépenses occasionnées personnellement (art. 10).

Mais le développement des sociétés de secours mutuels et la nature de leurs opérations rendaient cette prescription absolument insuffisante.

La loi 1898 (art. 31) a comblé cette lacune.

Elle prélève sur l'actif social, après le paiement des dettes contractées vis-à-vis des tiers, les sommes néces-

(1) V. Baudry-Lacantinerie, *Traité de la société*, n° 490.

saïres pour remplir les engagements pris vis-à-vis des membres participants, notamment en ce qui concerne les pensions viagères et les assurances en cas de décès ou d'accident.

Si après ces prélèvements, ceux de l'Etat, des départements, des communes, il subsiste un actif social, il sera réparti entre les membres participants appartenant à la société au jour de sa dissolution et non pourvus d'une pension annuelle au prorata des versements opérés par chacun d'eux depuis leur entrée dans la société, sans qu'ils puissent recevoir une somme supérieure à leur contribution personnelle (1).

On pourrait rapprocher de ces dispositions les lois organisant la dissolution des congrégations autorisées. Si elles n'établissent pas une répartition proprement dite du capital social entre les congréganistes, elles accordent à ces derniers une pension alimentaire prélevée sur le patrimoine commun, en compensation du préjudice que la dissolution leur cause (2). Mais c'est plutôt une dette contractée par la congrégation en liquidation vis-à-vis de ses membres malheureux.

(1) V. le rapport de M. Audiffred sur l'article 31, *Doc. parl.*, Chambre des députés, 1895, p. 169.

(2) La loi du 1^{er} juillet 1901 ne donne pas seulement aux congréganistes droit à une pension prélevée sur l'actif social, elle leur permet de reprendre les biens dont ils étaient propriétaires avant leur entrée dans la congrégation et ceux qu'ils ont reçus depuis soit par succession soit par donation (art. 18) ; elle considère en effet qu'ils n'en ont jamais abandonné la propriété puisque la congrégation n'existe pas. Elle va plus loin et elle déclare que l'actif net sera réparti entre les *ayants droit*.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de prendre parti dans la controverse qui s'est établie, en jurisprudence, sur le sens de ces mots « ayants-droit ». Les travaux préparatoires de la loi de 1901 tendraient à démontrer qu'il ne faut pas entendre par là les con-

L'article 7 de la loi du 24 mai 1825 donne aux religieuses, en cas de dissolution de leur congrégation droit à une pension alimentaire, prélevée d'abord sur les biens acquis à titre onéreux, subsidiairement sur les biens acquis à titre gratuit préalablement à l'exercice du droit de retour.

La loi du 7 juillet 1904 donne aux religieux des ordres enseignants dépourvus de ressources personnelles une pension prélevée d'abord sur les biens acquis à titre onéreux et les biens acquis à titre gratuit qui ne font pas l'objet d'un droit de retour. Si ces biens sont insuffisants, des allocations prises sur les biens acquis à titre gratuit, et même faisant l'objet d'un droit de retour, viennent augmenter la pension (décret du 17 juin 1905, art. 6 et 7) (1).

5. — *Liquidation.*

Les lois que nous venons d'étudier prévoient la plupart la liquidation du patrimoine collectif et la soumettent à certaines règles.

C'est le plus souvent un liquidateur ou un séquestre étranger à l'association qui est chargé de pourvoir aux opérations de la liquidation (loi de 1904, loi du 13 avril 1908) ; parfois cependant l'établissement supprimé reçoit du législateur le pouvoir de faire lui-même la dévolution.

Il en est ainsi dans les associations cultuelles. L'article 4 de la loi du 9 décembre 1905 déclare que « dans

gréganistes : cette opinion cependant a été admise par certains arrêts de Cour d'appel, notamment par un arrêt de la Cour d'Aix du 20 mars 1905 (D. 1906.2.372). V. Trouillot et Chapsal, *Du contrat d'association*, p. 366 et 367).

(1) Dans la période révolutionnaire, le même droit avait été reconnu aux membres des congrégations supprimées par les décrets des 19-26 février 1790 et 8-14 octobre 1790.

le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, les biens mobiliers et immobiliers des menses, fabriques, conseils presbytéraux, consistoires et autres établissements du culte seront *transférés par les représentants légaux* de ces établissements, aux associations qui, en se conformant aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice, se seront légalement formées ».

Le paiement des dettes se fait suivant les deux méthodes que nous avons plus haut examinées et appréciées.

La loi de 1904 sur la suppression de l'enseignement congréganiste admet le prélèvement du passif antérieurement à l'attribution définitive des biens. Cela résulte de l'article 20 du décret du 2 janvier 1905 ainsi conçu : « Le liquidateur prélève sur les fonds déposés les sommes nécessaires pour payer les dettes, entretenir les maisons de retraite, assurer s'il y a lieu le fonctionnement des noviciats, etc... »

La loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels met en première ligne les prélèvements à opérer sur l'actif social pour satisfaire aux engagements contractés par la société envers les tiers.

C'est encore par voie de prélèvement, que le séquestre paie les dettes des établissements publics du culte... « Les biens des menses archiépiscopales et épiscopales, etc... seront affectés au paiement du reliquat des dettes régulières ou légales de l'ensemble des établissements ecclésiastiques compris dans la circonscription territoriale de ces établissements (art. 1^{er} de la loi du 13 avril 1908) ».

Le législateur a même exigé dans cette circonstance une procédure spéciale. « Tout créancier, hypothécaire, privilégié ou autre d'un établissement dont les biens ont

été mis sous séquestre, devra, pour obtenir le paiement de sa créance, déposer préalablement à toute poursuite, un mémoire justificatif de sa demande au directeur des Domaines » (art. 10 de la loi de 1908).

Quant à la seconde méthode, nous la trouvons principalement appliquée dans la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. L'article 6 s'exprime ainsi : « Les associations attributaires des biens des établissements ecclésiastiques supprimés seront tenues des dettes de ces établissements ainsi que de leurs emprunts.

L'Etat, le département, les communes sont à leur tour responsables des dettes contractées par les établissements supprimés, pour les biens qui leur font retour.

En est-il de même dans la loi de 1825 sur les congrégations de femmes ?

La transmission, dit l'article 7 de la loi (des biens attribués aux établissements ecclésiastiques et aux hospices) sera opérée avec *les charges et obligations* imposées aux précédents possesseurs.

Il semble bien qu'on doive interpréter ces mots en ce sens que les établissements attributaires assument non seulement les charges pouvant grever les biens achetés ou donnés, mais encore les dettes grevant le patrimoine collectif.

Enfin remarquons que le législateur affranchit, en principe, les biens acquis à titre gratuit et faisant retour aux donateurs de toute contribution aux dettes. Cependant deux exceptions sont apportées à cette règle. D'une part la loi du 13 avril 1908, n'admettant la révocation des donations, accompagnées de charges, que dans la mesure où ces charges n'ont pas été exécutées, laisse une partie des biens donnés supporter les dettes sociales. D'autre part

les lois de 1825 et de 1904 affectent au paiement des pensions les biens acquis à titre gratuit, même faisant l'objet d'un retour.

§ 3. — Critique de la législation française.

En indiquant au début du paragraphe précédent la tendance générale du législateur français, nous avons montré combien elle différait de la théorie que nous avons adoptée dans cette étude.

L'attribution aux membres présents de la société ou de l'association de leurs apports et du produit de leurs apports, en un mot de tout ce qui ne provient pas de donateurs ou d'anciens associés est la base même de notre système.

L'attribution à l'Etat du patrimoine social est, au contraire, le fondement de notre législation.

Le retour des biens donnés aux donateurs ou à leurs héritiers est la conséquence juridique de l'affectation sociale. Il doit être largement appliqué sans autre restriction que celle que commandent l'ordre public et la circulation des biens.

Notre législation l'admet dans la plupart de ses lois modernes, mais à titre de faveur, ce qui l'autorise à restreindre ce droit dans des conditions qui parfois le rendent illusoire.

Enfin l'obligation pour l'Etat d'affecter le bien qu'il recueille comme vacant au but que poursuivait la collectivité dissoute résulte pour nous de sa fonction même.

Notre législateur ne la reconnaît pas ; si en fait il donne au patrimoine collectif une destination qui se rapproche de celle qu'il avait auparavant, c'est en vertu d'un simple principe d'équité.

Telles sont les différences qui, sur les points essentiels de la dévolution d'un patrimoine collectif, sépare la théorie que nous avons adoptée de celle du droit positif français, examinons-les de près.

Si nous laissons de côté le partage des communaux qui constitue une erreur depuis longtemps abandonnée, la liquidation des sociétés, proprement dites, qui ne demande aucun commentaire, nous ne trouvons qu'une loi, qui, en matière d'association, consacre la reprise des apports par les membres présents, et encore d'une façon imparfaite, c'est la loi de 1898 sur les sociétés de secours mutuels.

La loi belge va plus loin et leur accorde le produit de leurs versements.

C'est la vraie solution : et les craintes manifestées par le rapporteur, M. Audiffred, à la Chambre des députés, devant une disposition, qui aurait attribué aux membres tout l'actif social, n'auraient pas été justifiées si le législateur s'était contenté d'accroître leur part du produit de leur apport. Cette augmentation nécessairement minime n'aurait pu leur donner, suivant l'expression du rapporteur, la tentation de provoquer la dissolution pour s'approprier « des ressources provenant d'une épargne qui n'a pas été leur œuvre ».

Les pensions alimentaires accordées par les lois de 1825 et de 1904 ne procèdent pas du même principe.

Sans doute elles constituent bien un prélèvement sur le patrimoine social au profit des membres, mais nous avons vu qu'elles avaient plutôt le caractère d'une dette contractée par la liquidation vis-à-vis des congréganistes malheureux.

Sans doute encore le législateur de 1904 permet, d'après la jurisprudence, aux religieux de reprendre leur dot. Mais c'est en application des principes de droit commun dans les contrats synallagmatiques, et non en vertu du droit de propriété reconnu aux membres d'une collectivité sur le patrimoine commun.

La vérité a été proclamée au cours des débats de 1904 par M de Castelnau dans des termes auxquels nous adhérons complètement, tout au moins en ce qui concerne la théorie générale de la dévolution :

« Quand 100 personnes s'associent dans un but charitable ou religieux et forment une personnalité civile, y a-t-il désormais par ce fait 101 personnes au lieu de 100. Et cette cent-unième personne purement immatérielle et morale qui absorbe la vie et l'action des autres vit-elle et meurt-elle complètement en dehors d'elles ? Mille fois non. Il n'y a aucun nouvel être abstrait, ni concret qui vienne s'ajouter aux personnes réellement existantes. Quand on dit que 100 individus forment à eux tous une seule personne morale, c'est une manière de parler purement juridique, ayant pour but d'expliquer qu'ils possèdent collectivement, au nombre de cent, comme une personne unique, tout en restant en définitive plusieurs, tout en gardant tout un chacun leur droit individuel sur l'objet qu'ils ont mis en commun en vue du but à poursuivre en collectivité. On se trouve en présence d'un mode particulier de posséder, d'être propriétaire et rien de plus. Lorsque par un fait quelconque, cette unité, cette collectivité disparaît, qu'arrive-t-il ? Le paravent du droit de la collectivité disparaissant, les droits individuels renaissent avec toute leur force, toute leur énergie sur la chose commune et réclament leur pleine et entière effica-

cité, sans que rien, en dehors d'une véritable usurpation d'Etat, puisse faire obstacle à leur exercice. Les droits individuels reparaissent tous pour réclamer encore leur plein et entier exercice sur la chose, qui n'a cessé de leur appartenir et sur laquelle ne s'est étendu le droit collectif que parce qu'il avait comme *substratum* le droit individuel de chacun des membres de la congrégation. Aujourd'hui par le seul fait de votre volonté, vous dissolvez cette collectivité, vous rendez ses membres à leur vie particulière, il est absolument incontestable qu'il doit en résulter une mainmise immédiate de chacun de leurs droits individuels sur la chose commune en vue d'assurer à chacun d'eux sa vie particulière, sa vie personnelle désormais détachée de la collectivité avec laquelle elle s'était entièrement et complètement confondue. »

Le droit du donateur ou de ses héritiers de reprendre les biens donnés quand l'affectation sociale n'est plus suivie, est consacré par un grand nombre de lois modernes en droit français.

Nous avons déjà fait remarquer la grave atteinte portée au droit des donateurs par les lois de 1905 et de 1908 : exclusion des héritiers collatéraux, dispense pour l'Etat, les départements, les communes d'accomplir les charges qui ont un caractère cultuel, réduction de l'action en reprise dans la proportion de l'exécution de la charge, enfin application de ces restrictions aux actions en révocation pour inexécution des charges.

L'exclusion des collatéraux est une innovation du législateur de 1905 : la loi de 1904, en autorisant l'action en reprise des donateurs, n'apportait d'autres restrictions que la stipulation d'un délai court pour l'exercice de l'action.

Une pareille dérogation au droit commun est, en prin-

cipe, justifiable, car il ne faut pas que des biens soient exposés pendant trop longtemps à une administration provisoire. Mais aucun argument utile ne peut être invoqué en faveur de la disposition de 1905, qui refuse aux collatéraux le droit d'exercer l'action en reprise. Pourquoi exproprier ces héritiers d'un droit qu'ils tiennent de la loi ?

Devant le Parlement on a soutenu que l'héritier en ligne directe, étant le continuateur de la personne, avait pu être envisagé par le donateur comme pouvant un jour recevoir sa fortune, tandis que, une pareille pensée ne pouvait se supposer en faveur d'un héritier collatéral.

Mais tout héritier légitime, direct ou collatéral, est le continuateur de la personne du défunt, et il est quelque peu hardi de présumer que le donateur ne voulait pas, le cas échéant, que sa succession fût dévolue à un héritier collatéral.

Cette exclusion est d'autant plus grave que la loi de 1908, après avoir accordé aux communes les biens des établissements du culte dissous, quand il n'existe aucun établissement de bienfaisance dans la circonscription ecclésiastique, les dispense, comme l'Etat et les départements, d'accomplir les charges cultuelles grevant les biens qu'ils reçoivent. Cette disposition visant principalement les fondations de messes est bien atténuée par celle qui attribue aux sociétés de secours mutuels de prêtres les sommes destinées à ce service, mais elle n'en est pas moins exorbitante du droit commun et contraire, selon nous, au respect dû à la volonté du donateur.

Ces restrictions ne seront pas seulement applicables à l'action en reprise ou revendication, proprement dite, mais à l'action en résolution ou revendication, alors que cepen-

dant une jurisprudence constante distingue dans notre législation ces deux actions, reconnaît au législateur le pouvoir de restreindre l'exercice de la première, le lui refuse au contraire pour la seconde (1).

Supposons, par exemple, une congrégation religieuse et enseignante, qui reçoit deux immeubles l'un purement et simplement, l'autre à charge d'entretenir une école dans la commune où il est situé.

Survient la loi de 1904 supprimant l'enseignement congréganiste. Le donateur du premier immeuble n'aura que l'action en reprise prévue par la loi. Il devra donc l'intenter dans le délai exigé, subir le prélèvement des allocations. Le donateur du second aura l'action en résolution, il pourra l'intenter pendant trente ans, reprendre son bien immédiatement après la dissolution de l'établissement congréganiste sans subir d'autres conditions (2).

La loi du 13 avril 1908 repousse cette distinction. Bien plus, elle restreint même l'action en résolution puisqu'elle ne l'admet que dans la mesure où la charge a été inexécutée.

Pour nous aucune de ces dérogations au droit commun ne se justifie. Qu'il s'agisse d'associations privées ou d'établissements publics, le droit de retour doit être largement ouvert au donateur et à ses héritiers, et si nous ne faisons aucune distinction entre l'action en reprise et l'action en résolution c'est que dans notre théorie de la personne morale l'action en reprise n'est qu'une action en résolution pour inexécution des charges qui constituent l'affectation sociale; mais loin de vouloir, comme le législateur de 1908,

(1) Discours de M. Boivin-Champeaux au Sénat, *Doc. parl.*, 1908.

(2) Civ. rej., 12 juillet 1909, *Le Droit*, 19 et 20 juillet 1909.

appliquer à l'action en résolution les restrictions de l'action en reprise, nous pensons que l'action en reprise doit avoir le même développement que l'action en résolution, puisqu'elles ne font qu'une seule action fondée sur le droit de propriété du donateur.

Sans doute nous avons admis que dans certains cas l'action en résolution devrait être refusée au donateur quand la charge stipulée aurait été partiellement exécutée et qu'une simple indemnité devait alors lui être allouée. Mais c'est là une question de liquidation sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Les critiques que nous venons d'adresser à la législation française sur les deux premiers éléments de la dévolution légale des patrimoines collectifs nous conduisent nécessairement à une critique sur le troisième.

La part de l'Etat qui, dans nos lois modernes, comprend tout l'actif social sous la seule déduction des actions en reprise ou en résolution et des dettes, est encore restreinte dans notre théorie par les prélèvements des membres présents à la dissolution.

Cette réserve faite, recherchons si les lois modernes ont régulièrement appliqué le principe de l'affectation des biens sociaux à une œuvre similaire. Pour cela, étudions successivement les lois de 1905, 1907, 1908 d'une part et les lois de 1825 1875, 1904, 1898 d'autre part.

A. — Dans les lois de la Séparation, n'oublions pas que l'Etat avait à opérer la dévolution de biens d'établissements publics spéciaux, c'est-à-dire d'établissements publics formés d'associations ou d'établissements privés préexistants.

Nous avons vu que, dans ce cas, l'Etat doit restituer le

patrimoine de l'établissement dissous à l'établissement privé antérieur s'il se reconstitue. Si l'établissement privé ne se reconstitue pas, ou s'il n'est pas apte à posséder légalement, la dévolution des biens se fait, avons-nous dit, comme en matière d'association privée.

La loi de 1905 a satisfait à ces principes, elle a transmis les biens à des établissements privés dits associations cultuelles qui représentaient sous une autre forme les associations de fidèles, réels bénéficiaires et propriétaires des fondations ecclésiastiques avant la Révolution.

« Le patrimoine des fabriques a été constitué par la communauté des fidèles et pour elle, a dit M. Briand en 1905 ; il importe que demain ce patrimoine, qui est pour tous les fidèles le moyen d'exprimer librement leurs sentiments religieux, reste à leur disposition. Nous avons pris toutes les précautions nécessaires pour que ce patrimoine ne soit pas détourné de son affectation avec les associations cultuelles, qui demain se substitueront aux établissements publics du culte dans la gestion du patrimoine des fabriques et des menses (1). »

Le tort du législateur de 1905 a été d'établir des distinctions entre les biens des établissements du culte et de n'attribuer que certains d'entre eux aux associations cultuelles ; en cela il a violé les principes que nous avons adoptés (2).

Mais les associations cultuelles ne se sont pas constituées dans l'Eglise catholique, et les établissements publics dissous n'ont trouvé aucune association légale pouvant, d'après le droit commun, recevoir leurs biens. Le législateur de 1905 prévoyant ce cas, avait prescrit la

(1) *Doc. parlam.* Chambre des députés, 1905, p. 1503.

(2) Comp. Donnedieu de Vabres, *op. cit.*

dévolution du patrimoine ecclésiastique aux établissements de bienfaisance. Cette disposition est-elle conforme à notre théorie ?

Pas complètement. L'œuvre privée que l'Etat avait empruntée pour créer les établissements publics du culte étant une véritable fondation, dont les fidèles étaient à la fois les bénéficiaires et les bienfaiteurs, il y avait lieu de procéder comme en matière de fondation privée.

Or l'administration des biens du culte par les établissements publics, fabriques, menses, etc., était-elle une condition essentielle de la libéralité des fondateurs. Certainement non ; dans la plupart des cas le désir des fondateurs était d'affecter leur fortune à l'exercice du culte quel que soit l'établissement administrateur qui exécuterait leur volonté.

Dès lors la libéralité n'est pas révoquée, les fidèles restent propriétaires des biens donnés : et l'Etat, chargé du contrôle des fondations, doit pourvoir à leur administration.

Dans les cas où le fondateur, au contraire aurait subordonné même tacitement sa libéralité à l'existence de l'établissement public dissous, il pourrait en obtenir la révocation et à son défaut l'Etat la demanderait.

Alors se pose la question de savoir si les établissements désignés par les lois de la Séparation pour recevoir les biens des établissements du culte sont réellement des établissements similaires.

Nous ne le pensons pas : car une œuvre de bienfaisance purement laïque ne répond que très imparfaitement au but poursuivi par un bienfaiteur d'établissement cultuel. Il existe bien d'autres associations, en dehors des établissements du culte proprement dits, qui, à raison de leur ca-

ractère religieux, eussent été plus désignées pour recueillir la dévolution des biens.

Tout au moins une division du patrimoine en deux parties dont l'une aurait été attribuée à des établissements de bienfaisance même laïques et l'autre à des associations exclusivement religieuses aurait été plus conforme au principe. C'est à cette solution que le législateur italien s'est arrêté.

En résumé la dévolution des biens d'église devait être réglée de la façon suivante : en l'absence de toute indication des fondateurs, l'Etat aurait dû affecter les biens au culte ; dans le cas contraire les fondateurs reprendraient leurs biens ; à leur défaut l'Etat les affecterait comme il vient d'être indiqué.

B. — Passons à l'examen des lois de 1825, 1875, 1898 et 1904. — La loi de 1825, bien que fixant un peu arbitrairement la répartition des biens de la congrégation dissoute entre les hospices et les établissements du culte, donne cependant satisfaction aux principes que nous avons admis dans la mesure possible.

Les lois de 1875 sur les établissements d'enseignement supérieur et de 1898 sur les sociétés de secours mutuels se conforment très exactement aux règles de l'affectation à une œuvre similaire.

Mais la loi de 1904 sur la suppression des congrégations enseignantes, viole ouvertement ces règles. Affecter à l'enseignement laïque les biens donnés à l'enseignement religieux, c'est méconnaître d'une façon absolue l'intention des donateurs. Une seule solution s'imposait au législateur de 1904, donner les biens à l'enseignement libre s'inspirant d'idées religieuses semblables à celles

des congrégations dissoutes ou reprendre les dispositions de la loi de 1825 (1).

Ces considérations nous conduisent à l'examen de la liquidation telle qu'elle est organisée dans notre droit.

A ces dispositions nous ferons tout d'abord une première critique, c'est qu'elles manquent d'unité et que, sous réserve des différences nécessitées par le caractère de chaque personne morale, le législateur devait prescrire des règles générales s'appliquant en principe à toutes les personnes morales.

Il est également regrettable que notre législation n'ait pas recours à l'établissement dissous lui même pour opérer la liquidation, ce serait un moyen d'éviter de grands frais qui diminuent la part des ayants droit.

Quant au paiement des dettes, les dispositions législatives que nous avons étudiées sont la plupart très satisfaisantes : toutefois il eût été préférable d'adopter un seul système au lieu d'appliquer tantôt l'un, tantôt l'autre.

(1) Nous n'avons pas à parler dans cette partie de notre étude de la loi du 1^{er} juillet 1901. En ce qui concerne les associations, elle aboutit nécessairement à une dévolution volontaire, et les congrégations qu'elle liquide, n'étant pas autorisées, ne sont pas des personnes morales. Cependant nous croyons devoir dire un mot de ces dernières comme nous l'avons fait sur d'autres points. La congrégation non autorisée et l'association non déclarée n'étant que des réunions d'individus possédant indivisément, la dévolution légale de ce patrimoine indivise est nécessairement le partage entre les membres des biens communs. Sans doute ils reçoivent des biens avec charge d'un emploi déterminé, et le donateur ou ses héritiers ont un droit de révocation vis-à-vis d'eux. Mais à défaut de l'action en révocation, ils restent propriétaires des biens : ici l'Etat n'a pas à intervenir comme dans la liquidation des personnes morales, ils se trouvent en face d'intérêts particuliers réunis et non pas d'intérêts collectifs, rentrant par leur définition même dans les intérêts généraux dont il a la charge.

Notons en terminant notre étude que c'est avec raison, selon nous, que le législateur de 1825 et de 1904 a fait supporter aux biens acquis à titre gratuit et, faisant retour aux donateurs, une partie des dettes et notamment les indemnités ou pensions dues aux membres des congrégations. C'est l'application des principes que nous avons adoptés.

De même nous approuvons dans sa tendance la disposition de la loi de 1908, qui n'autorise la révocation des libéralités pour inexécution des charges que dans la mesure de cette inexécution. Mais c'est dans une loi générale que nous voudrions voir cette prescription et non dans une loi spéciale, car alors elle constitue un régime d'exception qui ne se justifie plus.

En résumé, nos lois modernes constituent un progrès indéniable sur les lois du droit intermédiaire, qui méconnaissaient souvent le droit des donateurs et presque toujours l'affectation sociale des biens. Mais elles sont inférieures à bien des lois étrangères en ce qu'elles font souvent une fausse application du principe de l'affectation à une œuvre similaire.

APPENDICE

LA DÉVOLUTION DU PATRIMOINE DES PERSONNES MORALES ÉTRANGÈRES.

§ 1. — Capacité des personnes morales étrangères.

En principe, la capacité des personnes morales étrangères est la même que celle des personnes physiques de même nationalité. C'est la conséquence logique des règles qui, selon nous, fixent leur nature juridique.

Toutefois cette capacité peut subir sur le territoire français quelques restrictions provenant des règles de droit public.

Car, si la propriété collective n'est qu'une forme de la propriété, l'État a sur elle un droit de surveillance et de contrôle qui lui vient de sa mission même.

Il résulte de ces principes que les personnes morales étrangères peuvent se constituer, se développer, se dissoudre suivant leur loi nationale, mais que la loi française peut imposer à leurs droits des restrictions. Parfois même l'État prendra, dans l'intérêt de ses membres, des mesures de protection contre les personnes morales étrangères.

Ainsi l'article 12 de la loi du 1^{er} juillet 1901 prévoit la dissolution, par décret du Président de la République, de certaines associations étrangères, dont le but

constitue un danger économique ou politique; ainsi encore certaines dispositions de loi réglementent l'installation en France des succursales des sociétés étrangères (1).

Ailleurs, au contraire, le législateur français n'a fait qu'appliquer aux sociétés étrangères soit les règles des sociétés indigènes, soit celles de leur pays. La loi du 17 mars 1905 assimile entièrement les sociétés d'assurances étrangères aux sociétés françaises. La loi de 1857 autorise « les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles et financières soumises à l'autorisation du gouvernement belge à exercer tous leurs droits et à ester en justice en France ». Cette disposition est étendue par décret rendu en Conseil d'Etat à tous les autres pays dont la législation exige la même autorisation.

§ 2. — La dévolution du patrimoine.

La dévolution du patrimoine, étant fondée sur le droit de propriété des associés, droit de donner dans la dévolution volontaire, droit de revendiquer dans la dévolution légale, est régie par la capacité même des membres de la personne morale étrangère d'après la loi nationale de celle-ci.

L'Etat français a sans doute un droit de surveillance, mais peut-il, comme chez les personnes morales françaises, mettre en mouvement l'action en révocation des donations, si le donateur reste indifférent à la suppression de l'affectation sociale ?

Il faut, nous semble-t-il, distinguer les sociétés étran-

(1) Congrès de Paris, 1900 ; Negulesco, *op. cit.*

gères qui ont un but égoïste de celles qui ont un but altruiste.

Les sociétés étrangères qui ont un but égoïste ou même altruiste, mais au profit exclusif des personnes de la même nationalité, n'intéressent pas l'Etat français par la dévolution de leur patrimoine. Les biens donnés suivront une affectation similaire ou resteront aux mains des membres présents : l'Etat français, représentant des intérêts entièrement étrangers à ceux qui sont visés dans ces sociétés, n'a pas qualité pour intervenir.

Les sociétés altruistes qui ont une portée générale et visent aussi bien leurs nationaux que les citoyens de l'Etat, sur le territoire duquel elles se trouvent, intéressent au contraire ce dernier, qui peut intervenir au cas de dévolution légale comme vis-à-vis des personnes morales indigènes.

Nous rapprocherons de cette idée les dispositions de la loi italienne du 19 juin 1873 (art. 23 et 24). « L'administration des biens des corps ecclésiastiques qui, en vertu de leur fondation, appartiennent à des étrangers dans la ville de Rome, et qui sont compris dans la présente loi de suppression, est conservée aux administrateurs actuels et en cas de besoin confiée à d'autres personnes choisies par la commission parmi les individus appartenant à la nation étrangère. »

« Pendant le cours de deux années les administrateurs du patrimoine des corporations supprimées.... pourront proposer de nouvelles fondations à Rome au profit de leurs nationaux ; si deux années s'écoulent sans que de nouvelles fondations soient proposées le gouvernement du roi *fondera à Rome et dotera avec les mêmes biens préalablement convertis des institutions ayant un sem-*

blable objet au profit des mêmes nations étrangères (1). »

Il s'agissait des biens des corporations religieuses, associations altruistes, qui s'adressent non seulement à leurs nationaux mais aux Italiens. L'Etat italien intervient dans la dissolution pour maintenir l'objet de l'association.

(1) Lois italiennes, *Annuaire de la législation étrangère*, 1873, p. 299 et suiv.

CONCLUSION

Nous tirons de cette étude les conclusions suivantes :

I. — Une première réforme s'impose. Le législateur français devra, comme le législateur allemand, le législateur espagnol, fixer dans un titre spécial les règles générales qui gouvernent la formation, le fonctionnement, la dissolution des personnes morales.

Il ne lui appartient pas de prendre parti dans la lutte des théories qui se disputent la nature juridique de la personne morale. C'est là une question de technique « qui doit être laissée à la doctrine et même, comme il ne faut pas craindre de le dire, à l'évolution de la doctrine ». Quel que soit le mode qui prévale, et alors même qu'il concorderait plus ou moins avec telle ou telle théorie doctrinale, il ne faudrait pas en conclure que c'est cette théorie qui doit s'imposer désormais (1).

Toutefois, il n'est pas interdit au droit positif de se rapprocher dans les solutions, qu'il consacre, de la vérité juridique telle qu'elle résulte de la doctrine. C'est même un devoir pour le législateur de s'inspirer des études théoriques dans les dispositions pratiques qui règlent l'application du droit.

Et puisque la théorie de la propriété collective, corrigée par l'affectation sociale, constitue pour nous la vérité

(1) Saleilles, *Les personnes juridiques dans le Code civil allemand*. *Revue de droit public*, t. XV et XVI.

en ces matières, nous formulons le vœu de voir le législateur français en consacrer les solutions.

En premier lieu, le titre des personnes morales devrait rappeler et confirmer les trois règles qui séparent entre les mains de chaque associé son patrimoine personnel du patrimoine commun.

Ces règles que nous avons déjà empruntées à M. de Vareilles-Sommières sont les suivantes :

1° Impossibilité pour un associé de soustraire sa part à la masse sociale sans le consentement de ses associés ou de ses représentants.

2° Impossibilité pour un associé de poursuivre seul ou de recevoir paiement de sa part dans une créance sociale.

3° Impossibilité pour un associé d'être poursuivi seul en paiement de sa part dans une dette sociale.

En second lieu, le législateur devra organiser la représentation de ce patrimoine séparé en donnant pouvoir aux administrateurs, aux assemblées générales de gérer le patrimoine collectif comme s'il était celui d'une seule personne. Représentants légaux, au même titre que le tuteur du mineur ou de l'interdit, les mandataires des associés accompliront tous les actes de la vie juridique collective en vertu des pouvoirs que leur donne la loi, sans avoir à tenir compte des capacités souvent différentes des associés.

Etudiant ainsi la capacité des associés le législateur arrivera à la dissolution de la personne morale et par voie de conséquence à la dévolution de son patrimoine.

CHAP. VI.

II. — Un ensemble de règles générales auquel les lois spéciales se réfèrent, tel est, assurément, le meilleur pro-

cédé de législation. Nous voudrions l'appliquer à la dévolution des patrimoines collectifs.

Tout d'abord la dévolution volontaire devrait être indiquée comme la solution rationnelle et générale en cette matière. Elle est la manifestation la plus complète du droit de propriété des associés.

Chez les personnes de droit public elle se confond avec les droits de l'Etat sur le patrimoine commun, les lois existantes les consacrent suffisamment.

Quant aux personnes privées il nous semble que le législateur pourrait étendre à toutes les personnes morales les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations ; dévolution statutaire, dévolution par l'assemblée générale, ces deux droits devront être accordés dans la plus large mesure à toutes les collectivités sous les seules restrictions de leur spécialité et de la volonté des donateurs sur les biens donnés.

Telle doit être la règle.

Y aura-t-il des exceptions ? L'Etat ne devra-t-il pas en vertu du droit de contrôle que nous lui avons reconnu, restreindre pour certaines personnes morales le droit de dévolution. Nous ne le pensons pas, c'est le droit de recevoir qui peut être réglementé d'une façon plus étroite dans les collectivités, dont le développement inquiète l'Etat, mais non le droit de donner ; car seul le premier contribue à l'enrichissement.

Enfin ce ne sont pas seulement les corporations qui doivent être visées dans le titre des personnes morales mais aussi les fondations, entièrement négligées par la législation actuelle. La dévolution volontaire doit y être admise et les représentants doivent avoir le pouvoir de l'exercer. Sans doute il appartiendra au fondateur de

fixer, s'il lui plaît, les conditions de cette dévolution, mais l'Etat législateur peut intervenir utilement pour l'obliger à laisser aux administrateurs une certaine latitude leur permettant de donner le cas échéant au patrimoine collectif une affectation similaire.

III. — Quant à la dévolution légale, le législateur devra l'établir sur la triple base que nous avons indiquée : 1^o reprise des apports par les associés présents ; 2^o révocation des libéralités au profit des donateurs et de leurs héritiers ; 3^o révocation au profit de l'Etat à défaut du donateur et affectation des biens à une œuvre similaire.

Chez les personnes de droit public le législateur distinguera entre les groupes ou établissements directement créés et dotés par l'Etat, et ceux qui, ont été empruntés à des associations préexistantes. Nous savons l'influence de cette distinction sur la dévolution du patrimoine.

Chez les personnes privées il aura à distinguer les sociétés des associations.

IV. — Enfin le législateur aura à tracer les lignes générales de la liquidation, en prenant toutes les mesures destinées à garantir les intérêts des associés, les intérêts des donateurs et l'intérêt général. Pour cela il devra, comme nous l'avons déjà dit, créer une commission de surveillance, qui, représentant l'Etat, aura charge de veiller à l'exécution de la loi.

Telle est la réforme législative que nous proposons. Elle aura un double effet :

D'une part, elle donnera à la législation de la propriété collective l'unité de principe qui lui manque, un droit

commun. D'autre part, assurant à la volonté des associés une prédominance dans l'attribution des biens elle enlèvera à la dévolution des patrimoines collectifs le caractère, parfois irritant, que lui donne l'appropriation de l'Etat.

Vu :

Le Président de la thèse,
BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUVÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.	Pages VII
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

NOTIONS PRÉLIMINAIRES SUR LES PERSONNES MORALES

CHAPITRE PREMIER. — Nature juridique de la personne morale.

§ 1 ^{er} . — La personne morale dans l'histoire du droit. . . .	5
Période romaine. — La cité. — L' <i>universitas</i> et la <i>societas</i> . — L'Etat. — <i>Universitates personarum</i> et <i>universitates rerum</i>	6
Ancien régime. — La commune. — Les corps de métier. — La société. — En nom collectif. — Commandite. — La propriété en main commune. — L'Etat. — Edits sur les gens de mainmorte.	12
Période révolutionnaire. — Suppression des corps ou association. — Création de la personnalité de l'Etat . . .	21
Temps modernes. — Dissociation de l'idée de personnalité	22
§ 2. — Systèmes proposés par la doctrine pour déterminer la nature juridique et la personne morale.	25
Système de la fiction. — Son origine. — Ses caractères.	25
Système de la personne réelle. — Principes sur lesquels il s'appuie, diverses théories, ses caractères.	27
Système du patrimoine affecté, son origine, ses caractères.	29
Système de la propriété collective, son caractère, théorie de MM. Berthélemy et Planiol. — Le régime personifiant. — Théorie de MM. Van den Heuvel et de Vareilles Sommières	34

§ 3. — Critique de ces diverses théories. — Conclusion . . .	34
Principe. — La personne. — Le droit subjectif. — Son objet. — Qualités nécessaires pour être sujet de droit. — Un groupe constitue-t-il une personne.	34
Application de ce principe aux phénomènes de la personnalité morale	38
CONCLUSION	38

CHAPITRE II. — Classification des personnes morales.

§ 1. — Corporations et fondations	42
1. — Corporation. — Société et association	43
2. — Fondation.	47
§ 2 — Personnes de droit public et de droit privé	49
Critérium qui les distingue.	49
Énumération des personnes publiques.	50
Énumération des personnes privées.	52

CHAPITRE III. — Les patrimoines collectifs.

§ 1. — Formation et dissolution des patrimoines collectifs.	
Droit de l'Etat.	53
Personnes de droit public. — L'Etat. — La Commune. — Le Département. — Les établissements publics	55
Personnes de droit privé. — Corporations. — Associations. — Sociétés. — Fondations.	60
§ 2. — Éléments du patrimoine collectif. — Droits patrimoniaux et non patrimoniaux	67

DEUXIÈME PARTIE

DÉVOLUTION VOLONTAIRE

CHAPITRE PREMIER. — Principe qui régit la dévolution volontaire.

§ 1 ^{er} . — Droits des associés sur le patrimoine collectif à sa formation. — Corporations. — Fondations.	72
§ 2. — Droits des associés sur le patrimoine collectif après sa formation	73

Influence des diverses théories de la personnalité morale.	
— Représentation des associés. — Limites apportées à la capacité des associés	74
Droit de l'Etat. — Spécialité. — Droits des donateurs. — Articles 896 et 951 du Code civil	76
Fondations et corporations.	85
 CHAPITRE II. — Modes de dévolution volontaire.	
§ 1 ^{er} . — Dévolution statutaire. — Caractères	87
Personnes de droit public. — Corporations privées. — Fondations.	87
§ 2. — Dévolution par les représentants de la personne morale. — Caractères.	90
Personnes de droit public. — Corporations privées. — Fondations	91
 CHAPITRE III. — Liquidation.	
§ 1 ^{er} . — Nomination des liquidateurs	95
§ 2. — Fonction des liquidateurs	98
Formations de la masse à partager. — Modes de procéder.	
— Règlement du passif	98
Attribution des biens	102
Contrôle du travail liquidatif.	103
 CHAPITRE IV. — Le droit positif.	
§ 1 ^{er} . — La législation étrangère.	106
La dévolution statutaire. — Allemagne. — Suisse. — Espagne. — Belgique. — Italie.	106
La dévolution par les représentants de la personne morale. — Allemagne. — Suisse — Angleterre. — Etats-Unis. — Belgique	109
Liquidation	112
§ 2. — Le droit positif français	113
La dévolution statutaire. — Lois la refusant. — Lois l'admettant expressément. — Lois ne réglant pas la dévolution	113
La dévolution par les représentants de la personne morale. — Lois la refusant ; l'admettant expressément ; ne réglant pas la dévolution	126
§ 3. — Critique de la législation française.	130

TROISIÈME PARTIE

LA DÉVOLUTION LÉGALE

CHAPITRE PREMIER. — Principe qui régit la dévolution légale.

- § 1. — Influence des diverses conceptions théoriques de la personnalité morale. 134
- § 2. — Notre théorie. — Droit des associés. — Droit des donateurs. — Droit de l'Etat. 139

CHAPITRE II. — La dévolution légale dans les diverses catégories de personnes morales.

- § 1. — Personnes de droit public. — L'Etat. — Les groupes territoriaux et les établissements publics. — Les établissements du culte 141
- § 2. — Corporations privées. — Sociétés. — Associations égoïstes. — Associations altruistes. — Associations mixtes 146
- § 3. — Fondations 152

CHAPITRE III. — Liquidation.

- § 1. — Nomination du liquidateur. 157
- § 2. — Fonctions du liquidateur. — Formation de la masse à partager. — Règlement du passif. 158
- Attribution des biens 160
- Contrôle de travail liquidatif 161

CHAPITRE IV. — Le droit positif.

- § 1. — Législation étrangère. 167
- Législation attribuant à l'Etat le patrimoine des personnes morales. — Allemagne. — Italie. — Angleterre. — Belgique. — Suisse 167
- Législations acceptant le droit de retour des donateurs. . 173
- Législations admettant le partage des biens collectifs contre les associés. — Allemagne. — Italie. — Belgique. — Suisse. 173
- Liquidation 175

§ 2. — Le droit positif français.	175
Caractère général de la législation française.	175
Lois accordant à l'Etat le patrimoine des personnes morales.	177
Droit intermédiaire	177
Droit moderne. — Personnes morales publiques. — Loi du 9 décembre 1905. — Personnes morales privées. —	
Lois de 1825, 1904, 1875, 1898, 1901 et 1884.	179
Lois admettant au profit des donateurs un droit de retour.	185
Personnes morales publiques. — Lois de 1905 et de 1908.	185
Personnes morales privées. — Lois de 1825, 1904, 1875 et 1898.	187
Lois admettant le partage des biens collectifs entre les associés. — Sociétés commerciales. — Sociétés de se- cours mutuels. — Congrégations	189
Liquidation.	192
§ 3. — Critique de la législation française.	195
Droit des associés présents. — Droit des donateurs. — Droit de l'Etat. — Lois de 1905, 1907 et 1908. — Lois de 1825, 1875, 1898, 1904	195
APPENDICE. — La dévolution du patrimoine des personnes morales étrangères	207
CONCLUSION	211

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)